



OFF
A 11E8
G3/51
[]

Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 4 JANVIER 1919.

QUEBEC, SATURDAY, 4TH JANUARY, 1919.

Nominations

Appointments

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes :

Québec, 17 décembre 1918.

M. Marc-Henri Milette, manufacturier, Outremont, comté d'Hochelaga, juge de paix pour le district de Montréal.

M. François-Xavier Boucher, cultivateur, de Saint-Valérien, comté de Rimouski, juge de paix pour le district de Rimouski.

M.M. Louis de Gonzague Raby, régent du comté d'Ottawa et Prosper-Oscar Thériault, agent d'assurance, tous deux de Hull, Qué., juges de paix pour le district d'Ottawa.

33

His Honour the Lieutenant Governor has been pleased, by and with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments, viz :

Quebec, 17th December, 1918.

Marc-Henri Milette, manufacturer, of Outremont, county of Hochelaga, to be a justice of the peace for the district of Montreal ;

François-Xavier Boucher, farmer, of Saint-Valérien, county of Rimouski, to be a justice of the peace for the district of Rimouski ;

Louis de Gonzague Raby, registrar of the county of Ottawa and Prosper-Oscar Thériault, insurance agent, both of Hull, Que., to be justices of the peace for the district of Ottawa.

34

Proclamation

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec,—SALUT.

ATTENDU que la Législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le dix-sept décembre mil neuf cent dix-huit, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du Conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de la proroger de nouveau jusqu'au vingt et un janvier prochain ;

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir en la cité de Québec le dix-sept décembre courant ; et vous convoquons par les présentes pour le VINGT ET UN JANVIER prochain, et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en ladite cité de Québec, pour y EXPEDIER LES AFFAIRES DE LA PROVINCE et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes, et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable sir CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce DOUZIÈME jour de DECEMBRE, l'an de grâce mil neuf cent dix-huit et de Notre règne le neuvième.

Par ordre,
Le greffier de la couronne
en chancellerie, à Québec,
4565—50-6 L.-P. GEOFFRION.

Bills privés, Assemblée législative.

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

CONCERNANT LES BILLS PRIVÉS QUI SERONT PRÉSENTÉS PENDANT LA PROCHAÎNE SESSION.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 7 janvier 1919, et présentés avant le 11 février 1919; les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 31 janvier 1919, et reçues avant le 5 février 1919; et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 25 février 1919.

Le greffier,
L.-P. GEOFFRION,
Québec, 13 décembre 1918. 4619—51-5

Proclamation

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE THE FIFTH, by the Grâce of God, King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Defender of the Faith, Emperor of India :—

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Québec, GREETING.

WHEREAS the Legislature of the Province of Québec stands prorogued to the seventeenth day of December, one thousand nine hundred and eighteen, but that, for various considerations, We have, with the advice of the Executive Council of the said Province, thought fit to further prorogue it to the twenty first day of January next ;

THEREFORE, We inform you that you are dispensed from meeting in the city of Québec on the seventeenth day of December instant ; and hereby convene you for the TWENTY FIRST day of JANUARY next, and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the said city of Québec, for the DESPATCH OF THE BUSINESS OF THE PROVINCE, and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Québec to be hereunto affixed. WITNESS : Our Right Trusty and Well-Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint-George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of Québec, this TWELFTH day of the month of DECEMBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and eighteen and in the ninth year of Our Reign.

By command,
L.-P. GEOFFRION,
Clerk of the Crown in Chancery, Québec.
4566—50-6

Private Bills, Legislative Assembly.

NOTICE OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY

RELATING TO PRIVATE BILLS TO BE INTRODUCED DURING THE COMING SESSION.

Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the 7th January, 1919, and introduced before the 11th February, 1919; petitions for the introduction of private bills must be presented before the 31st January, 1919, and received before the 5th February, 1919; and reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before the 25th February, 1919.

L.-P. GEOFFRION,
Clerk.
Québec, 12th December, 1918. 4620—51-5

Bills privés, Parlement fédéral

Private Bills, Federal Parliament

CHAMBRE DES COMMUNES

HOUSE OF COMMONS.

DEMANDE D'APPLICATION POUR BILLS PRIVÉS

NOTICE OF APPLICATION FOR PRIVATE BILLS.

Les demandes adressées au Parlement pour les bills privés doivent être annoncées par un avis publié au moins une fois par semaine durant cinq semaines consécutives dans la *Gazette du Canada* et dans quelques-uns des principaux journaux ; le dit avis doit clairement indiquer la nature et les objets de la demande, et être signé par ou pour les pétitionnaires et donner l'adresse des pétitionnaires ou de leur agent.

Une demande pour une loi constituant en corporation une banque ou une compagnie d'assurance, ou une compagnie fiduciaire ou de prêts, ou pour une compagnie industrielle ne sollicitant pas des pouvoirs extraordinaires ou exclusifs peut être annoncée dans la *Gazette du Canada* seulement.

La publication en bonne et due forme de l'avis doit être établie par déclaration statutaire adressée au greffier de la Chambre et portant à l'endos les mots "Avis de bill privé".

Pour plus amples détails concernant la formule de l'avis et l'endroit où pareil avis doit être publié, la formule de la demande et du bill projeté et l'endroit où la date où les susdits doivent être enregistrés ou déposés, le chiffre des droits, etc., s'adresser au greffier de la Chambre des Communes, Ottawa, ou consulter les règlements de la Chambre des Communes, tels que publiés dans la *Gazette du Canada*.

Le greffier de la Chambre des Communes,
5-1-9 W.-B. NORTHRUP.

Applications to Parliament for Private Bills shall be advertised by a notice published at least once a week for five consecutive weeks in the *Canada Gazette* and in certain leading newspapers ; such notice shall clearly state the nature and objects of the application, and be signed by or for the applicants and give the address of the applicants or their agent.

Application for an act to incorporate a Bank, Insurance, Trust or Loan Company, or for an Industrial Company not applying for unusual or exclusive powers may be published in the *Canada Gazette* only.

Due publication of notice shall be established by statutory declaration sent to the clerk of the House endorsed "Private Bill Notice."

For full particulars as to form of notice and place where same should be published, form of petition and proposed bill and time or date when same should be filed or deposited, amount of fees, etc., address The Clerk, House of Commons, Ottawa, or see rules of the House of Commons as published in the *Canada Gazette*.

W.-B. NORTHRUP,
6-1-9 Clerk of the House of Commons.

Lettres patentes

Letters patent

"H. Villeneuve, limitée".

"H. Villeneuve, limitée".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingtième jour de décembre 1918, constituant en corporation M.M. Hubert Villeneuve, agent ; Joseph Sauvé, notaire ; Yvonne Robert, sténographe ; H.-Eugène Laliberté, commis et Dame A. Lamoureux, sténographe de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire le commerce en gros et en détail des fruits, légumes, beurre, articles d'épicerie et d'approvisionnement en général ;

Acquérir et disposer de tous biens, meubles et immeubles ;

Promouvoir et développer toute corporation ou compagnie ;

Se joindre avec toute autre compagnie ;

Emprunter sur hypothèque ou par l'émission de bons ou obligations, sur la garantie des biens de la compagnie en tout ou en partie, y compris son capital non-appelé ; à racheter et acquitter ces valeurs ;

Acquérir toute entreprise semblable, en tout ou en partie, à celle de la compagnie, et en payer le prix en deniers comptant, en actions ou obligations ou autrement ;

Emettre des actions acquittées, des actions de la compagnie en paiement parfait ou partiel de tout bien acquis par la compagnie, payer de même façon tous services rendus ;

Distribuer en nature entre les actionnaires toute propriété de la compagnie, et en particulier des actions obligations ou autres valeurs d'autres

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twentieth day of December, 1918, incorporating Hubert Villeneuve, agent ; Joseph Sauvé, notary ; Yvonne Robert, stenographer ; H.-Eugène Laliberté, clerk ; and Dame A. Lamoureux, stenographer, of the city of Montreal, for the following purposes :

To wholesale and retail fruit, vegetables, butter, groceries and foodstuffs generally ;

To acquire and dispose of any property, moveable and immoveable ;

To promote and develop any corporation or company ;

To amalgamate with any other company ;

To borrow on hypothecs or throughout the issue of bonds or debentures, bearing a hypothec on the whole or part of the company's property, including unpaid capital stock ; to redeem and pay up such securities ;

To acquire any undertaking, in whole or in part similar to that of the company and to pay for same in cash or in shares, bonds or otherwise ;

To issue paid up shares of the company in full or part payment of any property acquired by the company, and to pay in a similar manner for any services rendered ;

To distribute in kind among the shareholders, any property of the company and in particular shares, bonds or other securities of other com-

compagnies appartenant à la compagnie, ou dont elle a la faculté de disposer ;

Chaque article ci-dessus sera interprété de manière à éteindre et non à restreindre les pouvoirs de la compagnie, sous le nom de "H. Villeneuve & Cie, limitée", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de décembre 1918.

Le sous-secrétaire de la province,

1—1-2

C.-J. SIMARD.

panies belonging to this company or which it may have the power to dispose of ;

Each paragraph hereof to be construed so as to extend and not restrict the powers of the company, under the name of "H. Villeneuve, Limitée" with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00) divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be at Montreal, district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of December, 1918.

C.-J. SIMARD,

2—1-2

Assistant Provincial Secretary.

"The Victoriaville Furniture Company, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20ième jour de décembre 1918, constituant en corporation MM. Paul Tourigny, industriel, Auguste Bourbeau, journaliste, Joseph-Edouard Alain, industriel, Wilfrid Laliberté et Philippe Marchand, avocats, tous de Victoriaville, dans les buts suivants :

Manufacturer, faire le commerce, acheter et vendre des meubles de maison et tous autres objets en bois ;

Acquérir, posséder des machines, installations, limites à bois, moulins, inventions, entreprises, propriétés, droits, privilèges, baux, contrats et autres droits qui peuvent être avantageux ou utiles à l'exercice de l'industrie et du commerce de la corporation ;

Acacheter ou louer la totalité ou aucune partie de la propriété, de l'actif et du passif, de toute personne, société ou corporation exerçant une industrie similaire ou se rattachant à l'un des objets que poursuit la compagnie et spécialement acquérir la propriété et les biens quelconques autrefois possédés et exploités par "The Victoriaville Furniture Company", compagnie maintenant en liquidation et dont le siège social était à Victoriaville, district d'Arthabaska, la présente compagnie ayant spécialement pour but de continuer les opérations de la dite compagnie en liquidation ou celles de toute personne ou société ayant acquis son actif des liquidateurs d'icelle compagnie ;

Donner en paiement de tous tels achats ou loyer des actions libérées de la compagnie, non sujettes à appel, ou toutes autres valeurs quelconques ;

Vendre, louer ou autrement céder aucune partie des immeubles et autres biens appartenant à la compagnie, ou se joindre avec toute personne, société et compagnie faisant des affaires en tout ou en partie semblables à celles de cette compagnie, aux termes et conditions que la compagnie jugera à propos, et accepter en paiement de l'argent, des actions, obligations, débetures et autres valeurs ou garanties ;

Emettre des bons, obligations ou débetures, le tout aux termes de la loi 4 Geo. V, chap. 51 et ses amendements ;

Payer pour tous services rendus touchant la souscription du capital-actions, l'organisation et l'administration de la compagnie en actions entièrement libérées de cette dernière, sous le nom de "The Victoriaville Furniture Company, Limited", avec un capital social de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en sept cent quarante (740) actions communes de cent piastres (\$100.00) chacune et en deux cent cinquante

"The Victoriaville Furniture Company, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth December, 1918, incorporating Messrs. Paul Tourigny, manufacturer, Auguste Bourbeau, journalist, Joseph-Edouard Alain, manufacturer, Wilfrid Laliberté and Philippe Marchand, advocates, all of Victoriaville, for the following purposes :

To manufacture, deal in, buy and sell household furniture and all other wooden articles ;

To acquire, own machinery, plants, timber limits, mills, inventions, undertakings, properties, rights, privileges, leases, contracts and other rights which may be advantageous or conducive to the carrying on of the industry or business of the corporation ;

To buy or lease the whole or any part of the property, assets and liabilities of any person, firm or corporation carrying on a business similar or incidental to any of the objects pursued by the company, and especially to acquire the property and other assets whatever formerly owned by the Victoriaville Furniture Company, now in liquidation, whose head office was at Victoriaville, district of Arthabaska, the present company having specially in view the continuing of the operations of said company in liquidation or those of any person or firms having acquired its assets from the liquidators of aforesaid company ;

To give in payment of any such purchases or leases paid up shares and non-assessable shares of the company or any other securities whatever ;

To sell, lease or otherwise dispose of any part of the immovables and other assets belonging to the company or to amalgamate with any person, firm and company carrying on businesses altogether or partly similar to those of this company, upon such terms and conditions which the company may think fit and to accept in payment thereof, cash, shares, bonds, debentures or other securities ;

To issue bonds, obligations or debentures, the whole pursuant to the provisions of the Act 4 Geo. V, chap. 51 and amendments.

To pay for all services rendered in or about the subscription of the capital stock, organization and management of the company in fully paid up shares of the latter, under the name of "The Victoriaville Furniture Company, Limited", with a capital stock of ninety nine thousand (\$99,000.00) dollars, divided into seven hundred and forty (740) common shares of one hundred dollars (\$100.00) each and two hundred and fifty (250)

(250) actions privilégiées aussi de cent piastres (\$100.00) chacune, lesdites parts privilégiées ayant droit à un dividende cumulatif de 7% par année.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Victoriaville, dans le district d'Arthabaska.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 20ième jour de décembre 1918.

Le sous-secrétaire de la province,
4711—52-2 C.-J. SIMARD.

7% cumulative preference shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Victoriaville, in the district of Arthabaska.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of December, 1918.

C.-J. SIMARD,
4712—52-2 Assistant Provincial Secretary.

Demandes à la législature

Avis est par les présentes donné que demande sera faite à la Législature de Québec, lors de sa prochaine session, pour la passation d'une loi amendant la loi 8 Geo. V, chapitre 84, relative à la charte de la cité de Montréal, et pour faire réduire le taux de la taxe que la cité de Montréal est autorisée à imposer sur les immeubles en autant qu'il s'agit de l'ancien territoire de la cité de Maisonneuve.

Les avocats des requérants,
GEOFFRION, GEOFFRION &
PRUD'HOMME.

Montréal, 28 décembre 1918. 19—1-5

Avis est par les présentes donné que la ville de Grand'Mère s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte pour les fins suivantes :

Changer les limites des quatre quartiers de la ville ;

Pourvoir à l'administration de la ville par son conseil et par un gérant ;

Fixer le terme d'office du maire et des échevins à quatre ans ;

Décréter le mode de leur élection ;

Fixer la confection de la liste électorale au premier mai de chaque année ;

Fixer la date des élections au premier jour juridique de juillet ;

Décréter que le conseil municipal actuel restera en fonction jusqu'aux prochaines élections qui devront avoir lieu le premier juillet 1919 ;

Enlever le droit de vote aux électeurs locataires qui n'auront pas payé leurs taxes avant le premier juin précédant les élections ;

Pourvoir à la nomination du gérant de la ville par le conseil ;

Fixer à quatre ans le terme d'office du gérant ;

Déterminer les qualifications du gérant ;

Obliger le gérant à prêter serment et à fournir cautionnement ;

Déterminer les devoirs et les pouvoirs du gérant ;

Pourvoir au mode de destitution du gérant par le conseil, avec appel au peuple de la décision de ce dernier ;

Pourvoir à la nomination et à la destitution des employés de la ville, sauf le secrétaire, par le gérant ;

Ordonner toutes dispositions transitoires pour permettre le fonctionnement de la dite loi.

Les avocats des requérants,
GEOFFRION, GEOFFRION
& PRUD'HOMME

Grand'Mère, 28 décembre 1918. 21—1-5

Avis public est par le présent donné que, à la prochaine session de la Législature de la province de Québec, demande sera faite d'adopter une loi constituant en corporation la "Canadian Reduc-

Applications to the Legislature

Public notice is hereby given that application will be made to the Quebec Legislature, at its next session, for an act to amend the act 8 Geo. V, chapter 84, respecting the charter of the city of Montreal, and to lower the tax rate which the city of Montreal is authorized to levy on immovables, in so far as the former territory of the city of Maisonneuve is concerned.

GEOFFRION, GEOFFRION &
PRUD'HOMME,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 28th December, 1918. 20—1-5

Notice is hereby given that the town of Grand'Mère will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain amendments to its charter for the following purposes :

To change the boundaries of the four wards of the town ;

To provide for the administration of the town by the council and a manager ;

To fix the term of office of the mayor and aldermen at four years ;

To enact the mode of their election ;

To fix the making of the electoral list on the first of May of every year ;

To fix the date of the elections on the first juridical day of July ;

To enact that the present municipal council remain in office until the next elections which shall be held on the first of July, 1919 ;

To withdraw the right of vote from tenant electors who have not paid their taxes before the first of June preceding the elections ;

To provide for the appointment of the manager of the town by the council ;

To fix the term of office of the manager at four years ;

To determine the qualifications of the manager ; To compel the manager to be sworn and give security ;

To determine the duties and powers of the manager ;

To provide for the mode of dismissal of the manager by the council, with appeal to the people from the decision of the latter ;

To provide for the appointment and dismissal of the employees of the town, except the secretary, by the manager ;

To order any transitory provisions for to enable the working of the said act.

GEOFFRION, GEOFFRION
& PRUD'HOMME,
Attorneys for petitioners.

Grand'Mère, 28th December, 1918. 22—1-5

Public notice is hereby given that, at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, an application will be made for the passing of an act incorporating the "Canadian Reduction

tion Company", autorisant cette compagnie à exercer l'industrie d'une compagnie de réduction, et à ces fins exploiter des fonderies, des fabriques de graisse, colle et autres produits; acquérir, trafiquer de, et manufacturer les sous-produits et déchets des abattoirs, des charcuteries et autres matières, les substances animales, et à ces fins passer des contrats avec la cité de Montréal et d'autres municipalités dans la province de Québec, pour masser et détruire les animaux morts, le résidu animal, le déchet des abattoirs, des charcuteries ainsi que toutes les viandes, volailles, légumes et autres denrées alimentaires considérées comme impropres à la consommation humaine; fabriquer tous les produits de ce déchet et en faire le négoce, exercer aussi aucun commerce se rattachant aux objets principaux de la corporation; faire des conventions avec la cité de Montréal ou aucune autre municipalité dans la province de Québec, et aux fins des dites conventions autoriser la dite cité et les dites municipalités à accorder à la dite corporation des droits exclusifs d'amasser et réduire les dites matières dans les limites de la dite cité et des dites municipalités respectivement. Le capital de la dite corporation sera de un million de piastres divisé en dix mille parts de cent piastres chacune, avec pouvoir pour la dite corporation d'émettre des obligations, des actions entièrement libérées en paiement des contrats, services et considération autre que de l'argent.

Les procureurs des requérants,

WHITE & BUCHANAN.

Montréal, 30 décembre 1918. 35—1-4

Company", to authorize that company to carry on business as a reduction company, and for that purpose to operate rendering houses, plants for the manufacture of tallow, glue and other products; to acquire, deal in, and manufacture the by-products and refuse of abattoirs, butchers' shops and other material, the product of animals, and for that purpose to enter into contracts with the city of Montreal and other municipalities in the Province of Quebec for the collection and destruction of dead animals, animal refuse, refuse of abattoirs, butchers' shops and all meats, game, vegetables and other food products which have been condemned as unfit for human consumption; to manufacture and deal in all products of such refuse, and to carry on any business incidental to the main objects of the company; to enter into contracts with the city of Montreal or any other municipality in the Province of Quebec, and for the purposes of the said contracts to authorize the said city and the said municipalities to grant to the said company exclusive rights for the collection and reduction of the said materials within the limits of the said city and municipalities respectively. The capital of the said company to be one million dollars divided into ten thousand shares of one hundred dollars each, with power to the said company to issue bonds, and to issue fully paid up shares in payment for contracts, services and other consideration other than cash.

WHITE & BUCHANAN,

Attorneys for applicants.

Montreal, 30th December, 1918. 36—1-4

Avis est par le présent donné que "The Montreal Technical Institute" et certaines personnes y intéressées demanderont, à la prochaine session de la Législature de la province de Québec, l'adoption d'une loi amendant la loi constituant en corporation "The Montreal Technical Institute", qui est le chapitre 123 des Statuts de Québec, 3 Édouard VII, de manière à pourvoir à l'établissement d'une autre méthode d'élire et choisir le bureau de direction de ladite institution, et pour d'autres fins.

Les procureurs des requérants,

CAMPBELL, McMASTER, ANGERS
& BRUNEAU.

Montréal, 20 décembre 1918. 4687—52-4

Public notice is hereby given that "The Montreal Technical Institute" and certain persons interested therein, at the next session, of the Legislature of the Province of Quebec will make application for the passing of an act to amend the act incorporating "The Montreal Technical Institute", chapter 123 of the Statutes of 3 Edward VII, Quebec, in order to provide for a different method of electing or selecting a governing body for said institution, and for other purposes.

CAMPBELL, McMASTER, ANGERS
& BRUNEAU,

Attorneys for applicants.

Montreal, 20th December, 1918. 4688—52-4

Avis public est par le présent donné qu'à la prochaine session de la Législature de la province de Québec, Morris-Alfred Thompson, de la cité de Westmount, commis, demandera qu'il lui soit permis de changer son nom pour celui de Maurice-Alfred Madley, à savoir: le nom de ses parents adoptifs, et à être désigné sous ce nom, à l'avenir, à toutes fins et intentions.

R.-STANLEY WEIR.

203 immeuble "Transportation",

Montréal, P. Q.

Montréal, 21 décembre 1918. 4697—52-4

Public notice is hereby given that at the approaching session of the Legislature of the Province of Quebec, Morris-Alfred Thompson, of the city of Westmount, clerk, will make application to be allowed to change his name to Maurice-Alfred Madley, to wit: the name of his adoptive parents, and to be known by such name for all lawful effects and purposes in future.

R.-STANLEY WEIR.

203, "Transportation" building,

Montreal, P. Q.

Montreal, 21st December, 1918. 4698—52-4

Avis public est par les présentes donné que la corporation de la cité de Granby demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi l'autorisant à convertir en parc public municipal le lot portant le numéro 400 du cadastre de la dite cité de Granby.

Le procureur de la requérante,

GEO.-H. BOIVIN.

Granby, le 23 décembre 1918. 4719—52-4

Public notice is hereby given that the corporation of the city of Granby will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to secure the passing of an act authorizing it to convert into a public municipal park the lot bearing number 400 upon the cadastral plan of the said city.

GEO.-H. BOIVIN,

Attorney for applicant.

Granby, 23rd December, 1918. 4720—52-4

Avis est par le présent donné que demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par "The Canada & Gulf Terminal Railway Company", pour la passation d'une loi amendant sa charte de façon à lui accorder des délais additionnels pour continuer la construction de sa ligne et pour la terminer, ainsi que pour autres fins.

La pétitionnaire,

THE CANADA & GULF TERMINAL RAILWAY COMPANY.
4727—52-4

Notice is hereby given that The Canada & Gulf Terminal Railway Company will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act amending its charter so as to grant additional delays to proceed with the construction of its line and to finish it, and also for other purposes.

THE CANADA & GULF TERMINAL RAILWAY COMPANY,

4728—52-4 Petitioner.

Avis public est par le présent donné que la ville de Montmagny s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, dans le but d'obtenir l'adoption d'une loi à l'effet d'amender sa charte sur les matières suivantes, savoir :

Pour étendre les limites de la ville en y annexant les terrains Nos 139 à 167 inc., les Nos 114 et 116 à 132 inc., les Nos 134, 135, 136, 402, partie des Nos 133, 137, 138 et 283 à 298 inc., 387, 388, 389, 392 à 401 inc., 403 à 412 inc., et 414, sur les plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Thomas ; faire une nouvelle division et description des quartiers ; modifier la composition du conseil et la représentation municipale ; faire un rôle d'évaluation et un rôle de perception additionnels dans le cours de l'année ; simplifier la procédure suivie pour l'adoption et l'approbation des règlements ; autoriser des emprunts pour fins d'amélioration et d'extension de la voirie municipale et du système d'égouts ; autoriser l'émission de débiteures pour des fins d'emprunt ; obliger les propriétaires d'automobiles, exerçant le métier de charretier, à obtenir des licences, et réglementer la circulation des véhicules-moteurs ; autoriser la ville à s'assurer des sources d'approvisionnement d'énergie électrique, pour des fins d'éclairage et industrielles ; à acquérir et à développer des sources d'énergie électrique ; construire des lignes de transmission d'énergie électrique, en dehors comme en dedans des limites de la ville ; produire et distribuer, dans les limites de la ville, le gaz pour fins d'éclairage, de chauffage et industrielles ; soumettre à l'approbation du conseil de ville les plans de subdivisions de terrains situés dans les limites de la ville et dans un rayon d'un mille en dehors des limites de la ville ; faire rectifier la désignation cadastrale des terrains situés dans les limites de la ville ; réglementer et encourager la construction, aider aux sociétés de construction de logements ouvriers ; établir des commissions administratives des services d'utilités publiques ; établir un service de tramways, d'autobus ; accorder des pouvoirs additionnels concernant l'imposition de taxes sur les locataires, sur les ouvriers non résidents ; aider aux industries ; donner le droit de vote aux compagnies et aux corporations ; établir des marchés ; créer un bureau de publicité ; accorder le pouvoir d'acquérir des immeubles ; et donner des pouvoirs additionnels à la Cour de recorder qui pourrait être établie dans la ville en vertu de la loi.

Les procureurs de la requérante,

ROY & PREVOST.

Montmagny, 14 décembre 1918. 4739—52-4

Public notice is hereby given that the town of Montmagny shall apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to amend its charter concerning the following matters :

Extension of the town limits and annexation of adjoining territories by the annexation of lands Nos. 139 to 167 inc., Nos. 114 and 116 to 132 inc., Nos. 134, 135, 136, 402, part of Nos. 133, 137, 138 and 283 to 298 inc., 387, 388, 389, 392 to 401 inc., 403 to 412 inc., and 414, on the cadastral plan of the parish of Saint-Thomas ; new division and new description of wards ; modification of the municipal representation in the council ; permission to make additional valuation rolls and collection rolls in the course of a year ; simplification of the procedure followed for the adoption and the approbation of by-laws ; authorization to borrow moneys for streets and sewer system, improvement and extension ; authorization to issue bonds to exercise borrowing powers ; the compelling of the automobile owners, acting as carter, to obtain license from the corporation ; the regulating of the circulation and traffic of the motor cars ; authorization for the town to acquire electric power, for lighting and industrial purposes ; to acquire and develop sources or means, for the manufacturing of electric power ; construction of transmission lines for electric power, within and outside the town limits ; the manufacturing and the distribution of gas, within and outside the town limits, for lighting, heating and industrial purposes ; to have the subdivision plans of lands within the town limits and within a mile distance outside the town limits approved by the town council ; the rectification of the cadastral designation within the town limits ; the regulating and the encouraging of house buildings and to give aid to building societies for workmen house buildings ; the creating of administration boards of public utilities ; to provide for the establishment of tramway, autobus system within the town limits ; to grant additional powers in connection with the taxation of the tenants, lessees and non resident workmen ; to aid to industries ; the granting of right of votes to stock companies and corporations ; the establishment of public markets ; the creation of a publicity bureau ; the granting of power of acquiring real estate and immoveables ; the giving of additional powers to the Recorder's Court that may be created according to law.

ROY & PREVOST,

Attorneys for petitioner.

Montmagny, 14th December, 1918. 4740—52-4

Avis public est par le présent donné que les commissaires des écoles protestantes de la cité de Montréal demanderont à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi aux fins de :

1. Pourvoir à l'augmentation, à compter du 1er mai 1919 et subséquemment, de la taxe scolaire ordinaire de la cité de Montréal, comme suit :

Public notice is hereby given that the Protestant Board of School Commissioners of the city of Montreal will, at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, make application for the passing of an act for the following purposes :

1st. To provide for an increase from and after May 1st, 1919, of the ordinary Montreal city school tax, as follows :

(a) Relativement au rôle protestant ou rôle No 2, porter le taux de cinq à sept-dixièmes d'un centin dans la piastre de la valeur cotisée. Cependant, le taux de la taxe spéciale de un-dixième d'un centin pour l'intérêt et les frais du fonds d'amortissement devra rester stationnaire ; ce qui portera le taux entier de la taxe scolaire urbaine à être prélevée d'après le rôle protestant à huit-dixièmes au lieu de cinq-dixièmes d'un centin pour une piastre de valeur cotisée ;

(b) Relativement au rôle neutre ou rôle No 3, porter le taux de sept-dixièmes à huit-dixièmes d'un centin dans la piastre pour cent piastres de valeur cotisée.

2. Autoriser l'émission d'obligations jusqu'à concurrence de neuf cent mille piastres (\$900,000), ces obligations seront émises par séries, sans aucun fonds d'amortissement, pour échoir par montants divers, annuellement, à compter du 1er janvier 1924 jusqu'au 1er janvier 1949, ces deux dates incluses, à un taux d'intérêt n'excédant pas six pour cent (6%) par année.

Les avocats des requérants,
GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,
LANGUEDOC & PARKINS.
Montréal, 24 décembre 1918. 4741-52-4

Avis public est par le présent donné que Delles Jean-Gertrude Oliver et Dorothy-Hope Oliver, les deux de la cité de Montréal, filles majeures, demanderont à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant, en autant que nécessaire, un certain acte passé devant John Fair, N. P., le 16 mars 1895, par lequel les fiduciaires et exécuteurs des derniers testament et codicille de feu l'honorable James Ferrier, en son vivant de la cité de Montréal, dans l'exercice des pouvoirs discrétionnaires à eux conférés, dépouillait Louis-Frank Ferrier, autrefois de la cité de Montréal, de toute part ou portion dans la succession dudit feu l'honorable James Ferrier, et faire déclarer valide le titre des dites demoiselles Jean-Gertrude Oliver et Dorothy-Hope Oliver à la subdivision numéro deux du lot numéro onze cent soixante et un (2-1161), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal, avec la bâtisse actuellement connue sous le numéro civique 363, Beaver Hall square, dessus construite.

Les avocats des requérantes,
LAFLEUR, MACDOUGALL,
MACFARLANE & BARCLAY.
Montréal, le 24 décembre 1918. 4743-52-4

La municipalité de la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul, comté de Laval, donne avis qu'à la prochaine session de la Législature provinciale, lors de l'étude du bill de la ville de Montréal-Nord ou du bill de la cité de Montréal, elle proposera un amendement à l'effet d'avoir le contrôle exclusif de la traverse au bac, chaloupe et yacht, entre la ville de Montréal-Nord et le village de la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul, avec pouvoir d'établir une traverse municipale, réglementer toutes autres traverses existantes entre ces municipalités, en fixer les conditions, demander tous pouvoirs jugés nécessaires pour atteindre telles fins, et même présenter un bill à cet effet.

Le maire,
J.-W. LEVESQUE.
Le secrétaire-trésorier,
JOS. AUCLAIR.
Saint-Vincent-de-Paul, 26 décembre 1918.
4751-52-4

(a) With respect to the Protestant panel or panel No. 2, to increase the rate from five to seven-tenths of a cent in the dollar of the assessed valuation. The rate however, of the special tax of one-tenth of a cent for interest and sinking fund charges to remain unchanged ; thus making the total rate of the city school tax to be levied upon the Protestant panel to eight-tenths instead of five-tenths of a cent in the dollar of the assessed valuation ;

(b) With respect to the neutral panel or panel No. 3, to increase the rate from seven-tenths to eight-tenths of a cent in the dollar per hundred dollars of the assessed valuation ;

2nd. To authorize the issue of bonds to the extent of nine hundred thousand dollars (\$900,000) ; such bonds to be issued in serial form without any sinking fund, to mature in various amounts, annually, from January 1st, 1924, to January 1st, 1949, both dates inclusive, at a rate of interest not to exceed six per cent (6%) per annum.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,
LANGUEDOC & PARKINS,
Solicitors for applicants.
Montreal, 24th December, 1918. 4742-52-4

Public notice is hereby given that Miss Jean-Gertrude Oliver and Miss Dorothy-Hope Oliver, both of the city of Montreal, spinsters of the age of majority, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session thereof, for an act to ratify and confirm in so far as may be necessary, a certain deed executed before John Fair, N. P., on the 16th March, 1895, by which the trustees and executors of the last will and testament and codicil thereto, of the late Honourable James Ferrier, in his lifetime of the city of Montreal, in the exercise of the discretionary powers conferred upon them, excluded Louis-Frank Ferrier, formerly of the said city of Montreal, from all share or portion in the estate of the said late Honourable James Ferrier, and to declare valid the title of the said miss Jean-Gertrude Oliver and miss Dorothy-Hope Oliver to subdivision number two of lot number eleven hundred and sixty one (1161-2), on the official plan and in the book of reference of Saint-Antoine ward, of the city of Montreal, with the building, now known as civic number 363, Beaver Hall square, thereon erected.

LAFLEUR, MACDOUGALL,
MACFARLANE & BARCLAY,
Solicitors for applicants.
Montreal, 24th December, 1918. 4744-52-4

The municipality of the parish of Saint-Vincent-de-Paul, county of Laval, gives notice that at the next session of the Provincial Legislature, at the time of the study of the bill of the town of Montreal North or of the bill of the city of Montreal, it will propose an amendment for the purpose of having the exclusive control of the crossing by ferry-boat, launch and yacht, between the town of Montreal North and the village of the parish of Saint-Vincent-de-Paul, with power to establish a municipal ferry, regulate any other existing ferries between said municipalities, fix the conditions thereof, apply for any powers deemed necessary for to attain such purposes, and even present a bill to such effect.

J.-W. LEVESQUE,
Mayor.
JOS. AUCLAIR,
Secretary-treasurer.
Saint-Vincent-de-Paul, 26th December, 1918.
4752-52-4

Avis public est donné que Thomas O'Sullivan, Alfred Pion et Félix-Avila Grothé, tous trois des cité et district de Montréal, entrepreneurs, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour faire adopter une loi modifiant les conventions faites entre eux et la cité de Montréal pour la construction d'un pont connu sous le nom de "Pont Lasalle" et pour se faire rembourser et payer par la cité de Montréal leur dépôt avec intérêt, la valeur de leur outillage et des matériaux et de la main d'œuvre fournis par eux à la cité, et se faire indemniser des pertes qu'ils ont subies à l'occasion de l'exécution de leur contrat, et pour d'autres fins.

Les avocats des requérants,

HANDFIELD & HANDFIELD.

Montréal, 23 décembre 1918. 4749—52-4

Avis public est donné que la compagnie de Chemin de fer de la Rivière Rouge s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender la loi la constituant en corporation, savoir : la loi 8 George V, chap. 105, pour les fins suivantes :

Prolonger sa voie de chemin de fer à partir d'un point dans le canton d'Amherst, comté de Labelle, ou dans le canton d'Arundel, dans le comté d'Argenteuil, dans une direction nord jusqu'à un point sur la ligne de chemin de fer Canadien du Pacifique, dans le comté de Labelle, et passant à travers les cantons ou quelqu'un des cantons d'Arundel, de Salaberry et de Grandison, dans le comté d'Argenteuil, ou de Clyde et Joly, dans le comté de Labelle, avec les voies de raccordement nécessaires ; augmenter ses pouvoirs et l'autorisant à acquérir et exploiter des forces hydrauliques et électriques, concessions forestières, permis et brevets, scieries, fabriques de pulpe et de papier, mines, minerais et produits tirés de l'argile, et d'exercer tous les commerces s'y rapportant ; modifier le nom de la compagnie dans la version anglaise du statut la constituant, et pour d'autres fins.

Les avocats de la requérante,

DESSAULLES, GARNEAU & VANIER.

Montréal, 12 décembre 1918. 4579—51-4

Avis public est par les présentes donné que "Le Club Laval-sur-le-Lac, Limitée", s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale aux fins de ratifier les lettres-patentes octroyées à la corporation et d'accorder à cette dernière certains pouvoirs particuliers et certains privilèges spéciaux non prévus par les lois générales applicables aux clubs et aux compagnies à fonds social, et pour d'autres fins.

Président et agent de "Le Club Laval-sur-le-Lac, limitée",

F.-C. LABERGE.

Montréal, 16 décembre 1918. 4605—51-4

Avis public est donné qu'une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, de l'adoption d'une loi amendant le statut 46 Vic., chap. 21, tel que modifié par le statut 47 Vic., chap. 29, intitulé : "Acte pour amender les lois concernant l'instruction publique, en autant qu'elles se rapportent à la ville de Richmond", dans le but de rendre ses dispositions plus conformes à la loi générale de la province en matière d'instruction publique et aussi de fixer le cens électoral, d'imposer une taxe locative ou toute autre taxe, de fixer le mode de répartir et de percevoir les taxes, et pour d'autres fins.

Les avocats de la requérante,

DESSAULLES, GARNEAU & VANIER.

Montréal, 12 décembre 1918. 4613—51-4

Public notice is given that Thomas O'Sullivan, Alfred Pion and Félix-Avila Grothé, all three of the city and district of Montreal, contractors, will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for an act modifying the agreements made between them and the city of Montreal for the building of the bridge known under the name of "Lasalle Bridge" and to have their deposit, with interest, the value of their equipment and materials and labor supplied by them, reimbursed and paid by the city of Montreal and to be indemnified for the losses they have incurred at the performance of their contract and for other purposes.

HANDFIELD & HANDFIELD,

Attorneys for applicants.

Montreal, 23rd December, 1918. 4750—52-4

Public notice is hereby given that the River Rouge Railway Company will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, to have a law passed amending its charter 8 George V, ch. 105, for the following purposes :

To extend its railway line from a point in the township of Amherst, county of Labelle, or in the township of Arundel, in the county of Argenteuil, in a northerly direction to a point on the line of the Canadian Pacific Railway, in the county of Labelle, and running through the townships or one of the townships of Arundel, de Salaberry and Grandison, in the county of Argenteuil, and of Clyde and Joly, in the county of Labelle, with the necessary connecting lines ; to authorize it to acquire, develop and operate water and electric powers, timber limits, licenses and patents, saw mills, pulp and paper mills, mines, ores and clay products, and to carry on all trades and businesses in connection therewith ; to change the name given to the company in the English version of its charter, and for other objects.

DESSAULLES, GARNEAU & VANIER,

Attorneys for petitioner.

Montreal, 12th December, 1918. 4580—51-4

Public notice is hereby given that "Le Club Laval-sur-le-Lac, Limitée," shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain a special law ratifying the Letters Patent already obtained by the corporation and granting certain special powers and privileges not mentioned in the general laws respecting clubs and joint stock companies, and for other purposes.

F.-C. LABERGE,

President and agent for "Le Club Laval-sur-le-Lac, limitée."

Montreal, 16th December, 1918. 4606—51-4

Public notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an "Act to amend the act 46 Vic., chap. 21, as modified by the act 47 Vic., chap. 29, intitled : "An act to amend the law respecting public instruction, in so far as respects the town of Richmond", with a view of bringing the provisions of such Act more in conformity with the general laws of the Province governing public instruction, and also determining the qualifications of voters, imposing a tax on rentals or any other tax, enacting the mode of imposing and collecting taxes, and for other purposes.

DESSAULLES, GARNEAU & VANIER.

Attorneys for applicants.

Montreal, 12th December, 1918. 4614—51-4

Avis public est par le présent donné que monsieur Joseph-Edouard Papineau, du canton d'Ely, dans le district de Bedford, commerçant, demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant un acte de donation de la propriété y désignée faite par Joseph-Ephrem Papineau, de la cité et du district de Montréal, audit Joseph-Edouard Papineau, passé devant P.-J.-S. Peltier, notaire, à Valcourt, le 26 avril 1905, et dûment enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Shefford, et ratifiant et confirmant la vente de ladite propriété par ledit Joseph-Edouard Papineau à Adélaré Lussier dudit canton d'Ely.

Le procureur du requérant,

GEO.-H. BOIVIN.

Granby, 18 décembre 1918. 4639—51-4

Avis est par les présentes donné que la Commission des écoles catholiques de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender la loi 7 George V, chapitre 28, et autres lois régissant cette commission; pour obtenir l'autorisation d'effectuer des emprunts temporaires; pour fixer à cinq ans la prescription des arrérages de taxes scolaires des municipalités annexées; pour obliger les municipalités scolaires catholiques et les syndics d'écoles catholiques, avoisinant le territoire sous la juridiction de cette commission, à soumettre au bureau central, pour son approbation, les emplacements de terrains d'écoles qu'ils se proposent d'acquérir, et les plans et devis des écoles qu'ils projettent de construire, et pour autres fins.

Le secrétaire-trésorier de la commission des écoles catholiques de Montréal,

4641—51-4 AYME LAFONTAINE.

Montréal, 18 décembre 1918. 4641—51-4

La ville de Montréal-Est donne avis qu'elle s'adressera à la Législature provinciale, à sa prochaine session, pour amendements à la charte de ladite ville, sur les sujets suivants :

Finances municipales et leur administration; emprunts et application du produit de ces emprunts; obligations de la ville directes et en garantie; compagnies pour la construction de logements salubres et leur administration; taxes: spéciales, municipales, personnelles et fonds d'amortissement; enlèvement de la neige; éclairage de la ville; arrosage des rues; police et protection contre le feu; méthode, qualification et composition du corps administratif de la ville; territoire de la ville et annexions; travaux municipaux et répartition du coût de ces travaux; règlements et mise en vigueur de ces règlements; et autres fins.

LA VILLE DE MONTREAL-EST.

Le secrétaire-trésorier,

par J.-EMERY CODERRE.

Montréal-Est, 14 décembre 1918. 4643—51-4

Avis public est par le présent donné que la Ville de Chicoutimi demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, un amendement à sa charte dans le but de faire confirmer et ratifier un arrangement intervenu entre la dite ville de Chicoutimi et Price Brothers & Co, Ltd, corps politique incorporé, ayant sa principale place d'affaires en la cité de Québec, concernant l'exemption et commutation de taxes pour vingt ans et aussi dans le but de faire une conversion de sa dette et le rachat de ses débetures.

Le procureur de la ville de Chicoutimi,

L.-G. BELLEY.

Chicoutimi, 17 décembre 1918. 4645—51-4

Public notice is hereby given that Joseph-Edouard Papineau, of the township of Ely, in the district of Bedford, trader, will apply to the Legislative of the Province of Quebec, at its next session, to secure the passing of an Act to ratify and confirm a deed of donation of the property therein described made by Joseph-Ephrem Papineau, of the city and district of Montreal, to the said Joseph-Edouard Papineau, made and passed before P.-J.-S. Peltier, notary, at Valcourt, on the 26th day of August, 1905, and duly registered in the registry office for the county of Shefford, and also to ratify and confirm the sale of the said property by the said Joseph-Edouard Papineau to Adélaré Lussier of the said township of Ely.

GEO.-H. BOIVIN.

Attorney for applicant.

Granby, 18th December, 1918. 4640—51-4

Notice is hereby given that the Catholic School Commission of Montreal will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to have the Act 7, George V, chapter 28, and other acts governing this Commission, amended; to be authorized to effect temporary loans; to fix to five years the prescription of arrears of school taxes of the annexed municipalities; to oblige the Catholic school municipalities and Catholic school trustees adjoining and neighboring the territory under the jurisdiction of this commission, to submit to the central board, for its approval, the emplacements of school properties they intend to purchase, and the plans and specifications of the schools to be erected, and for other purposes.

The secretary-treasurer of the Catholic School Commission of Montreal,

AYME LAFONTAINE.

Montreal, 18th December, 1918. 4642—51-4

The town of Montreal-East gives notice that it will apply to the provincial Legislature, at its next session, for amendments to the charter of the said town concerning the following matters :

Municipal finances and administration thereof; loans and the disposal of the proceeds thereof; debentures both direct and guaranteed by the town; companies for the construction of dwelling houses and their administration by the town or otherwise; taxes: municipal, special, personal and sinking fund; removal of snow; municipal lighting; street watering; police and fire protection; method, qualification and composition of the administrative body; territory of the town and annexations; municipal works and apportionment of the costs thereof; by-laws and their enforcement, and for other purposes.

THE TOWN OF MONTREAL-EAST.

By J.-EMERY CODERRE,

Secretary treasurer.

Montreal-East, 14th December, 1918. 4644—51-4

Public notice is hereby given that the town of Chicoutimi will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an amendment to its charter for the purpose of confirming and ratifying an agreement between the said town of Chicoutimi and Price Brothers & Co, Ltd., a body politic and corporate, having its principal place of business in the city of Quebec, respecting an exemption from and commutation of taxes for twenty years and also for the purpose of converting its debt and redeeming its debentures.

L.-G. BELLEY,

Attorney for the town of Chicoutimi.

Chicoutimi, 17th December, 1918 4646—51-4

Province de Québec, ville Laval-de-Montréal. Avis est par le présent donné que la ville Laval-de-Montréal s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi à l'effet d'amender sa charte et d'obtenir certains pouvoirs concernant les matières suivantes :

Augmenter et changer ses pouvoirs de réglementation au sujet de l'ouverture, l'amélioration et l'entretien des rues et places publiques et la répartition du coût des dépenses encourues pour ces fins ; changer le mode de répartition des taxes spéciales établi par les règlements Nos 15 et 32, de façon à répartir plus équitablement ces taxes spéciales ; accorder certains pouvoirs à l'ingénieur de la ville ; pouvoir d'emprunter suivant les articles 5782, 5783, 5784 des Statuts refondus de Québec, 1909, sans être soumis à la loi 8 Georges V, chapitre 60 ; amender pour la ville l'article 5731 ; étendre les limites de la ville en y annexant de nouveaux territoires, et pour divers autres objets.

Le procureur de la ville Laval-de-Montréal,
JOSEPH JEAN.
Laval-de-Montréal, 18 décembre 1918.
4647—51-4

Province of Quebec, town of Laval-de-Montréal. Public notice is hereby given that the town of Laval-de-Montréal will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act amending its charter and to obtain certain powers respecting the following matters :

To increase and change its powers of making by-laws respecting the opening, improvement and maintenance of streets and public squares and the apportionment of the costs incurred for such purposes ; to change the mode of assessment of special taxes established by by-laws Nos. 15 and 32, so as to apportion more equitably such special taxes ; to grant certain powers to the town engineer ; to be empowered to borrow pursuant to articles 5782, 5783, 5784 of the Quebec Revised Statutes, 1909, without being submitted to Act 8 Georges V, chapter 60 ; to extend the limits of the town by the annexation of new territories, and for various other purposes.

JOSEPH JEAN,
Attorney for the town of Laval-de-Montréal.
Laval-de-Montréal, 18th December, 1918.
4648—51-4

Avis public est par les présentes donné que la ville Laval-des-Rapides s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi à l'effet d'amender sa charte concernant les matières suivantes : Qualifications pour mise en nomination et occupation des charges de maire et échevins, qualifications pour être inscrit sur la liste des électeurs municipaux, mutation de propriété au rôle d'évaluation, taux d'intérêt sur arrérages de toutes les taxes générales et spéciales, y compris les versements échus et les intérêts de celles payables par versements, définition du terme "terre en culture", évaluation et imposition d'icelle, évaluation et imposition de la frontière des terres en culture comme lot de ville ou à bâtir, fixation du montant de l'évaluation et imposition de l'immeuble connu sous le No 271 du cadastre de la paroisse de Saint-Martin, situé dans la municipalité de Laval-des-Rapides avec effet rétroactif de manière à faire contribuer cet immeuble au coût de la confection, de l'amélioration et de l'entretien des travaux d'aqueduc, d'égouts, de macadamisage de rues et de trottoirs, depuis le premier janvier 1914, et au paiement des emprunts faits par règlements ou résolutions du conseil pour l'exécution des dits travaux, assujettir tous les immeubles situés dans la municipalité de Laval-des-Rapides possédés et occupés par les différentes institutions religieuses, établissements d'éducation, école d'industrie, de réforme, au paiement de toutes les taxes tant générales que spéciales imposées lors et depuis leur acquisition respective des dits immeubles et à l'avenir, et ce sur le montant de l'évaluation au rôle en vigueur lors de leur acquisition respective, et à cet effet amender l'article 5729 des Statuts refondus de la province de Québec, obliger tous les habitants, y compris les institutions religieuses, établissements d'éducation, école d'industrie, de réforme de la municipalité de Laval-des-Rapides à payer une taxe d'eau annuelle à la ville au taux fixé par les règlements ou résolutions du conseil en vertu de sa charte, dans tous les cas, même s'ils ne s'approvisionnent pas d'eau à l'aqueduc de la ville, pouvoirs pour le conseil de fixer et imposer par simples règlements ou résolutions la taxe d'eau per capita comme dans le cas des établissements ou institutions ci-dessus mentionnés ou lorsque la consommation de l'eau par aucun habitant sera jugée trop minime, pouvoirs pour le conseil d'amender les

Notice is hereby given that the town of Laval-des-Rapides will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act amending its charter respecting the following matters : Qualifications for the putting in nomination and occupation of the offices of mayor and aldermen, qualifications for to be inscribed on the list of the municipal electors, change of property on the valuation roll, rate of interest on arrears of all general and special taxes, including the payments due and the interest of those payable by instalment, definition of the term "land under cultivation" (terre en culture), valuation and assessment of same, valuation and assessment of the frontier of the lands under cultivation as a town or building lot, fixing the amount of the valuation and assessment of the immoveable known under the No. 271 of the cadastre of the parish of Saint-Martin, situate in the municipality of Laval-des-Rapides with retroactive effect so as to have such immoveable contribute to the cost of the making, improvement and maintenance of the waterworks, sewers, macadamizing of the streets and sidewalks, from the first of January, 1914, and for the payment of the loans made by by-laws or resolutions of the council for the execution of the said works, to subject all the immoveables situate in the municipality of Laval-des-Rapides, owned and occupied by the different religious institutions, educational establishments, industrial and reform school, to the payment of all taxes both general and special levied of the time of and since the respective acquisition of the said immoveables and hereafter, and such on the amount of the valuation on the roll in force at the time of their respective acquisition, and for such effect amend article 5729 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, to oblige all the inhabitants, including the religious institutions, educational establishments, reformatory and industrial school of the municipality of Laval-des-Rapides to pay an annual water tax to the town at the rate fixed by by-laws or resolutions of the council under its charter, in every case, even if they do not take their supply of water from the waterworks of the town, powers for the council to fix and levy by simple by-laws or resolutions the water tax per capita as in the case of the hereabove mentioned establishments or institutions or when the consumption of water by any inhabitant shall be deemed too minim, powers for the council

règlements d'aqueduc existant par simples règlements ou résolutions du conseil en ce qui concerne le mode d'approvisionnement et la modification du tarif, pouvoirs au conseil d'exiger que la taxe d'eau soit payable par les propriétaires d'immeubles et assujettir leurs immeubles au paiement de cette taxe, ratifier et légaliser le règlement d'emprunt No 24 des règlements de la ville Laval-des-Rapides, ainsi que les débentures imprimées et émises en vertu de ce règlement, emprunts pour le rachat de débentures échues le premier mai 1918 pour payer balance des travaux de construction d'aqueduc et d'égoûts, pour achat de compteurs à eau, pour paiement de dette flottante, pour perte sur la vente des débentures à être émises, pour le paiement d'une partie des frais de la législation présentement demandée, exempter la ville de payer quelques taxes que ce soit au conseil du comté de Laval ou permettre à la ville de faire partie de la corporation du même comté pour les fins du conseil de comté seulement, annexion du territoire de la ville au territoire de toute autre municipalité voisine, ou du territoire de toute autre municipalité voisine au territoire de la ville Laval-des-Rapides, enfin pour obtenir tous autres amendements jugés nécessaires et être dans l'intérêt et pour la meilleure administration des affaires de la ville.

Le procureur de la ville Laval-des-Rapides,
HORMISDAS PELLETIER.
Montréal, 18 décembre 1918. 4649—51-4

Avis est par le présent donné que la ville de Bedford s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi amendement sa charte qui est le chapitre 77 des Statuts passés par la Législature en l'année 1890, en réduisant les limites de la ville à l'étendue comprise dans le quartier Centre, et constituant en municipalité séparée les deux autres quartiers en insérant dans la dite charte diverses dispositions de la Loi des cités et villes, en augmentant et déterminant mieux les pouvoirs relatifs le prélèvement et la dépense du revenu, l'acquisition et le contrôle de systèmes hydrauliques, d'éclairage et force motrice, et pour autres fins.

Les procureurs de la requérante,
HIBBARD, GOSSELIN & MOYSE.
Bedford, 18 décembre 1918. 4651—51-4

Avis public est par les présentes donné que l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendement les lois qui la régissent déjà, aux fins d'étendre ses pouvoirs. Les procureurs de "l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec",

BESSETTE & DUGAS
Montréal, 18 décembre 1918. 4677—51-4

Avis public est par le présent donné que la Corporation du comté de Québec s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, dans le but d'obtenir l'adoption d'une loi ratifiant une résolution de son conseil, en date du treizième jour de mars 1918, par laquelle le chef-lieu du comté de Québec a été transféré, pour les fins municipales, de Lorretteville en la paroisse de Charlesbourg, et validant et déclarant légales, s'il y a lieu, les sessions générales et spéciales du conseil du comté de Québec tenues à Charlesbourg depuis ce treizième jour de mars 1918.

Les procureurs de la requérante,
BEDARD, PREVOST & TASCHEREAU.
Québec, 16 décembre 1918. 4679—51-4

to amend the existing waterworks by-laws by simple by-laws or resolutions of the council in what concerns the mode of supply and modification of the tariff, powers for the council to exact that the water tax be payable by the proprietors of immovables and subject their immovables to the payment of the said tax, to ratify and legalize loan by-law No. 24 of the by-laws of the town of Laval-des-Rapides, and also the debentures printed and issued in virtue of such by-law, loans for the redemption of debentures due on the first of May, 1918, to pay for the balance of the construction work of the aqueduct and sewers, for purchase of meters, for payment of floating debt, loss on the sale of the debentures to be issued, for the payment of a part of the costs of the present legislation applied for, to exempt the town from paying any taxes whatever to the Laval county council or permit the town to form part of the corporation of the same county for the purposes of the county council only, annexation of the territory of the town to the territory of any other adjoining municipality, or of the territory of any other adjoining municipality to the territory of the town of Laval-des-Rapides, finally for to obtain any other amendments deemed necessary and in the interest and better administration of the business of the town.

HORMISDAS PELLETIER,
Attorney for the town of Laval-des-Rapides.
Montreal, 18th December, 1918. 4650—51-4

Notice is hereby given that the town of Bedford will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act to amend its charter, being chapter 77 of the Statutes passed by the said Legislature in the year 1890, by reducing the limits of the town to the area comprised in the Centre ward and forming the two remaining wards into a separate municipality, by incorporating divers provisions of the cities and towns Act into the said charter, by increasing and better defining the powers of the town respecting the raising of revenue, expenditure, acquiring and controlling water, light and power systems, and other purposes.

HIBBARD, GOSSELIN & MOYSE,
Attorneys for applicant.
Bedford, 18th December, 1918. 4652—51-4

Notice is hereby given that the Association of Optometrists and Opticians of the Province of Quebec will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain a law amending its laws already existing in order to extend its powers.

BESSETTE & DUGAS,
Attorneys for the Association of Optometrists and Opticiens of the Province of Quebec.
Montreal, 18th December, 1918. 4678—51-4

Public notice is hereby given that the Corporation of the county of Quebec shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to confirm a resolution of its Council, dated the thirteenth day of March, 1918, transferring, for municipal purposes, its chief place (chef-lieu) from Loretteville to the parish of Charlesbourg, and to declare legal, if deemed necessary, the general and special sittings of the Quebec County Council held at Charlesbourg since this thirteenth day of March, 1918.

BEDARD, PREVOST & TASCHEREAU,
Attorneys for the Quebec County Council.
Quebec, 16th December, 1918. 4680—51-4

Avis public est par le présent donné que le Révérend Victor Therrien et Bertha Parker, épouse de Alphonse Pelletier, avocat, tous de la cité de Lachine, en leur qualité d'exécuteurs-testamentaires de John Parker, en son vivant de la paroisse de Lachine, en vertu de son testament reçu devant M^{re} James Lonergan, N. P., et confrère, le 12 mars 1904, et de ses codicilles reçus devant le même notaire et confrère les 28 juin et 10 août 1907, et la dite Bertha Parker, Caroline Parker, épouse de Alfred Donovan, bijoutier, de la cité de Montréal, Annie Parker, épouse de Edouard Millaire, M. D., de ladite cité de Montréal, Rose Parker, épouse de Anatole Carignan, gérant de la cité de Lachine, héritière, du dit John Parker, en vertu des dits testaments et codicilles autorisés par leurs maris respectifs, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi aux fins de légaliser et ratifier l'acte de transaction et d'accord intervenu entre lesdites héritières et reçu devant Me J.-S.-A. Ashby, N. P. le 30 octobre 1915, et les paiements faits en conformité, et augmenter les allocations mensuelles payables aux héritières en vertu des dits testaments et codicilles et pour autres fins.

Les procureurs des requérants,
GEOFFRION, GEOFFRION
& PRUD'HOMME

Montréal, 20 décembre 1918. 4683—51-5

Avis public est par les présentes donné que la "Ville Montréal-Nord" s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale aux fins de faire ratifier certains règlements d'emprunt; d'octroyer à la corporation certains pouvoirs et privilèges spéciaux; et de modifier, quant à elle, certaines dispositions de la Loi des cités et villes, 1909, et pour autres fins.

Le secrétaire-trésorier et agent pour la
ville Montréal-Nord,
J.-A. CADIEUX,

Montréal, 2 décembre 1918. 4485—50-4

Avis est par les présentes donné que les RR. PP. Alphonse-Emile Langlais, provincial des Dominicains, de la cité de Saint-Hyacinthe; Raymond-Marie Rouleau, régent des études, de la cité d'Ottawa; Pie-Marie Béliveau, de la cité de Québec, et Marie-Dominique Laferrière, de la cité de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi les constituant en corporation sous le nom de "Le tiers-ordre de Saint-Dominique", avec tous les droits, pouvoirs et privilèges des corporations qui ont une fin spirituelle, religieuse et morale.

Le procureur des requérants,
ARTHUR TRAHAN.

Nicolet, ce 5 décembre 1918. 4493—50-4

Avis public est par le présent donné que les révérends George Oldford, du village de Shawville, district de Pontiac; Ralph-Cecil Horner, de la cité d'Ottawa, et George-L. Monahan, de Foresters' Falls, dans la province d'Ontario, demanderont à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par voie de pétition, l'adoption d'une loi de la Législature les constituant en corporation, eux et tous autres qui pourront devenir leurs associés comme corps religieux et congrégation, sous le nom de "The Standard Church of America, incorporée", ou de tout autre nom qui pourra être donné par ledit acte, avec la jouissance de tous les privilèges accordés aux autres confessions religieuses, et pouvoir conféré à l'assemblée générale de faire des règlements touchant la régie, la surveillance et l'expulsion des membres, rela-

Public notice is hereby given that the Reverend Victor Therrien and Bertha Parker, wife of Alphonse Pelletier, advocate, all of the city of Lachine, in their quality of testamentary executors of John Parker, in his lifetime of the parish of Lachine, by virtue of his testament received before James Lonergan, N. P., and colleague, on the 12th March, 1904, and its codicils received before the same notary and colleague on the 28th June and 10th August, 1907, and the said Bertha Parker, Caroline Parker, wife of Alfred Donovan, jeweler, of the city of Montreal, Annie Parker, wife of Edouard Millaire, M. D., of said city of Montreal, Rose Parker, wife of Anatole Carignan, manager, of the city of Lachine, heirs of said John Parker, under the said testaments and codicils authorized by their respective husbands, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act for the purpose of validating and ratifying a deed of transaction and agreement made between the said heirs before J.-S.-A. Ashby, N. P., on the 30th October, 1915, and the payments made thereunder, and increasing the monthly allowances payable to the heirs under the said testaments and codicils and for other purposes.

GEOFFRION, GEOFFRION
& PRUD'HOMME,

Attorneys for applicants.

Montreal, 20th December, 1918. 4684—51-5

Public notice is hereby given that the "Town of Montreal-Nord" shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain a special law for the purposes of ratifying certain loan by-laws; of granting to the corporation certain special powers and privileges; and of modifying, so far as the town is concerned, certain provisions of the cities and towns Act, 1909, and for other purposes.

J.-A. CADIEUX,
Secretary-treasurer attorney for petitioner.

Montreal, 2nd December, 1918. 4486—50-4

Notice is hereby given that the Rev. Fathers Alphonse Emile Langlais, Provincial of the Dominicans, of the city of St. Hyacinthe, Raymond-Marie Rouleau, prefect of studies, of the city of Ottawa, Pie-Marie Béliveau, of the city of Québec, and Marie-Dominique Laferrière, of the city of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain an act incorporating them under the name of "Le tiers-ordre de Saint-Dominique", with all the rights, powers and privileges of corporations constituted for spiritual, religious and moral purposes.

ARTHUR TRAHAN,
Attorney for petitioner

Nicolet, this 5th December, 1918. 4494—50-4

Public notice is hereby given that the Reverends George Oldford, of the village of Shawville, district of Pontiac; Ralph-Cecil Horner, of the city of Ottawa, and George-L. Monahan, of Foresters' Falls, in the Province of Ontario, will, at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, apply by petition for an act of the Legislature incorporating them with such others as are or may become associated with them as a religious body and congregation, under the name of "The Standard Church of America, Incorporated", or such other name as may be conferred by said act, to possess all the privileges accorded to other religious denominations, with power vested in the general assembly to make by-laws respecting the government, control and expulsion of members, concerning its property, head office

tivement à sa propriété, à son siège social et aux matières compatibles avec une confession religieuse et les lois générales applicables aux corporations religieuses; avec pouvoir conféré aux ministres réguliers de cette dénomination ayant une organisation établie et permanente comme congrégation, ou à ceux qui le deviendront, de tenir des registres des naissances, mariages et sépultures auxquels pourront officier ces ministres, ou des actes de l'état civil, conformément à la loi générale; avec pouvoir d'élire ou nommer les syndics d'aucune église ou congrégation dûment constituée, de cette confession; d'acquérir, aliéner, hypothéquer ou autrement grever et administrer généralement aucunes terres, églises ou bâtisses en faveur des congrégations auxquelles ils appartiennent, tels que des lieux de culte, des salles, presbytères, instituts d'enseignement et leurs dépendances; de nantir lesdits syndics des dons, donations ou biens échus à cette église ou congrégation pour ces fins seulement.

Le siège social de cette congrégation sera dans la cité et le district de Montréal, mais pourra être transféré à toute autre localité dans la province en vertu de ses règlements.

GEORGE OLDFORD,
RALPH-CECIL HORNER,
GEORGE-L. MONAHAN.

Le procureur des requérants,

ARTHUR McCONNELL,
Hull, P. Q.

Hull, le 6 décembre 1918. 4495—50-4

Avis public est par les présentes donné que la municipalité du village du Petit-Lac-Magog demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi amendant sa charte de manière à changer le nom de la dite municipalité, à changer les limites actuelles pour y inclure toute cette partie du lit de la rivière Magog et du terrain riverain, communément appelé "Drop Off", et appartenant à la cité de Sherbrooke, et ériger tout le territoire de la municipalité en municipalité scolaire distincte; obtenir le pouvoir de vendre et distribuer du pouvoir électrique pour éclairage ou force motrice.

Le procureur de la requérante,

LIONEL FOREST.

Sherbrooke, 9 décembre 1918. 4501—50-4

Avis est donné par les présentes que la corporation du séminaire de Saint-Hyacinthe, les Sœurs adoratrices du Précieux-Sang de Saint-Hyacinthe, les révérendes Sœurs de la Présentation-de-Marie et autres institutions religieuses et fabriques de la cité de Saint-Hyacinthe, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi mettant à la charge des institutions ou corporation religieuses et fabriques de la cité de Saint-Hyacinthe le coût de certains travaux publics de la dite cité; obtenir le droit de vote pour l'approbation de tous les règlements municipaux les intéressant; faire amender en conséquence les lois suivantes: chapitre 95, 5 Georges V, chapitre 86, 8 Georges V, chapitre 52, 58 Victoria, étant les lois régissant la cité de Saint-Hyacinthe, et faire déclarer qu'aucune desdites lois ne s'appliquera à elles pour fins de taxation; proposeront des amendements aux mêmes fins à tout projet de loi ou bill introduit par la corporation de la cité de Saint-Hyacinthe.

Le procureur des requérantes,

J.-A.-E. DION,

Saint-Hyacinthe, 9 décembre 1918. 4503—50-4

and other matters not inconsistent with a religious denomination and the general laws respecting such religious bodies; with power vested in its regularly ordained ministers of such denomination having a fixed and permanent organization as a congregation, or that may become such, to keep registers of all baptisms, marriages and burials or acts of civil status, in accordance with the general law, as may by such ministers be performed; with power to elect or nominate trustees of any church or congregation duly organized, of such denomination; to acquire, dispose of, hypothecate or otherwise affect and administer generally any lands, churches or buildings to such congregations respectively belonging such as places of worship, halls, parsonages, educational institutions and appurtenances; and to vest in said trustees any donations, gifts or property that may accrue to such church or any congregation for such purposes only.

That the chief place of business of said denomination shall be in the city and district of Montreal, but may be changed to some other place within the Province under the terms of its by-laws.

GEORGE OLDFORD,
RALPH-CECIL HORNER,
GEORGE-L. MONAHAN.

ARTHUR McCONNELL,

Hull, P. Q.

Attorney for applicants.

Hull, 6th December, 1918. 4496—50-4

Public notice is hereby given by the municipality of the village of Petit-Lac-Magog that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act to amend its charter for the following purposes: The change of its name, the change of its present limits by including the bed of the river Magog and all that parcel of land adjoining the said river and commonly called the "Drop Off" power, belonging to the city of Sherbrooke, and to erect all the territory of the municipality into a distinct school municipality; to sell and act as agent for selling electrical energy, either for lighting or power purposes, etc.

LIONEL FOREST,

Attorney for applicant.

Sherbrooke, 9th December, 1918. 4502—50-4

Public notice is hereby given by the corporation of the seminary of Saint Hyacinthe, the adoratrix Sisters of the Precious Blood of Saint-Hyacinthe, the reverend Sisters of the Presentation of Mary and other religious institutions and fabriques of the city of Saint Hyacinthe, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the passage of an act by which the religious institutions or corporations and fabriques of the city of Saint-Hyacinthe will pay the costs of certain public works in the said city; to have the right to vote for the approval of all the city by-laws concerning them; to have consequently the following acts amended, namely: the chapters 95, 5 George V, 86, 8 George V, 52, 58 Victoria, being the acts governing the city of Saint-Hyacinthe, and that it be declared that the above mentioned acts shall not apply to them for taxes purposes; shall propose amendments to the same purposes to any bill which shall be presented by the corporation of the city of Saint-Hyacinthe to have its charter amended.

J.-A.-E. DION,

Attorney for petitioners.

Saint-Hyacinthe, 9th December, 1918.

4504—50-4

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par "The Shefford, Bagot & Missisquoi Railway Company", pour obtenir un acte pour prolonger le délai accordé pour la construction dudit chemin de fer et pour amender autrement la charte de ladite compagnie, 4 Georges V, chap. 107.

Le solliciteur de la requérante,

GEO.-H. BOIVIN,

Granby, Qué., 9 décembre 1918. 4511—50-4

Avis public est par les présentes donné que le "Village St-Michel" s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale aux fins de ratifier certains règlements d'emprunt; d'abroger ou d'amender les dispositions de la sect. 28, du chap. 109 de la loi 5 Georges V; d'octroyer des pouvoirs nouveaux et des autorisations spéciales en rapport avec la construction de logements ouvriers; et d'obtenir aussi quant à elle certains modifications à la Loi des cités et villes, 1909, et pour autres fins.

Le secrétaire-trésorier et agent pour la ville
Saint-Michel,

Dr J.-A. PESANT.

Montréal, 3 décembre, 1918. 4513—50-4

Avis est par les présentes donné par la cité de Hull qu'elle s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale pour les fins suivantes :

Pour pouvoir garantir les débentures des compagnies d'industries et de manufactures nouvelles dans la cité de Hull pour un montant de pas plus de vingt-cinq pour cent, ou accorder un bonus; pour pouvoir imposer la construction de pavages de quelque nature que ce soit dans les rues de la cité aux frais des contribuables intéressés, moins un tiers qui sera payé par la cité; pour changer et imposer des licences au lieu de taxes d'affaires à certains genres de commerce; au sujet des avis de publication des règlements; pour donner droit aux propriétaires de voter aux élections des commissaires d'écoles, qu'ils aient payé leurs redevances scolaires ou non; pour donner droit à tout candidat à la charge de commissaire d'écoles de résigner dans les vingt-quatre heures.

Le procureur de la cité de Hull,

J.-WILFRID STE. MARIE.

Hull, 10 décembre 1918. 4515—50-4

Avis public est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi, pour décréter l'ouverture de la substitution créée par le testament solennel de feu Isaïe Racine, passé le 24 septembre 1890, devant C.-E. Chagnon, notaire, pour ordonner le partage des biens de la dite substitution et pour autres fins.

Le procureur des requérants,

ALPHONSE DECARY.

Montréal, 11 décembre 1918. 4545—50-5

CORPORATION DE LA CITE DE TROIS- RIVIERES

Avis public est par le présent donné par la soussignée, la corporation de la cité de Trois-Rivières, qu'elle s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour être autorisée à emprunter certaines sommes pour les fins de sa juridiction et pour amender sa charte, 5 Geo. V, c. 90, concernant :

L'imposition des taxes d'affaires sur la valeur du loyer ou de l'occupation des immeubles;

Public notice is hereby given that "The Shefford, Bagot & Missisquoi Railway Company" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act to extend the delay allowed for the construction of the said railway and to otherwise amend its charter, 4 George V, chap. 107.

GEO.-H. BOIVIN,

Solicitor for applicant.

Granby, Quebec, 9th December, 1918.

4512—50-4

Public notice is hereby given that the "Town of St-Michel" shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain a special law for the purposes of ratifying certain loan by-laws; of abrogating or amending the provisions of sect. 28, of chap. 109 of the Act 5 George V; of granting new powers and special authorizations in connection with the erection of working men's tenements, also of obtaining, so far as the town is concerned, certain modifications to the cities and towns Act, 1909, and for other purposes.

Dr. J.-A. PESANT,

Secretary-treasurer and attorney for petitioner.

Montreal, 3rd December, 1918. 4514—50-4

Notice is hereby given that the city of Hull will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain a special law for the following purposes :

For power to guarantee the bonds of debentures of new industrial companies and factories in the city of Hull to an amount not exceeding twenty-five per cent, without that guarantee affecting the borrowing limit, or to grant bonus; to impose pavement of any kind in the streets of the city at the cost of the rate-payers interested, less one third to be paid by the city; to change and to impose licenses instead of business taxes on certain trades; regarding the notices of publication of by-laws; to give the right to all owners to vote at the election of school commissioners, whether they have paid their school taxes or not; to give the right to one candidate as school commissioner to resign within twenty four hours.

J.-WILFRID STE. MARIE.

Attorney for the city of Hull.

Hull, 10th December, 1918. 4516—50-4

Public notice is hereby given that a demand will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passation of a bill, to decree the opening of the substitution created by the last will of the late Isaïe Racine, passed on September the 24th, 1890, before C.-E. Chagnon, notary, to order the division of the goods of the said substitution and for other purposes.

ALPHONSE DECARY,

Attorney for applicants.

Montreal, 11th December, 1918. 4546—50-5

CORPORATION OF THE CITY OF THREE RIVERS.

Public notice is hereby given by the undersigned, the corporation of the city of Three Rivers, that it will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for authorization to borrow certain sums for purposes under its jurisdiction and amendments to its charter, 5 Geo. V, c. 90, respecting :

The levying of a business tax on rental value or occupation of immoveables;

L'imposition de la taxe des locataires aux propriétaires ;

La procédure sur la votation des règlements soumis aux électeurs propriétaires ;

Pour être autorisée à construire ou aider à construire des maisons d'habitation et à emprunter pour ces fins ;

Pour ratification des règlements garantissant des débetures aux manufactures établies dans la cité ;

Pour demander à ce que les amendements à la Loi des cités et villes ne s'appliquent pas à la cité ;

Pour être autorisée à acheter et à vendre du lait et des combustibles ;

Pour être autorisée à émettre des débetures pour payer le terrain acheté de la succession Houliston et pour ratification des documents concernant cet achat ;

Pour modifier l'heure fixée dans la loi de la fermeture de bonne heure.

Le greffier,

ARTHUR BELIVEAU.

Trois-Rivières, P. Q., 11 décembre 1918.

4559—50-4

Avis public est par le présent donné que la cité de Sorel s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi pour amender la charte de cette cité, de manière à faire statuer que les montants d'argent empruntés déjà ou qui le seront dans la suite, et jusqu'à concurrence de cent mille piastres, (\$100,000.00) et dépensés pour l'agrandissement et l'amélioration de son aqueduc n'affecteront point son pouvoir d'emprunt.

Le greffier de la cité,

A.-O. CARTIER.

Sorel, 20 novembre 1918.

4547—50-4

The levying of the tax on tenants to proprietors ;

The procedure on the voting of by-laws submitted to voters who are proprietors ;

The authorization to construct or aid in the construction of dwelling houses and to contract loans for such purposes ;

The ratifying of by-laws guaranteeing debentures to factories established in the city ;

Requesting that amendments of the cities and towns Act shall not apply to the city ;

Authorization to buy and sell milk and fuel ;

Authorization to issue debentures to pay the land bought from the Houliston estate and the ratification of documents respecting such purchase ;

To change the hour fixed in the early closing law.

ARTHUR BELIVEAU,

Clerk.

Three Rivers, 11th December, 1918.

4560—50-4

Public notice is hereby given that the city of Sorel will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act amending its charter, in order to enact that the amounts already borrowed and to be borrowed up to a sum of one hundred thousand dollars (\$100,000.00) for the amelioration and the enlarging of its waterworks plant, shall not affect its borrowing power.

A.-O. CARTIER,

Clerk of the city.

Sorel, 20th November, 1918.

4548—50-4

Département du trésor

Avis est par le présent donné que la "Car and General Insurance Corporation, Limited" a été enregistrée pour transiger, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, les accidents, la maladie et l'assurance de l'automobile.

Le nom et l'adresse de l'agent chef dans la province de Québec, sont : Arthur Barry, Montréal, Qué.

Donné conformément à l'article 6950 S.R.P.Q., 1909, ce vingt-septième jour de décembre 1918.

Pour le trésorier de la province,

Le surintendant des assurances,

23—1-2

ED-E. DUCKWORTH.

Treasury Department

Notice is hereby given that the Car and General Insurance Corporation, Limited has been registered to transact, in the Province of Quebec, the business of fire, sickness, accident and automobile insurance.

The name and address of the chief agent for the Province of Quebec, are : Arthur Barry, Montreal, Que.

Given to pursuant to article 6950 R.S.P.Q., 1909, this twenty seventh day of December, 1918.

For the treasurer of the province of Quebec,

ED-E. DUCKWORTH,

24—1-2

Superintendent of insurance.

Ministère de l'agriculture

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, monsieur J.-Blaise Dugas, bourgeois, de la paroisse de Saint-Jacques-de-l'Achigan, comté de Montcalm, et autres, ont formé une société coopérative agricole sous le nom de "Société coopérative agricole de Saint-Jacques-de-l'Achigan", avec sa principale place d'affaires dans la municipalité du village de Saint-Jacques, dans le comté de Montcalm.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont : l'amélioration et le développement de

Department of Agriculture

Notice is hereby given that under the act respecting co-operative agricultural associations, 1908, Mr. J.-Blaise Dugas, gentleman, of the parish of Saint-Jacques-de-l'Achigan, county of Montcalm, and others, have formed a co-operative agricultural association under the name of "Société coopérative agricole de Saint-Jacques-de-l'Achigan", with its chief place of business in the municipality of the village of Saint-Jacques, in the county of Montcalm.

The objects for which the association is formed are : the improvement and development of

l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

Daté à Québec, le 30 novembre 1918.

Le ministre de l'agriculture,
4397 JOS.-ED. CARON.

agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese, or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The Minister of Agriculture of the Province of Quebec authorizes the formation of the said association.

Dated at Quebec, 30th November, 1918.

JOS.-ED. CARON,
4398 Minister of Agriculture.

Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Beauharnois. Cour supérieure. No 3431. Dame Ethelind Seager, du canton de Elgin, dit district, épouse de William Paul, cultivateur, du même lieu ; vs le dit William Paul.

Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

L'avocat de la demanderesse,

NUMA-E. BROSOIT.

Valleyfield, 19 décembre 1918. 43—1-5

District de Rimouski, Cour supérieure. No 6097. Dame Marie-Alphéda Beaulieu, épouse de J.-Philippe Gendron, du village de Mont-Joli, ancien cultivateur et commerçant a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

Les procureurs de la demanderesse,

ASSELIN & ASSELIN.

Rimouski, 2 décembre 1918. 67—1-5

District de Rimouski. Cour supérieure. No 6118. Dame Azélie Carrier, épouse de Louis Côté, de la paroisse de Sainte-Marie-de-Sayabec, marchand, dûment autorisée a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

Les procureurs de la demanderesse,

ASSELIN & ASSELIN.

Rimouski, 27 décembre 1918. 69—1-5

Province de Québec, district de Joliette, Cour supérieure, No 8228. Dame Marie-Anne Beaugrand dit Champagne, de la paroisse de L'Épiphanie, dans le district de Joliette, épouse commune en biens de Hormidas Gosselin, industriel, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs ledit Hormidas Gosselin, défendeur.

La demanderesse, a, ce jour, intenté contre le défendeur une action en séparation de biens.

Les avocats et procureurs de la demanderesse,

LADOUCEUR & TELLIER.

Joliette, 18 décembre 1918. 4689—52-5

Province de Québec, district de Joliette, Cour supérieure No 8210. Dame Albina Pauzé, de la ville de l'Assomption, district de Joliette, épouse de Joseph Turgeon, boulanger, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs ledit Joseph Turgeon, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur, le 14 décembre 1918.

Les avocats de la demanderesse,
4691—52-5 BRODEUR & THOUIN.

Actions for separation as to property

Province of Quebec, district of Beauharnois. Superior Court. No. 3431. Dame Ethelind Seager of the township of Elgin, in the said district wife of William Paul, farmer, of the same place ; vs the said William Paul.

An action for separation as to property has been instituted, this day, by the plaintiff against the defendant.

NUMA-E. BROSOIT,

Attorney for the plaintiff.

Valleyfield, 19th December, 1918. 44—1-5

District of Rimouski, Superior Court. No. 6097. Dame Marie-Alphéda Beaulieu, wife of J.-Philippe Gendron, of village of Mont-Joli, late farmer and trader has, this day, instituted an action in separation as to property against her said husband.

ASSELIN & ASSELIN,

Attorneys for plaintiff.

Rimouski, 2nd December, 1918. 68—1-5

District of Rimouski. Superior Court. No. 6118. Dame Azélie Carrier, wife of Louis Côté, of the parish of Sainte-Marie-de-Sayabec, merchant, duly authorized has, this day, instituted an action in separation as to property against her said husband.

ASSELIN & ASSELIN,

Attorneys for plaintiff.

Rimouski, 27th December, 1918. 70—1-5

Province of Quebec, district of Joliette, Superior Court, No. 8228. Dame Marie-Anne Beaugrand dit Champagne, of the parish of L'Épiphanie, in the district of Joliette, wife common as to property of Hormidas Gosselin, mill-owner, of the same place, and duly authorized to *ester en justice*, plaintiff ; vs the said Hormidas Gosselin, defendant.

The plaintiff has, this day, instituted against the defendant an action for separation as to property.

LADOUCEUR & TELLIER,

Attorneys for plaintiff.

Joliette, 18th December, 1918. 4690—52-5

Province of Quebec, district of Joliette, Superior Court, No. 8210. Dame Albina Pauzé, of the town of l'Assomption, district of Joliette, wife of Joseph Turgeon, baker, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff ; vs the said Joseph Turgeon, defendant.

An action in separation as to property has been instituted against the defendant, on 14th December, 1918.

BRODEUR & THOUIN,

Attorneys for plaintiff.

4692—52-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 555. Mariangela Cardamone, épouse commune en biens de Joseph Talarico, machiniste, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs Joseph Talarico, machiniste, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 11 novembre 1918.

L'avocat de la demanderesse,
DESIRE-L. DESBOIS.

Montréal, le 16 décembre 1918. 4611—51-5

Province de Québec, district de Terrebonne, Cour supérieure, No 1210. Dame Pierrette dite Jeanne Garnier, de la ville de Saint-Jérôme, district de Terrebonne, épouse commune en biens de Maurice-Rodière Briquet, du même lieu, demanderesse ; vs Maurice-Rodière Briquet, de la ville de Saint-Jérôme, district de Terrebonne, commerçant, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 30ième jour de novembre 1918.

Les procureurs de la demanderesse,
LEBLANC, BROSSARD, FOREST,
LALONDE & COFFIN.

Montréal, 3 décembre 1918. 4519—50-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2987. Dame Julia Rocheleau, épouse de Avila Charbonneau, entrepreneur, de la cité et du district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs Avila Charbonneau, entrepreneur, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 25ième jour de novembre 1918.

Le procureur de la demanderesse,
D.-A. LAFORTUNE.

Montréal, 6 décembre 1918. 4487—50-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2206. Dame Ray Silverman, épouse commune en biens de Abram-Jacob Goldman, de la cité et du district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs Abram-Jacob Goldman, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée par la demanderesse contre le défendeur, le 10 décembre 1918.

Le procureur de la demanderesse,
L. MILLMAN.

Montréal, le 10 décembre 1918. 4557—50-5

Province de Québec, district de Bedford, Cour supérieure, No 221. Dame Nevada-S. Bell, du village de Cowansville, dit district, épouse commune en biens de Homer-J. Knott, du même lieu, journalier, dûment autorisée à ester en justice, a poursuivi, ce jour, le dit Homer-J. Knott, en séparation de biens.

L'avocat de la demanderesse,
C.-A. NUTTING.

Sweetsburg, 7 novembre 1918. 4433—49-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 555. Mariangela Cardamone, wife common as to property of Joseph Talarico, machinist, of the city and district of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff ; vs Joseph Talarico, machinist, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 11th November, 1918.

DESIRE-L. DESBOIS,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 16th December, 1918. 4612—51-5

Province of Quebec, district of Terrebonne, Superior Court, No. 1210. Dame Pierrette dite Jeanne Garnier, of the town of Saint-Jérôme, district of Terrebonne, wife common as to property of Maurice-Rodière Briquet, of the same place, plaintiff ; vs Maurice-Rodière Briquet, of the town of Saint-Jérôme, district of Terrebonne, trader, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 30th day of November, 1918.

LEBLANC, BROSSARD, FOREST,
LALONDE & COFFIN,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 3rd December, 1918. 4520—50-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court. No. 2987. Dame Julia Rocheleau, wife of Avila Charbonneau, contractor, of the city and district of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff ; vs Avila Charbonneau, contractor, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 25th day of November, 1918.

D.-A. LAFORTUNE,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 6th December, 1918. 4488—50-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2206. Dame Ray Silverman, wife common as to property of Abram-Jacob Goldman, of the city and district of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff ; vs Abram-Jacob Goldman, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted by the plaintiff against the defendant, on the 10th of December, 1918.

L. MILLMAN,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 10th December, 1918. 4558—50-5

Province of Quebec, district of Bedford, Superior Court. No. 221. Dame Nevada-S. Bell, of the village of Cowansville, in said district, wife common as to property of Homer-J. Knott, of the same place, laborer, duly authorized to *ester en justice*, has sued the said Homer-J. Knott, this day, for a separation as to property.

C.-A. NUTTING,
Attorney for plaintiff.

Sweetsburg, 7th November, 1918. 4434—49-5

Compagnie dissoute

Province de Québec, district de Saint-Hyacinthe.

A une assemblée des actionnaires de la compagnie, à fonds social, constituée en vertu de lettres patentes, de la province de Québec, dite : "La Compagnie Langevin", tenue au lieu ordi-

Company dissolved

Province of Quebec, district of Saint-Hyacinthe.

At a meeting of the shareholders of "La Compagnie Langevin" a joint stock company incorporated by letters patent of the Province of Quebec, held at the customary place of its meet-

naire de ses assemblées, en la cité de Saint-Hyacinthe, ce jour, une résolution à l'effet de dissoudre cette compagnie, à compter du premier janvier prochain, a été proposée et unanimement adoptée, la liquidation de cette compagnie devant être faite par le président, M. Hormisdas Langevin, l'acquéreur de toutes les actions.

Saint-Hyacinthe, ce 28 décembre 1918.

Par ordre,

Le secrétaire,

P.-J. CABANA.

39

ings, in the city of Saint-Hyacinthe, this day, a resolution for the winding up of the affairs of the company, from and after the first January next, was proposed and unanimously adopted, the winding up of this company to be made by the president, Mr Hormisdas Langevin, the purchaser of all the shares.

Saint-Hyacinthe, 28th December, 1918.

By order,

P.-J. CABANA,

Secretary.

40

Examens—Examinations

DISTRICT DES TROIS-RIVIERES—DISTRICT OF THREE RIVERS.

PRATIQUE DU DROIT—PRACTICE OF LAW.

Nom Name	Prénom Surname	Résidence Residence	Age
Méthot.....	Léon.....	Trois-Rivières—Three Rivers.....	22 ans—years.

Le secrétaire du Barreau de Montréal,

FERNAND QUESNEL,

Secretary, Bar of Three Rivers.

25-26—1-2

BARREAU DE MONTREAL.—BAR OF MONTREAL.

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT.—CANDIDATES FOR ADMISSION TO THE PRACTICE OF THE LAW.

Examens du 14 janvier 1918.—Examinations, 14th January, 1919.

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Residence
1.—Cartier.....	Jean-Victor.....	25	Saint-Jean—Saint-John
2.—Chauvin.....	Gustave.....	23	Montréal.
3. de la Durantaye.....	L.-J.....	22	"
4.—Demers.....	Maurice.....	22	"
5.—Laurendeau.....	Aldéric.....	23	"
6.—Levine.....	Lyon.....	23	"
7.—Maillet.....	Roland.....	21	"
8.—Marsolais.....	Alfred-L.....	23	"
9.—Perreault.....	Joseph-Ferdinand.....	28	"
10.—Rainville.....	H.-F.....	25	"
11.—Ranger.....	François-Paul.....	22	"

Le secrétaire du barreau de Montréal.

GUSTAVE MARIN,
Secretary of the bar of Montreal.

Montréal, 30 décembre 1918.—Montreal, 30th December, 1918.

45-46—1-2

BARREAU DE SAINT-FRANÇOIS.—BAR OF SAINT FRANCIS.

Admission à la pratique du droit.—Admission to the practice of law.

Nom Name	Prénom Surname	Age	Residence
Crépeau.....	Henri.....	29 ans.....	Saint-Camille.

Le secrétaire du Barreau, section de Saint-François,
LIONEL FOREST,

Sherbrooke, 31 décembre 1918.—Sherbrooke, 31st December, 1918. 71—1-2

Admission à l'étude du droit.—Admission to the study of law.

Nom Name	Prénom Surname	Age	Residence	College	Occup. Pré. Previous occupation
Gervais.....	Césaire.....	23 ans.....	Sherbrooke.....	Séminaire Saint-Charles Semi- nary.	Séminariste—Semi- narist.

Le secrétaire du Barreau, Section Saint-François,

LIONEL FOREST,

Sherbrooke, 31 décembre 1918.—Sherbrooke, 31st December, 1919. 72—1-2

BARREAU DE QUÉBEC.—BAR OF QUÉBEC.

SECTION DE QUÉBEC.—SECTION OF QUÉBEC.

Candidats à la pratique du droit.—Candidates to the practice of law.

Examens de janvier 1919.—Examination of January, 1919.

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence
Boivin.....	Eudore.....	29	Chicoutimi.
Chouinard.....	Frs-Xavier.....	25	Québec.
D'Auteuil.....	Henri.....	23	La Malbaie.
Devlin.....	Charles-B.....	24	Québec.
Dubuc.....	Vincent.....	24	Chicoutimi
Lavoie.....	Jean-Baptiste.....	24	Trois-Pistoles.
Rochette.....	Paul.....	25	Québec.
Taschereau.....	Paul.....	23	Québec.

Le secrétaire du Barreau de Québec.

J.-A. GAGNE,

Secretary of the Bar of Quebec.

Ce 31 décembre 1918.—This 31st December, 1918.

Candidats à l'étude du droit.—Candidates to the study of law.

Examen de janvier 1919.—Examination of January, 1919.

Nom Name	Residence	Age	College
Dussault, Alfred.....	Québec.....	30	Sem. de—of Quebec.
Frenette, Paul.....	Québec.....	26	Sem. de—of Quebec.
Gervais, Antonio.....	Québec.....	20	Sem. de—of Quebec.
Pelletier, Maurice.....	Lauzon.....	22	College de—of Lévis.
Petitgrew, Achille.....	Québec.....	22	Sem. de—of Quebec.

Le secrétaire du Barreau de Québec,

J.-A. GAGNE,

Secretary of the Bar of Quebec.

Ce 14 décembre 1918.—This 14th December, 1918.

51-52—1-2

BARREAU DE MONTRÉAL.—BAR OF MONTREAL.

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT.—CANDIDATES FOR ADMISSION TO STUDY OF THE LAW.

Examina du 14 janvier 1919.—Examinations, January 14th, 1919.

Noms	Prénoms	Age	Résidence	Collège
Names	Surnames		Residence	College
1 Archambault...	Sylvain...	20	St-Antoine...	Coll. St-Jean, Sémi. de Montréal.
2 Bailey...	A...	33	Montréal...	Mont St-Louis & Ecole Polytechnique.
3 Bastien...	Hermas...	21	"	Coll. Montréal & Coll. Ste-Marie.
4 Beauparlant...	Romulus...	24	"	Université d'Ottawa.
5 Beroovitch...	R.-L...	18	"	Aberdeen Sch. & St. Kevens School.
6 Bussières...	Frs-A...	23	"	Loyola College.
7 Callaghan...	John-P...	21	"	McGill Univ. & Laval Univ.
8 Chicoine...	M...	22	St-Pie...	Sémi. de Montréal.
9 DeLisle...	Gaston...	22	Montréal...	Coll. Ste-Marie & Loyola.
10 Demers...	Réné-T...	17	"	Coll. Ste-Marie.
11 Déry...	Anatole...	21	"	Coll. Ste-Marie.
12 Duckett...	Ernest...	22	"	Coll. Ste-Marie & St-Laurent.
13 Ecrément...	Emile...	19	Maisonnette...	Coll. St-Laurent.
14 Farly...	Viateur...	20	Joliette...	Sémi. de Joliette.
15 Fauteux...	Léandre...	29	Montréal...	Coll. Ste-Marie & McGill University.
16 Forget...	Maurice...	19	"	Coll. Ste-Marie.
17 Fournier...	Alphonse...	25	"	Cours de Boissieu.
18 Genest...	Frank-D...	24	"	McGill University.
19 Genest...	J.-C...	20	"	Université d'Ottawa.
20 Gibeault...	Gaston...	19	"	Sémi. Ste-Thérèse-de-Blainville.
21 Grigg...	A.-P...	24	"	McGill University.
22 Hart...	Maurice...	20	"	Roumanian Public & High Schools.
23 Hébert...	Liguori...	21	Longueuil...	Coll. Bourget & Rigaud.
24 Lacombe...	Liguori...	23	Montréal...	Sémi. Ste-Thérèse-de-Blainville.
25 Leblanc...	René...	22	"	Coll. Montréal & Ste-Marie.
26 Lefebvre...	Paul...	19	"	Coll. Loyola.
27 Liverman...	Max...	28	"	St. Kevins School.
28 Malo...	Aimé...	23	"	Sémi. de St-Hyacinthe.
29 Masson...	Adrien...	22	"	Coll. Ste-Marie.
30 McAvoy...	Germain...	18	Maisonnette...	Cours de Boissieu & de Laroché.
31 McCaffrey...	C.-F...	20	Montréal...	Catholic High School.
32 Mercier...	Louis...	21	Westmount...	Sémi. de Ste-Thérèse & Joliette.
33 Millman...	Aaron...	32	Montréal...	Hunter's Academy.
34 Moir...	Louis-Jos...	18	"	Coll. Ste-Marie.
35 Mousseau...	Gérald...	18	"	Coll. Ste-Marie.
36 Murphy...	Austin...	15	"	Catholic High School.
37 Peckham...	S.-B...	26	"	Univ. Coll. London, Eng.
38 Piché...	Edmond...	26	"	Coll. Ste-Marie.
39 Phillimore...	G.-H...	18	"	McGill University.
40 Sabourin...	Ivan...	19	"	Université d'Ottawa.
41 Thibault...	P.-A...	19	"	Coll. de Montréal.
42 Trépanier...	L...	18	"	Coll. Bourget, Rigaud.
43 Vanier...	A...	17	"	Loyola College.
44 Vlger...	Narcisse...	20	"	Collège L'Assomption.
45 Villeneuve...	Oscar...	20	"	Coll. Ste-Marie.
46 Woods...	John-B...	23	"	Coll. Ste-Marie.

Le secrétaire du barreau de Montréal,

GASTON MORIN,

Secretary of the Bar of Montreal.

Montréal, 14 décembre—14th December, 1918.

4685—86—52-2

Faillite—Avis de

Notices of Bankruptcy

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure. Dans l'affaire de Richard-C. Barry, (John Barry & Son,) insolvable.

Avis est par le présent donné que par un ordre de la Cour supérieure en date du 24 décembre 1918, nous avons été nommés curateurs aux biens du susnommé.

Les réclamations, dûment assermentées, doivent être produites sous trente jours de cette date.

TURCOTTE & MERRILL.

97 rue Saint-Jacques, Montréal.

7

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, In the matter of Richard-C. Barry, (John Barry & Son,) insolvent.

Notice is hereby given that by an order of the Superior Court dated the 24th December, 1918, we were appointed curators to the above named estate.

Claims duly attested must be filed with us within thirty days from this date.

TURCOTTE & MERRILL,

97 Saint James street, Montreal.

8

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure. *Re* : S.-M. Scheffer, cité de Verdun, district de Montréal, failli.

Avis est par les présentes donné que par un jugement de la Cour supérieure en date du 27 décembre 1918 j'ai été nommé curateur aux biens du susdit failli.

Les réclamations assermentées doivent être filées entre mes mains dans les 30 jours du présent avis.

Le curateur,

PAUL-L. TURGEON

Bureau de Chartrand & Turgeon,
55 rue Saint-Frs-Xavier, Montréal. 9

District de Québec. Dans l'affaire de Honoré Carrier, commerçant, Lévis, insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 14 janvier 1919.

Ce dividende sera payable à notre bureau le ou après le 15 janvier 1919.

Les curateurs conjoints,

BEDARD & BELANGER.

Bureau : 101 rue Saint-Pierre.
Québec, 27 décembre 1918. 11

District de Québec. Dans l'affaire de Philéas Faucher, voiturier, Limoilou, insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 14 janvier 1919.

Ce dividende sera payable à notre bureau le ou après le 15 janvier 1919.

BEDARD & BELNAGER,

Curateurs conjoints.

Bureau : 101 rue Saint-Pierre.
Québec, 27 décembre 1918. 13

Province de Québec, district de Saint-François. No 24. Cour supérieure. Dans l'affaire de Jacob Schaffer, "E. T. Dry Goods Syndicate", Sherbrooke.

Avis est par le présent donné qu'à une assemblée des créanciers tenue le 20 décembre 1918, et en vertu d'une ordonnance de la Cour supérieure en date du 21 décembre 1918, les soussignés ont été nommés curateurs conjoints aux biens du dit failli qui en a fait cession judiciaire en faveur de ses créanciers.

Les réclamations, assermentées, doivent être produites à nos bureaux dans les trente jours du présent avis.

Les curateurs conjoints,

W.-G. FINLAYSON,

GEO. GARDINER.

Montréal, 21 décembre 1918. 17

Province de Québec, district de Gaspé, Cour supérieure. Dans l'affaire de Anthony Thomas, marchand, Chandler, insolvable.

Avis est par le présent donné que le 27ième jour de décembre 1918, le susdit insolvable a fait une cession judiciaire de ses biens, au bureau du protonotaire de la Cour supérieure pour le district de Gaspé.

Toutes personnes ayant des réclamations contre ce débiteur sont requises de les produire devant moi le plus tôt possible.

Le gardien provisoire,

J.-P.-E. GAGNON.

Bureau : 44 rue Dalhousie,
Bâtisse de Canada Steamship Lines Ltd.
Québec, 31 décembre 1918. 53

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court. *Re* : S.-M. Scheffer, city of Verdun, district of Montreal, insolvent.

Notice is hereby given that by a judgment of the Superior Court dated the 27th day of December 1918, I have been appointed curator to the above named estate.

Sworn claims must be filed with me within 30 days of present notice.

PAUL-L. TURGEON,

Curator.

Office of Chartrand & Turgeon,
55 Saint-Frs-Xavier, Montreal. 10

District of Quebec. In the matter of Honoré Carrier, trader, Lévis, insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be open to objection until 14th January, 1919.

This dividend will be payable at our office on or after the 15th January, 1919.

BEDARD & BELANGER,

Joint curators.

Office : 101 Saint Peter street.
Quebec, 27th December, 1918. 12

District of Quebec. In the matter of Philéas Faucher, carriage maker, Limoilou, insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be open to objection until 14th January, 1919.

This dividend will be payable at our office on or after the 15th day of January, 1919.

BEDARD & BELANGER,

Joint curators.

Office : 101 Saint Peter street.
Quebec, 27th December, 1918. 14

Province of Quebec, district of Saint Francis. No. 24. Superior Court. In the matter of Jacob Schaffer, "E. T. Dry Goods Syndicate", Sherbrooke.

Notice is hereby given that at a meeting of creditors held 20th December, 1918, and by an order of the Superior Court of 21st December, 1918, the undersigned were appointed joint curators to the property of the said insolvent who has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with us within thirty days from this notice.

W.-G. FINLAYSON,

GEO. GARDINER,

Joint curators.

Montreal, 21st December, 1918. 18

Province of Quebec, district of Gaspé, Superior Court. In the matter of Anthony Thomas, merchant, Chandler, insolvent.

Notice is hereby given that on the 27th day of December, 1918, the above party has made a judicial assignment of his property at the prothonotary's office of the Superior Court for the district of Gaspé.

All persons having claims against the above party are requested to file them with me as soon as possible.

J.-P.-E. GAGNON,

Provisional guardian.

Office : 44 Dalhousie street.
Canada Steamship Lines Ltd Bldg.
Quebec, 31st December, 1918. 54

Province de Québec, district de Chicoutimi, dans la Cour supérieure, No 5302. *In re* Thomas-Louis Jean, failli.

Avis est donné que le vingt-sixième jour de décembre 1918, le soussigné a été nommé par une ordonnance de la Cour, curateur aux biens du dit Thomas-Louis Jean, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

Le curateur,
LUDGER-A. VEZINA.

Chicoutimi, 27 décembre 1918. 15

Canada, province de Québec, district des Trois-Rivières, Cour supérieure, No 114. *In re*: Euclide Sawyer, Trois-Rivières, Qué., failli.

Avis est par le présent donné que le 26ième jour de décembre 1918, ledit Euclide Sawyer a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la Cour supérieure pour le district des Trois-Rivières, conformément à la loi.

Le gardien provisoire,
HENRI BISSON.

Bureau : Edifice Banque d'Hochelaga.
Trois-Rivières, 30 décembre 1918. 59

Province of Quebec, district of Chicoutimi, in the Superior Court, No. 5302. *In re*: Thomas-Louis Jean, insolvent.

Notice is hereby given that on the twenty sixth day of December, 1918, the undersigned was appointed by an order of the Court, curator to the property of said Thomas-Louis Jean, who has made an assignment of his property for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

LUDGER-A. VEZINA,
Curator.

Chicoutimi, 27th December, 1918. 16

Canada, Province of Quebec, district of Three Rivers, Superior Court, No. 114. *In re*: Euclide Sawyer, Three Rivers, Que., insolvent.

Notice is hereby given that on the 26th day of December, 1918, the said Euclide Sawyer has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the Superior Court for the district of Three Rivers, according to law.

HENRI BISSON,
Provisional guardian.

Office : Hochelaga Bank building.
Three Rivers, 30th December, 1918. 60

Liquidation—Avis de

Province de Québec, district de Montréal, No 224. Cour supérieure.

Dans l'affaire de : "Southern Counties Realty Company, Limited", en liquidation; et A.-B. Brodie, *es-qual.*, liquidateur.

Avis est par le présent donné qu'une copie de l'acte de vente faite par le liquidateur *es-qualité* aux présentes à l'honorable Nathaniel Curry, de la propriété immobilière ci-après décrite, acte passé devant John-F. Reddy, N.-P., le 26 octobre 1918, et les certificats du registraire sur les dits lots ont été déposés au bureau du liquidateur, chambre 608, édifice "Dominion Express", Montréal, où les dits acte de vente et certificats du registraire peuvent être examinés par les ayants droit, sous l'autorité des dispositions des articles 7552 à 7557, inclusivement, S.R.Q., (1909), à savoir :

1. Les lots de subdivision numéros 1 à 37, inclusivement, 41 à 43, inclusivement, 45 à 67, inclusivement, 71 à 80, inclusivement, 83 à 85, inclusivement, 88 à 111, inclusivement, 115 à 139, inclusivement, 141, 142, 145a, 165, 167 à 188, inclusivement, 190, 196, 199 à 215, inclusivement, 219, 220, 223 à 240, inclusivement, 243 à 245, inclusivement, 249 à 251, inclusivement, 264 à 266, inclusivement, 269, 271, 278 à 356, inclusivement, 358 à 364, inclusivement, 366 à 399, inclusivement, 401, 425, 426, 442, 443, 447, 448, 460, 461 et 470 du lot cadastral No 148 de la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil ;

2. Les lots de subdivision numéros 1 à 41, inclusivement, 43 à 77, inclusivement, 80 à 82, inclusivement, 87 à 111, inclusivement, 114, 116, 124 à 172, inclusivement, 177 à 195, inclusivement, 197 à 204, inclusivement, 206 à 244, inclusivement, 257 à 288, inclusivement, 290 à 293, inclusivement, 295, 297 à 299, inclusivement, 301 à 305, inclusivement, 307 à 317, inclusivement, 320, 321, 323 à 348, inclusivement, 352 à 354, inclusivement, 356 à 366, inclusivement, 368 à 399, inclusivement, 401 à 466 inclusivement, 468 à 511 inclusivement du lot cadastral No 150 de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil.

Winding up Notice

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 224.

In the matter of "Southern Counties Realty Company, Limited, in liquidation; and A.-B. Brodie, *ES-QUAL.*, liquidator.

Notice is hereby given that a copy of the deed of sale made by the liquidator herein *es-qualité* to the Honourable Nathaniel Curry, of the herein-after described immoveable property passed before John-F. Reddy, N.-P., on the 26th day of October, 1918, together with certificates of search against the said lots have been deposited in the office of the liquidator, room 608, Dominion Express building, Montreal, where such deed and certificates of search can be examined by those *à qui droit* under the provisions of articles 7552 to 7557, inclusive, R. S. Q. (1909), namely :

1. Subdivision lots numbers 1 to 37, inclusive, 41 to 43, inclusive, 45 to 67, inclusive, 71 to 80, inclusive, 83 to 85, inclusive, 88 to 111, inclusive, 115 to 139, inclusive, 141, 142, 145a, 165, 167 to 188, inclusive, 190, 196, 199 to 215, inclusive, 219, 220, 223 to 240, inclusive, 243 to 245, inclusive, 249 to 251, inclusive, 264 to 266, inclusive, 269, 271, 278 to 356, inclusive, 358 to 364, inclusive, 366 to 399, inclusive, 401, 425, 426, 442, 443, 447, 448, 460, 461 and 470 of cadastral lot No. 148 of the parish of Saint-Antoine-de-Longueuil ;

2. Subdivision lots numbers 1 to 41, inclusive, 43 to 77, inclusive, 80 to 82, inclusive, 87 to 111, inclusive, 114, 116, 124 to 172, inclusive, 177 to 195, inclusive, 197 to 204, inclusive, 206 to 244, inclusive, 257 to 288, inclusive, 290 to 293, inclusive, 295, 297 to 299, inclusive, 301 to 305, inclusive, 307 to 317, inclusive, 320, 321, 323 to 348, inclusive, 352 to 354, inclusive, 356 to 366, inclusive, 368 to 399, inclusive, 401 to 466, inclusive, 468 to 511, inclusive of cadastral lot No. 150 of the parish of Saint-Antoine-de-Longueuil.

Les lots de subdivision susmentionnées ont été en la possession de la "Southern Counties Realty Company, Limited", durant les trois dernières années.

Le procureur du liquidateur,

GEORGE-V. COUSINS.

Montréal, 17 décembre 1918. 4667-51-2

The afore mentioned subdivision lots have been in the possession of the Southern Counties Realty Company, Limited, for the last three years.

GEORGE-V. COUSINS,

Attorney for liquidator.

Montreal, 17th December, 1918. 4668-51-2

Minutes de notaire

Québec, 21 décembre 1918.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en Conseil par M. Herbert-Meredith Marler, notaire, résidant dans le canton de Grantham, comté de Drummond, et pratiquant dans la cité de Montréal, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Geoffrey-Hay Cook, en son vivant notaire, pratiquant en ladite cité de Montréal.

4701-52-5

Quebec, 21st December, 1918.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that application is made to the Lieutenant Governor in Council by Herbert-Meredith Marler, notary, residing in the township of Grantham, county of Drummond, and practicing in the city of Montreal, for the transfer, to him, of the minutes, repertory and index of the late Geoffrey-Hay Cook, in his lifetime notary, practicing in said city of Montreal.

4702-52-5

Notarial minutes

VENTE PAR LE SHÉRIF ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } LA BANQUE D'HOCHELAGA, demanderesse; vs DAME MARIE CARREAU ET VIR, défenderesse, ainsi que tout l'outillage servant à l'exploitation de la dite manufacture.

1. Un emplacement situé à Victoriaville, au sud de la rue Saint-Jean-Baptiste, connu et désigné au cadastre officiel de cette partie du canton d'Arthabaska, formant la paroisse de Sainte-Victoire, sous les Nos 251 et 252—avec une manufacture d'ouvertures et autres bâtisses dessus construites, ainsi que tout l'outillage servant à l'exploitation de la dite manufacture;

2. Un emplacement de forme irrégulière situé au même lieu, au sud de la rue Saint-Jean-Baptiste; borné en front à la dite rue, en profondeur à l'emplacement ci-après décrit, à l'est à la rue Saint-Dominique, et de l'autre côté à l'emplacement ci-dessus décrit, connu et désigné au même cadastre comme étant la partie ouest du lot No 249 et le lot No 250—avec une maison et autres dépendances dessus construites;

3. Un emplacement situé au même lieu, au sud ouest de la rue Saint-Dominique, connu et désigné au même cadastre sous les Nos 187, 188, 189 et 190.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Victoire (Victoriaville), le SIXIÈME jour de FEVRIER prochain (1919), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

J.-E. GIROUARD.

Bureau du shérif.

Arthabaska, 31 décembre 1918. 57-1-2

[Première publication, 4 janvier 1919.]

SHERIFF'S SALE ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } THE HOCHELAGA BANK, plaintiff; vs DAME MARIE CARREAU ET VIR, defendant, AND JULES POISSON, curator to the délaissement.

1. An emplacement situated at Victoriaville, on the south side of Saint-Jean-Baptiste street, known and designated upon the official plan and book of reference of that part of the township of Arthabaska, forming the parish of Sainte-Victoire, under Nos. 251 and 252—with a window and doors factory and other buildings thereon erected, and with also all the machineries and tools used for the exploitation of said factory;

2. An emplacement of an irregular form situated at the same place, on the south side of Saint-Jean-Baptiste street; bounded in front by said street, in rear by the emplacement hereafter described, on the east side by Saint-Dominique street, and on the other side by the emplacement above described, known and designated upon the said official plan and book of reference as being the west part of lot No. 249 and the lot No. 250—with a house and other buildings thereon erected;

3. An emplacement situated at the same place, on the south west side of Saint-Dominique street, known and designated upon the same plan and book of reference under Nos. 187, 188, 189 and 190.

To be sold at the parochial church door of Sainte-Victoire (Victoriaville), on the SIXTH day of FEBRUARY next (1919), at TEN o'clock in the forenoon.

J.-E. GIROUARD,

Sheriff.

Sheriff's office.

Arthabaska, 31st December, 1918. 58-1-2

[First publication, 4th January, 1919.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour supérieure.—District d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir: } **P. H. COTÉ ET AL.**
 No 266. } demandeurs; vs
JOSEPH CHAUVETTE, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur :

Tout ce certain lot de terre connu et désigné comme étant les lots Nos 415 et 416, des plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Somerset-Nord, contenant cent acres de terre en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites; à distraire du dit lot 416 les deux arpents sud-ouest appartenant à Louis Normandeau ou représentants.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Julie-de-Somerset, le DIX-SEPTIEME jour de JANVIER prochain (1919), à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,

J.-E. GIROUARD.

Bureau du shérif.

Arthabaska, 4 décembre 1918. 4441—49-2
 [Première publication, 7 décembre 1918 est nulle.]
 [Première publication, 14 décembre 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour supérieure.—District d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir: } **THE MOLSON BANK**
 No 250. } demanderesse; vs
FRANK McDONALD, défendeur.

Comme appartenant au défendeur :

Un emplacement situé au coin des rues Fabrique et Saint-Pierre, dans la ville de Victoriaville, connu et désigné comme étant une partie du lot No 454, des plan et livre de renvoi de cette partie du canton d'Arthabaska, formant la paroisse de Sainte-Victoire, de forme irrégulière et tel que contenu dans les bornes suivantes, savoir : en front à la rue Fabrique, en arrière à Dieudonné Girard, du côté nord-est à la rue Saint-Pierre, et de l'autre côté à Jos. Boulanger ou représentants—avec les bâtisses dessus construites. La vente à être faite à la charge d'une rente foncière et annuelle de \$9.00 due à qui de droit et payable suivant les conditions de l'acte constituant la dite rente.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Victoire (Victoriaville), le SEIXIEME jour de JANVIER prochain (1919), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

G.-E. GIROUARD.

Bureau du shérif.

Arthabaska, 9 décembre 1918. 4507—50-2
 [Première publication, 14 décembre 1918.]

BEAUCE**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Cour supérieure.—District de Beauce.*

Beauce, à savoir: } **EMILE CARETTE**, de-
 No 2388. } mandeur; contre GA-
BRIEL BERBERI ET AL., défendeurs.

Comme appartenant à Gabriel Berberi :

Un terrain connu comme étant les numéros cent cinquante-neuf-un (159-1), cent soixante-un (160-1) et cent soixante-deux (160-2) de la subdivision des lots cent cinquante-neuf et cent soixante du cadastre officiel de la paroisse de Saint-François-de-la-Beauce, faisant maintenant partie de Beauceville, formant une superficie de soixante-dix milles quatre cent quatre-vingts pieds anglais, et contenu dans les bornes suivantes : au sud-ouest par la rivière Chaudière, en arrière vers le nord-

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Arthabaska.*

Arthabaska, to wit: } **P. H. COTÉ ET AL.**
 No. 266. } plaintiffs; vs JO-
SEPH CHAUVETTE, défendant.

As belonging to said defendant :

That certain piece of land known and designated as being the lots Nos. 415 and 416, of the official plan and book of reference for the township of Somerset-North, containing 100 acres of land in superficies, more or less—with the buildings thereon erected; to take off from the said lot 416 the south west two acres belonging to Louis Normandeau or representatives.

To be sold at the parochial church door of Sainte-Julie-de-Somerset, on the SEVENTEENTH day of JANUARY next (1919), at THREE o'clock in the afternoon.

J.-E. GIROUARD,

Sheriff.

Sheriff's office.

Arthabaska, 4th December, 1918. 4442—49-2
 [First publication, 7th December, 1918 is null.]
 [First publication, 14th December, 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Montreal.*

Arthabaska, to wit: } **THE MOLSON BANK,**
 No. 250. } plaintiff; vs **FRANK**
McDONALD, defendant.

As belonging to said defendant :

An emplacement situated at the corner of Fabrique and Saint Peter streets, in the town of Victoriaville, known and designated as being a part of lot No. 454, of the official plan and book of reference of that part of the township of Arthabaska, forming the parish of Sainte-Victoire, of irregular size and as contained in the following boundaries, viz : in front by Fabrique street, in rear by Dieudonné Girard, on the north east side by Saint Peter street, and on the other side by Jos. Boulanger or representatives—with the buildings thereon erected. The sale to be made at the charge of a yearly ground rent of \$9.00 payable to whom it belonging and according to the conditions of the deed creating said rent.

To be sold at the parochial church door of Sainte-Victoire (Victoriaville), on the SIX-TEENTH day of JANUARY next (1919), at TEN o'clock in the forenoon.

J.-E. GIROUARD,

Sheriff.

Sheriff's office.

Arthabaska, 9th December, 1918. 4508—50-2
 [First publication, 14th December, 1918.]

BEAUCE**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Superior Court.—District of Beauce.*

Beauce, to wit: } **EMILE CARETTE**, plain-
 No. 2388. } tiff; against **GABRIEL**
BERBERI ET AL., defendants.

As belonging to Gabriel Berberi :

That certain lot of land known as being the numbers one hundred and fifty nine-one (159-1), one hundred and sixty-one (160-1) and one hundred and sixty-two (160-2) of the subdivision of the lots one hundred and fifty nine and one hundred and sixty of the official cadastre of the parish of Saint-François-de-la-Beauce, now forming part of Beauceville, containing an area of seventy thousand four hundred and eighty feet, English measure, and bounded on the southwest

est par la moitié du lot cent soixante, propriété de Dame Elizabeth-Samson Rhéaume, d'un côté vers le nord-ouest partie à la route qui conduit à la gare du Québec Central et partie à un terrain appartenant à Alfred Lambert, représentant Julien Gendreau, et de l'autre côté partie au numéro cent soixante-deux dudit cadastre, appartenant à Mademoiselle DeLéry, partie au numéro cent soixante-trois et partie à cette partie du lot cent soixante dudit cadastre, appartenant à ladite Demoiselle DeLéry ou représentants—avec ensemble la maison occupée comme hôtel, et autres bâties dessus construites, aqueduc et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-François-de-Beauce, le QUATRE FEVRIER prochain 1919, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
GUSTAVE GARANT.

Bureau du shérif.

Saint-Joseph-de-Beauce, 30 décembre 1918.

41—1-2

[Première publication, 4 janvier 1919.]

by river Chaudière, in rear on the northeast by the half of lot one hundred and sixty, the property of Dame Elizabeth-Samson Rheau, on one side on the northwest partly by a road leading to the Quebec Central Railway station and partly by the land belonging to Alfred Lambert, representing Julien Gendreau, and on the other side partly by the number one hundred and sixty two of said cadastre, belonging to Miss DeLéry, partly by the number one hundred and sixty three and partly by that part of lot one hundred and sixty of said cadastre, belonging to Miss DeLéry or representatives—together with the buildings thereon erected, water system and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-François-de-Beauce, on the FOURTH day of JANUARY next (1919), at TEN o'clock in the forenoon.

GUSTAVE GARANT,
Sheriff.

Sheriff's office.

Saint-Joseph de Beauce, 30th December, 1918.

[First publication, 4th January, 1919.]

BEDFORD

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure du district de Bedford.

Province de Québec, } JOHN FISHER SON
District de Bedford. } & CO., demandeurs;
vs DELPHIS TURNER, défendeur.

Saisi en exécution comme appartenant au défendeur, Delphis Turner :

Le lopin de terre situé dans le village de Roxton-Falls, dans le district de Bedford, connu actuellement aux plan et livre de renvoi officiels du dit village de Roxton-Falls comme étant le lot cadastral numéro trois cent soixante et huit (368), sauf et excepté la partie du dit lot vendue à Emilien Bessette, par acte passé devant le notaire Lapalme, le 28 mars 1881, avec droit de passage. Avec superficie ainsi que toutes les améliorations dessus construites et faites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste-de-Roxton, au village de Roxton-Falls, district de Bedford, le HUITIEME jour de FEVRIER prochain (1919), à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,
C.-B. JAMESON.

Bureau du shérif.

Sweetsburg, 31 décembre 1918. 83—1-2

[Première publication, 4 janvier 1919.]

BEDFORD

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court. In and for the district of Bedford.

Province of Québec, } JOHN FISHER SON
District of Bedford. } & CO., plaintiffs; vs
DELPHIS TURNER, defendant.

Taken in execution as belonging to defendant, Delphis Turner :

That certain piece of land situate in the village of Roxton-Falls, in the district of Bedford, and now known on the official plan and book of reference of the said village of Roxton-Falls, as cadastral lot number three hundred and sixty eight (368), save and except part of said lot sold to Emilien Bessette, by deed before Lapalme, N.P., March 28th, 1881, with a right of passage. Containing what it may, with all improvements thereon erected and made.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Jean-Baptiste-de-Roxton, at the village of Roxton-Falls, district of Bedford, on the EIGHTH day of FEBRUARY next (1919), at the hour of ONE of the clock in the afternoon.

C.-B. JAMESON,
Sheriff.

Sheriff's office.

Sweetsburg, 31st December, 1918. 84—1-2

[First publication, 4th January, 1919.]

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir: } L. CHAPUT, FILS
No 265 } & CO., demandeurs;
LIMITÉE, demandeurs; contre DAME MALVINA BOUCHER, épouse de Edouard Trudeau et al, défendeurs.

Un lot de terre sis en la cité de Saint-Jean, district d'Iberville, au coin des rues Saint-Georges et Champlain, connu et désigné comme étant le numéro cent quatre (104) du cadastre officiel de la cité de Saint-Jean—avec les constructions y érigées.

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.

Saint John's, to wit: } L. CHAPUT, FILS
No. 265. } & CO., plaintiffs; against DAME MALVINA BOUCHER, wife of Edouard Trudeau, et al, defendants.

A lot of land lying in the city of Saint John's, district of Iberville, at the corner of Saint-Georges and Champlain streets, known and designated as being the number one hundred and four (104) of the official cadastre of the city of Saint John's—with the buildings thereon erected.

Pour être vendu à mon bureau, au palais de justice, en la cité de Saint-Jean, district d'Iberville, le QUATORZIÈME jour de JANVIER prochain (1919), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

ARTHUR LASNIER.

Bureau du shérif,

Saint-Jean, 11 décembre 1918. 4537—50-2

[Première publication, 14 décembre 1918.]

To be sold at my office, at the Court House, in the city of Saint John's, district of Iberville, on the FOURTEENTH day of JANUARY next (1919), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ARTHUR LASNIER,

Sheriff.

Sheriff's office,

Saint John's, 11th December, 1918.

4538—50-2

[First publication, 14th December, 1918.]

JOLIETTE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit.

Province de Québec, } **SAM KATZ**, deman-
District de Montréal, } deur ; vs **M. KLAI-**
No 3103. } **MAN**, défendeur.
Joliette, à savoir : } Une terre connue et désignée sous les numéros trois cent vingt-trois et trois cent vingt-quatre (323 et 324), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Charles-Borromée, comté de Joliette, contenant un arpent et demi de largeur sur vingt de profondeur, plus ou moins—sans bâtisse.

Pour être vendue au bureau du shérif, à Joliette, MARDI, le QUATRE FEBRIER mil neuf cent dix-neuf, à UNE heure après-midi.

Le shérif,

JOSEPH GADOURY.

Bureau du shérif.

Joliette, 30 décembre 1918. 73—1-2

[Première publication, 4 janvier 1919.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.

Province of Quebec, } **SAM KATZ**, plaintiff ;
District of Montreal, } vs **M. KLAIMAN**,
No. 3103. } defendant.
Joliette, to wit : } That certain lot of land known and designated under the numbers three hundred and twenty three and three hundred and twenty four (323 and 324), of the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint-Charles-Borromée, county of Joliette, containing one arpent and a half in width by twenty in depth, more or less—without building.

To be sold at the sheriff's office, at Joliette, on TUESDAY, the FOURTH day of FEBRUARY, one thousand nine hundred and nineteen, at ONE o'clock in the afternoon.

JOSEPH GADOURY,

Sheriff.

Sheriff's office.

Joliette, 30th December, 1918. 74—1-2

[First publication, 4th January, 1919.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Joliette.—Cour supérieure.

Joliette, à savoir : } **WILFRID VENNE**
No 8136. } ET AL., demandeurs ;
vs **MAXIME RACETTE**, défendeur.

Un lopin de terre connu sous les numéros deux cent trente—quarante-trois et deux cent trente—quarante-quatre (230-43 et 230-44) de la subdivision d'une partie du lot No 230 du cadastre de la paroisse de Saint-Jacques, district de Joliette, contenant cent pieds de largeur sur environ cent vingt-cinq pieds de profondeur ; tenant devant à la rue des Chars, en arrière au lot de Dame Magloire Lanoue, d'un côté au No 230-42, et de l'autre au No 230-45.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jacques, MARDI, le QUATORZE JANVIER mil neuf cent dix-neuf, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

JOSEPH GADOURY,

Bureau du shérif.

Joliette, 11 décembre 1918. 4535—50-2

[Première publication, 14 décembre 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Joliette.—Superior Court.

Joliette, to wit : } **WILFRID VENNE**
No. 8136. } ET AL., plaintiffs ;
vs **MAXIME RACETTE**, defendant.

That certain parcel of land known under the numbers two hundred and thirty—forty three and two hundred and thirty—forty four (230-43 and 230-44) of the subdivision of a part of the lot No. 230 of the cadastre of the parish of Saint-Jacques, district of Joliette, containing one hundred feet in width by about one hundred and twenty five feet in depth ; bounded in front by the rue des Chars, in rear by the lot of Dame Magloire Lanoue, on one side by the No. 230-42, and on the other by the No. 230-45.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Jacques, on TUESDAY, the FOURTEENTH day of JANUARY, one thousand nine hundred and nineteen, at TEN o'clock in the forenoon.

JOSEPH GADOURY,

Sheriff.

Sheriff's office.

Joliette, 11th December, 1918. 4536—50-2

[First publication, 14th December, 1918.]

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montmagny.

Montmagny, à savoir : } **WILFRID MAR-**
No 231. } **CEAU**, bour-
geois, de la paroisse d'Armagh, demandeur ; vs

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montmagny.

Montmagny, to wit : } **WILFRID MAR-**
No. 231. } **CEAU**, bour-
geois, of the parish of Armagh, plaintiff ; vs

LOUIS TURGEON, de la paroisse de Sainte-Euphémie, défendeur, à savoir :

1. Une terre située dans la paroisse de Sainte-Euphémie, connue et désignée sous le numéro vingt (No 20), premier rang nord-ouest du cadastre officiel pour le canton d'Armagh ;

2. Une terre située dans la paroisse de Sainte-Euphémie, connue et désignée sous le numéro vingt et un (No 21), premier rang nord-ouest du cadastre officiel pour le canton d'Armagh—avec bâtisses dessus construites et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Euphémie, comté de Montmagny, le VINGT-TROISIEME jour de JANVIER 1919, à DIX heures du matin.

Le shérif,

A. BERNATCHEZ.

Bureau du shérif.

Montmagny, 18 décembre 1918. 4681—51-2

[Première publication, 21 décembre 1918.]

[Deuxième publication, 4 janvier 1919.]

LOUIS TURGEON, of the parish of Sainte-Euphémie, defendant, to wit :

1. A land situated in the parish of Sainte-Euphémie, known and designated under the number twenty (No. 20), first range north west on the official plan and book of reference for the township of Armagh ;

2. A land situated in the parish of Sainte-Euphémie, known and designated under the number twenty one (No. 21), first range north west on the official plan and book of reference for the township of Armagh—with buildings thereon erected and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Euphémie, county of Montmagny, the TWENTY THIRD day of JANUARY, 1919, at TEN o'clock in the morning.

A. BERNATCHEZ,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montmagny, 18th December, 1918. 4682—51-2

[First publication, 21st December, 1918.]

[Second publication, 4th January, 1919.]

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } JOHN BOURGOIN, demandeur ; vs JOSEPH-EDOUARD TREMBLAY, défendeur.

Un immeuble ou emplacement mesurant 38 pieds de front sur la rue Nicolet qui le borne en front composé : 1er du lot officiel 446 de la subdivision du lot originaire 23 (23-446), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga ; 2ème—De cette partie du lot officiel 447 de ladite subdivision 23 (P. 23-447), des mêmes plan et livre de renvoi officiels, mesurant 15 pieds de front mesure anglaise ; bornée en front par la dite rue Nicolet, en profondeur par une ruelle commune, d'un côté par le lot sus-décrié 23-446, et de l'autre côté par le résidu du dit lot No 23-447—avec les maisons et bâtisses dessus érigées et les servitudes s'y rattachant.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIXIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 31 décembre 1918. 75—1-2

[Première publication, 4 janvier 1919].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } MELLE CELINA RIVET, fille-majeure, demanderesse ; vs HECTOR RIVET ET AL, défendeurs.

Comme appartenant à Jean-Marie Daoust, l'un des dits défendeurs :

Deux lots de terre situés sur la rue Chapleau, de la cité de Montréal, portant les numéros deux cent dix et deux cent onze de la subdivision officielle du lot originaire numéro sept, des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte-de-la-Visitation, mesurant chacun vingt pieds de front par soixante et neuf pieds et six pouces de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins, avec droit de passage dans la ruelle en arrière en commun avec les ayant-droit et avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } JOHN BOURGOIN, plaintiff ; vs JOSEPH-EDOUARD TREMBLAY, defendant.

That immovable or emplacement measuring 38 feet in front on Nicolet street on which it fronts and composed : 1st of official lot 446 of the subdivision of original lot 23 (23-446), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga ; 2nd Of that part of official lot 447 of said subdivision 23 (pt. 23-447), of same official plan and book of reference, measuring 15 feet in front, English measure ; bounded in front by said Nicolet street, in rear by a common lane, on one side by the above described lot 23-446, and on the other side by the residue of said lot No. 23-447—with the houses and buildings thereon erected and the servitudes attached thereto.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 31st December, 1918. 76—1-2

[First publication, 4th January, 1919].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } MISS CELINA RIVET, spinster, plaintiff ; vs HECTOR RIVET ET AL, defendants :

As belonging to Jean-Marie Daoust, one of the said defendants :

Two lots of land situated on Chapleau street, of the city of Montreal, bearing the numbers two hundred and ten and two hundred and eleven of the official subdivision of original lot number seven, of the official plan and book of reference of the village of Côte-de-la-Visitation, each lot measuring twenty feet in front by sixty nine feet and six inches in depth, English measure and more or less, with a right of way in the lane at the rear in common with others having rights therein and with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal,

Montréal, le SIXIEME jour de FEVRIER prochain, à MIDI.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 31 décembre 1918. 77—1-2
[Première publication, 4 janvier 1919.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } MICHEL SANDERS,
No 3278. } demandeur; vs ZOTI-
TIQUE RIOPEL, ci-devant des cité et district
de Montréal, et de la ville de Iberville, district
d'Iberville, et maintenant de lieux inconnus,
défendeur.

Un immeuble situé en la cité de Montréal
ayant front sur la rue Boyer, connu et désigné
sous le No trois cent quarante-six de la subdivi-
sion du lot No trois cent vingt-huit (328-346),
des plan et livre de renvoi officiels du village de
la Côte Saint-Louis.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
Montréal, le SIXIEME jour de FEVRIER pro-
chain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 31 décembre 1919. 79—1-2
[Première publication, 4 janvier 1919.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } A. PIGEON, deman-
No 2161. } deur; vs DAME
CORDELIA DAVID, épouse séparée de biens
de Alexandre Martineau, et ce dernier en autant
que besoin est pour autoriser sa dite épouse, et
VICTOR LEVESQUE, défendeurs.

1. Un lot de terre situé à Montréal, contenant
vingt-six pieds de front par quatre-vingt-dix pieds
de profondeur, mesure anglaise, formant
partie du lot connu sous le numéro quatre-cent
trente-trois de la subdivision officielle du lot
numéro un (1-433), aux plan et livre de renvoi
officiels du village de Saint-Jean-Baptiste, dans le
comté d'Hochelaga, borné comme suit : en front
par le parc Lafontaine, en profondeur par le
résidu du dit lot (1-433), d'un côté par la rue
Marquette, et de l'autre côté par la lisière de terre
ci-après désignée ;

2. Une lisière de terre contigue au lot précé-
demment décrit contenant quatre pieds de front
par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, mesure
anglaise, formant partie du lot connu sous le
numéro quatre cent trente-quatre de la subdivi-
sion officielle du lot numéro un (1-434), aux plan
et livre de renvoi officiels du village de Saint-Jean-
Baptiste, la dite lisière de terre bornée comme
suit : en front par le parc Lafontaine, d'un
côté par le terrain ci dessus désigné, et de l'autre
côté en arrière par le résidu du dit lot numéro 434
de la subdivision du dit lot numéro un—avec les
bâtisses érigées sur les dits immeubles.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de
Montréal, le SIXIEME jour de FEVRIER pro-
chain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 31 décembre 1918. 81—1-2
[Première publication, 4 janvier 1919.]

on the SIXTH day of FEBRUARY next, at
TWELVE o'clock noon.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.

Montréal, 31st December, 1918. 78—1-2
[First publication, 4th January, 1919.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } MICHEL SANDERS,
No. 3278. } plaintiff; vs ZOTI-
QUE RIOPEL, heretofore of the city and district
of Montreal, and of the town of Iberville, district
of Iberville, and now of parts unknown, defend-
ant.

An immoveable situate in the city of Montreal,
fronting on Boyer street, known and designated
under the number three hundred and forty six
of the subdivision of the lot number three hun-
dred and twenty eight (328-346), of the official
plan and book of reference of the village of Côte
Saint-Louis.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the SIXTH day of FEBRUARY next, at
TWO o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 31st December, 1918. 80—1-2
[First publication, 4th January, 1919.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } A. PIGEON, plaintiff;
No. 2161. } vs DAME
CORDELIA DAVID, wife separated as to property of
Alexandre Martineau, and the latter in so far
as needs be to authorized his said wife, and
VICTOR LEVESQUE, defendants.

1. That certain lot of land situate at Montreal,
containing twenty six feet in front by ninety feet
in depth, English measure, forming part of the lot
known under the number four hundred and thirty
three of the official subdivision of lot number one
(1-433), on the official plan and book of reference
of the village of Saint-Jean-Baptiste, in the coun-
ty of Hochelaga, bounded as follows : in front by
Lafontaine park in rear by the residue of said
lot (1-433), on one side by Marquette street, and
on the oehr side by the strip of land hereunder
described ;

2. That strip of land contiguous to the lot
firstly above described containing four feet in
front by ninety feet in depth, English measure,
forming part of the lot number four hundred and
thirty four of the official subdivision of the lot
number one (1-434), on the official plan and book
of reference of the village of Saint-Jean-Baptiste,
the said strip of land being bounded as follows : in
front by Lafontaine park, on one side by the
land above described, and on the other side and in
rear by the residue of said lot number 434 of the
subdivision of said lot number one—with the
buildings erected on said immoveables.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the SIXTH day of FEBRUARY next, at
ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 31st December, 1918. 82—1-2
[First publication, 4th January, 1919.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **D** E ALPHONSINE
No 5161. } **L** AVOIE, épouse

contractuellement séparée de biens de Théodore-Hyacinthe Ouellette, et ce dernier en autant que besoin pour autoriser son épouse aux fins des présentes, demanderesse ; vs **T**HE **V**ERDUN **C**OAL & **F**EED **C**O. corps politique et incorporé, ayant son principal siège d'affaires dans la cité de Verdun, district de Montréal, défendeur.

Un emplacement situé à l'encoignure des rues Rielle et Wellington, en ladite ville de Verdun—avec toutes les bâtisses dessus érigées, et composées :

a. Du lot numéro un de la subdivision du lot numéro un du lot numéro quatre mille quatre cent quatre-vingt-six (4486-1-1), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant trente-trois pieds de largeur par soixante-six pieds de profondeur, soit une superficie totale de deux mille cent soixante et huit pieds, mesure anglaise ;

b. Du lot numéro un de la subdivision du lot numéro deux du lot numéro quatre mille quatre cent quatre-vingt-six, des susdits plan et livre de renvoi officiels (4486-2-1), des susdits plan et livre de renvoi, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par soixante-six pieds de profondeur, mesure anglaise, soit une superficie totale de mille six cent cinquante pieds, mesure anglaise ;

c. Du lot numéro deux de la subdivision du lot numéro un du lot numéro quatre mille quatre cent quatre-vingt-six, des susdits plan et livre de renvoi officiels (4486-1-2), mesurant quatre pieds de largeur par une profondeur de trente-trois pieds, soit une superficie totale de cent trente-deux pieds, mesure anglaise ;

d. Et du lot numéro deux de la subdivision du lot numéro deux du lot numéro quatre mille quatre cent quatre-vingt-six (4486-2-2), des susdits plan et livre de renvoi officiels, mesurant quatre pieds de largeur par vingt-cinq pieds de profondeur, mesure anglaise, avec soit une superficie totale de cent pieds, mesure anglaise.

Les deux lots de terre ci-dessus en dernier lieu décrits constituant un passage en commun avec d'autres y ayant droit pour communiquer aux deux lots de terre ci-dessus en premier lieu décrits, ainsi que le tout se trouve actuellement avec les servitudes actives et passives apparentes ou occultes attachées auxdits lots de terre.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour de JANVIER prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif,
Montréal, 10 décembre 1918. 4463—50-2
[Première publication, 7 décembre 1918 est nulle.]
[Première publication, 14 décembre 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **D** AME PHILOMENE
No 4737. } **G** AUTHIER, veuve

de Jean-Baptiste Hotte, demanderesse ; vs **D**ESIRE **M**ONGRAIN **E**T **A**L, défendeurs.

Saisi comme appartenant audit défendeur, Désiré Mongrain :

Un lot de terre ayant front sur la rue Christophe Colomb, dans le quartier Saint-Denis, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro deux cent soixante-quatre de la subdivision officielle du lot numéro cinq (5-264), des plan et livre de renvoi officiels du village

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **D** E ALPHONSINE
No. 5161. } **L** AVOIE, wife con-

tractually separated as to property of Theodore-Hyacinthe Ouellette, and the latter in so far as needs be to authorize his wife for the purposes hereof, plaintiff ; vs **T**HE **V**ERDUN **C**OAL & **F**EED **C**O., a body politic and corporate, having its principal place of business in the city of Verdun, district of Montreal, defendant.

An emplacement situate at the corner of Rielle and Wellington streets, in said town of Verdun—with all the buildings thereon erected, and composed :

a. Of the lot number one of the subdivision of the lot number one of the lot number four thousand four hundred and eighty six (4486-1-1), of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, measuring thirty three feet in width by sixty six feet in depth, with a total superficies of two thousand one hundred and sixty eight feet, English measure ;

b. Of the lot number one of the subdivision of the lot number two of the lot number four thousand four hundred and eighty six (4486-2-1), of the aforesaid official plan and book of reference, measuring twenty five feet in width by sixty six feet in depth, English measure, with a total superficies of one thousand six hundred and fifty feet, English measure ;

c. Of the lot number two of the subdivision of the lot number one of the lot number four thousand four hundred and eighty six (4486-1-2), of the aforesaid official plan and book of reference, measuring four feet in width by a depth of thirty three feet, with a total superficies of one hundred and thirty two feet, English measure ;

d. And of the lot number two of the subdivision of the lot number two of the lot number four thousand four hundred and eighty six (4486-2-2), of the aforesaid official plan and book of reference, measuring four feet in width by twenty five feet in depth, English measure, with a total superficies of one hundred feet, English measure.

The two lots lastly above described constituting a lane in common with others having rights therein to communicate to the two lots firstly above described, as the whole now subsists with the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to said lots of land.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY THIRD day of JANUARY next, at TWO o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.
Montreal, 10th December, 1918. 4464—50-2
[First publication, 7th December, 1918 is null.]
[First publication, 14th December, 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **D** AME PHILOMENE
No. 4737. } **G** AUTHIER, widow

of Jean-Baptiste Hotte, plaintiff ; vs **D**ESIRE **M**ONGRAIN **E**T **A**L, defendants.

Seized as belonging to said defendant, Désiré Mongrain :

That certain lot of land fronting on Christophe Colomb street, in Saint-Denis ward, in the city of Montreal, known and designated as being the lot number two hundred and sixty four of the official subdivision of lot number five (5-264), on the official plan and book of reference of the vil-

incorporé de la Côte-Saint-Louis, contenant vingt-cinq pieds de largeur par cent trente pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, avec le droit de passage en commun avec tous autres y ayant droit dans la ruelle sise en arrière dudit lot—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif,

Montréal, 11 décembre 1918. 4523—50-2
[Première publication, 14 décembre 1918.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **LA CITE DE MAISONNEUVE**, corps politique dûment incorporé, ayant son principal bureau d'affaires dans la cité de Maisonneuve, district de Montréal, demanderesse ; vs **PIERRE GAGNON**, défendeur.

Un lot de terre avec bâtisses ; borné en front par la rue Letourneux, étant composé des subdivisions numéros deux cent trente-sept (237) et deux cent trente-huit (238) du lot numéro huit (8), sur les plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, dans cette partie dudit village maintenant annexé à la cité de Montréal et formant le quartier Mercier-Maisonneuve.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour de JANVIER prochain, à MIDI.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif,

Montréal, 11 décembre 1918. 4527—50-2
[Première publication, 14 décembre 1918.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **WILFRID BESSETTE**, demandeur ; vs **DAME CORINNE LEPELLEE DIT LAHAIE**, épouse contractuellement séparée de biens de Arthur Corbin, le dit Arthur Corbin partie aux présentes tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse, défendeurs.

Un lot de terre vacant situé sur la rue de l'Épée, au coin d'une ruelle, en la ville d'Outremont, portant le numéro deux cent quatorze (No 214) de la subdivision du lot numéro trente-quatre A (34-A), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant vingt-sept pieds de largeur par quatre-vingt-douze pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, avec droit de passage en commun avec tous autres y ayant droit dans la ruelle située en arrière du dit lot et dans deux autres ruelles servant à communiquer de celle en premier lieu mentionnée aux avenues Bloomfield et de l'Épée.

Avec toutes circonstances et dépendances, servitudes actives et passives, apparentes ou occultes.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif,

Montréal, 11 décembre 1918. 4529—50-2
[Première publication, 14 décembre 1918.]

lage of Côte-Saint-Louis, containing twenty five feet in width by one hundred and thirty feet in depth, English measure and more or less, with a common right of way with all others having rights therein in the lane at the rear of said lot—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office,

Montreal, 11th December, 1918. 4524—50-2
[First publication, 14th December, 1918.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **THE CITY OF MAISONNEUVE**, a body politic duly incorporated with its principal place of business in the city of Maisonneuve, district of Montreal, plaintiff ; vs **PIERRE GAGNON**, defendant.

A lot of land with buildings ; bounded in front by Letourneux street, being composed of the subdivisions numbers two hundred and thirty seven (237) and two hundred and thirty eight (238) of the lot number eight (8), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, in that part of the said village now annexed to the city of Montreal and forming Mercier-Maisonneuve ward.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTEENTH day of JANUARY next, at NOON.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office,

Montreal, 11th December, 1918: 4528—50-2
[First publication, 14th December, 1918.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **WILFRID BESSETTE**, plaintiff ; vs **DAME CORINNE LEPELLEE DIT LAHAIE**, wife contractually separated as to property of Arthur Corbin, the said Arthur Corbin a party hereto both personally and to authorize his said wife, defendants.

That vacant lot of land situate on De l'Épée street, at the corner of a lane, in the town of Outremont, bearing the number two hundred and fourteen (No. 214) of the subdivision of the lot number thirty four A (34-A), of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, containing twenty seven feet in width by ninety two feet in depth, English measure and more or less, with a right of way in common with others having rights therein in the lane at the rear of said lot and in two other lanes leading the one firstly mentioned to Bloomfield and De l'Épée avenues.

With all circumstances and dependencies, active and passive servitudes, apparentes ou occultes.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTEENTH day of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office,

Montreal, 11th December, 1918. 4530—50-2
[First publication, 14th December, 1918.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **ERNEST DENIGER**,
 No 4243. } demandeur ; vs **NA-**
POLEON LEMIEUX, défendeur.

Un certain lot de terre ou emplacement connu et désigné sous le numéro trois cent quatre-vingt-seize (396), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques, de la cité de Montréal ; borné en front par la rue Lagauchetière-Est—avec les maisons et bâtisses dessus construites. Avec toutes les circonstances et dépendances, servitudes actives et passives, apparentes ou occultes.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif,

Montréal, 11 décembre 1918. 4531—50-2
 [Première publication, 14 décembre 1918.]

MANDAT DE CURATEUR.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **ERNEST ST. AMOUR**,
 No 158. } curateur aux biens
 de Michele Lombardi, "M. Lombardi & Co.",
 faillie; et HOWARD-G. KELLEY, ET AL, requé-
 rants.

L'emplacement situé dans la ville de Montréal-Ouest, ayant front sur l'avenue Strathearn, et connu comme étant la subdivision cinq cent quarante-quatre du lot numéro cent trente-neuf (139-544), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, mesurant cinquante pieds de largeur par quatre-vingt-cinq de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, dans l'état où se trouve actuellement ladite propriété avec ses droits, circonstances et dépendances, sans aucune exception ou réserve, avec la résidence connue sous le numéro civique 197, maintenant 335, de l'avenue Strathearn, et les dépendances dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de JANVIER prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif,

Montréal, 11 décembre 1918. 4533—50-2
 [Première publication, 14 décembre, 1918.]

PONTIAC

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.

District de Pontiac, } **ACHILLE VER-**
 No. 1710. } **HELST**, deman-
 deur ; vs **DAME ANNIE PICHIE**, défendeur.

1. Les lots de terre connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du canton Duhamel, dans le comté de Témiscamingue, sous les numéros un A, deux A, trois A et quatre A (1a, 2a, 3a et 4a), dans le quatrième rang dudit canton Duhamel, chaque lot mesurant environ vingt-cinq acres en étendue, et bornés au nord par la Petite-Rivière—avec les bâtisses dessus construites ;

2. Les lots de terre connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Fabre, sous les numéros soixante-deux et soixante-trois (62 et 63), dans le premier rang dudit canton Fabre, dans le comté de Témisca-

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District de Montréal.

Montreal, to wit : } **ERNEST DENIGER**,
 No. 4243. } plaintiff ; vs **NA-**
POLEON LEMIEUX, defendant.

A certain lot of land or emplacement known and designated under the number three hundred and ninety six (396), on the official plan and book of reference of Saint-James ward, of the city of Montreal ; bounded in front by Lagauchetière street East—with houses and buildings thereon erected. With all circumstances and dependencies, active and passive servitudes, apparent or occult.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTEENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office,

Montreal, 11th December, 1918. 4532—50-2
 [First publication, 14th December, 1918.]

CURATOR'S MANDATE.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **ERNEST ST. AMOUR**,
 No. 158. } curator to the pro-
 perty of Michele Lombardi, "M. Lombardi &
 Co.", insolvent ; and HOWARD-G. KELLEY
 ET AL, petitioners.

That certain emplacement situate in the town of Montreal-West, fronting on Strathearn avenue, and know as subdivision five hundred and forty four of lot number one hundred and thirty nine (139-544), of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, containing fifty feet in width by eighty five feet in depth, English measure and more or less, as the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances, without exception or reserve, together with the dwelling house known as the civic number 197, now 235 Strathearn avenue, and dependencies thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of JANUARY next, at THREE o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office,

Montreal, 11th December, 1918. 4534—50-2
 [First publication, 14th December, 1918.]

PONTIAC

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

District of Pontiac : } **ACHILLE VER-**
 No. 1710. } **HELST**, plaintiff ;
 vs **DAME ANNIE PICHIE**, defendant.

1. The lots of land known and designated on the official plan and book of reference of the township of Duhamel, in the county of Temiskaming, under the number one A, two A, three A and four A (1a, 2a, 3a and 4a), in the fourth range of the said township of Duhamel, each of these lots comprising about twenty five acres in area, and bounded on the north by the Petite-Rivière—with buildings thereon erected ;

2. The lots of land known and designated in the official plan and book of reference of the cadastre for the township of Fabre, under the numbers sixty two and sixty three (62 and 63), in the first range of the said township of Fabre,

mingue, le premier mesurant cent neuf acres et le second cent cinq acres de superficie—avec circonstances, dépendances et bâtisses dessus construites.

Avis est donné aux présentes que la vente des immeubles en premier lieu mentionnés comme saisis en cette cause, qui devait d'abord, d'après les annonces, avoir lieu au bureau d'enregistrement, au village de Ville-Marie, dans le district de Pontiac, le vingt-sixième jour de septembre 1918, à dix heures de matin, aura lieu dans le bureau précité, le VINGT-UNIÈME jour de JANVIER, 1919, à DIX heures du matin.

Et que la vente des immeubles en dernier lieu susmentionnés comme saisis en cette cause, qui devait d'abord avoir lieu, suivant les annonces, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Edouard-de-Fabre, dans le district de Pontiac, le vingt-sixième jour de septembre 1918, à trois heures de l'après-midi, aura lieu à la porte de l'église susdite le VINGT ET UN JANVIER 1919, à TROIS heures de l'avant-midi.

Le shérif,

BERNARD-J. SLOAN.

Bureau du shérif.

Bryson, Qué., 28 décembre 1918. 37
[Première publication, 4 janvier 1919.]

in the county of Temiskaming, the first containing one hundred and nine acres and the second one hundred and five acres in area—with appurtenances dependencies and the buildings thereon erected.

Notice is hereby given that the sale of the immoveables firstly above mentioned seized in this cause, formerly announced to take place at the registrar's office, in the village of Ville-Marie, in the district of Pontiac, on the twenty sixth day of September, 1918, at ten o'clock in the forenoon, will take place at the aforesaid office, on the TWENTY FIRST day of JANUARY, 1919, at TEN o'clock in the forenoon.

And the sale of the immoveables lastly above mentioned seized in this cause, formerly announced to take place at the parish church door of Saint-Edouard-de-Fabre, in the district of Pontiac, on the twenty sixth day of September, 1918, at three o'clock in the afternoon, will take place at the aforesaid church door on the TWENTY FIRST day of JANUARY, 1919, at THREE o'clock in the afternoon.

BERNARD-J. SLOAN,

Sheriff.

Sheriff's office.

Bryson, Que., 28th December, 1918. 38
[First publication, 4th January, 1919.]

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir :) JOSEPH-SIMÉON LAN-
No 1729.) GLOIS, secrétaire de
l'association des manufacturiers de chaussures
de la cité de Québec; contre LOUIS-ARTHUR
ROBITAILLE, de Montréal.

La subdivision No 135 (cent trente-cinq) du lot No 2301 (deux mille trois cent un) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur-de-Québec, étant un emplacement situé sur la rue Marie-de-l'Incarnation, mesurant 35 pieds de front sur 83 pieds de profondeur plus ou moins, sans garantie de mesure précise—avec les bâtisses dessus construites; circonstances et dépendances.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Québec, le SEPTIÈME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

CLÉOPHAS BLOUIN.

Bureau du shérif.

Québec, 2 janvier 1919. 85—1-2
[Première publication, 4 janvier 1919].
[Deuxième publication, 18 janvier 1919].

FIERI FACIAS.

Cour du recorder.

Québec, à savoir :) LA CITE DE QUEBEC;
No 2550.) contre FRANÇOIS-
XAVIER ROUSSEAU, junior, de la cité de Québec.

La subdivision No 205 (deux cent cinq) du lot No 511 (cinq cent onze) du cadastre officiel pour Saint-Roch-Nord, maintenant quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec (autrefois quartier Limoilou), étant un lot vacant situé sur la rue Olier—circonstances et dépendances; sujet à une rente annuelle de \$22.83 payable le premier mai à l'Hôtel-Dieu de Québec.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit :) JOSEPH-SIMEON LAN-
No. 1729.) GLOIS, secretary of the
"Association des manufacturiers de chaussures"
of the city of Quebec; against LOUIS-ARTHUR
ROBITAILLE, of Montreal.

The subdivision No. 135 (one hundred and thirty five) of lot No. 2301 (two thousand three hundred and one) of the official adastre for the parish of Saint-Sauveur-de-Quebec, being an emplacement situate on Marie-de-l'Incarnation street, measuring 35 feet in front by 83 feet in depth, more or less, without warranty as to precise measurements—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the SEVENTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLÉOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

Sheriff's office.

Quebec, 2nd January, 1919. 86—1-2
[First publication, 4th January, 1919].
[Second publication, 18th January, 1919].

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Quebec, to wit :) THE CITY OF QUEBEC;
No. 2550.) against FRANÇOIS-
XAVIER ROUSSEAU, junior, of the city of Quebec.

The subdivision No. 205 (two hundred and five) of the lot No. 511 (five hundred and eleven) of the official cadastre for Saint-Roch North, now Jacques-Cartier ward (formerly Limoilou ward), being a vacant lot situate on Olier street—circumstances and dependencies; subject to an annual rent of \$22.83 payable on the first May to the Hôtel-Dieu de Québec.

To be sold at my office, in the city of Quebec,

Québec, le VINGT-QUATRIÈME jour de JAN-
VIER (1919) à DIX heures du matin.

Le shérif,

CLEOPHAS BLOUIN.

Bureau du shérif.

Québec, 19 décembre 1918. 4669—51-2
[Première publication, 21 décembre 1918].
[Deuxième publication, 4 janvier 1919].

FIERI FACIAS.

Cour de circuit.

Québec, à savoir : } **LA CORPORATION**
No 1618. } **DE LA PAROISSE**
DE NOTRE-DAME-DES-ANGES-DE-MONTAUBAN, corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires à Notre-Dame-des-Anges, dans le comté de Portneuf; contre **ALBERT NAUD**, de la paroisse de Notre-Dame-des-Anges-de-Montauban, à savoir :

Les lots 17 (dix-sept), 18 (dix-huit) et 19 (dix-neuf) du cadastre officiel pour la paroisse de Notre-Dame-des-Anges, comté de Portneuf, étant des lots de terre situés au deuxième rang sud-ouest du canton Chavigny—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus en bloc.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame-des-Anges, comté de Portneuf, le VINGT-QUATRIÈME jour de JANVIER prochain (1919), à DIX heures du matin.

Le shérif,

CLEOPHAS BLOUIN.

Bureau du shérif.

Québec, 19 décembre 1918. 4671—51-2
[Première publication, 21 décembre 1918].
[Deuxième publication, 4 janvier 1918].

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **LA BANQUE NATIONALE**,
No 3154. } **corporation légale**,
ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Québec; contre **PIERRE GIGUERE**, de Québec, à savoir :

La subdivision No 111 (cent onze) du lot No 2098 (deux mille quatre-vingt-dix-huit) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un terrain situé sur la rue Sainte-Agnès—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-QUATRIÈME jour de JANVIER prochain (1919), à DIX heures du matin.

Le shérif,

CLEOPHAS BLOUIN.

Bureau du shérif.

Québec, 19 décembre 1918. 4673—51-2
[Première publication, 21 décembre 1918].
[Deuxième publication, 4 janvier 1918].

on the TWENTY FOURTH day of JANUARY
next (1919), at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

Sheriff's office.

Québec, 19th December, 1918. 4670—51-2
[First publication, 21st December, 1918].
[Second publication, 4th January, 1919].

FIERI FACIAS.

Circuit's Court.

Québec, to wit : } **THE CORPORATION**
No. 1618. } **OF THE PARISH OF**
NOTRE-DAME-DES-ANGES-DE-MONTAUBAN, a body politic and corporate having its principal place of business at Notre-Dame-des-Anges, in the county of Portneuf; against **ALBERT NAUD**, of the parish of Notre-Dame-des-Anges-de-Montauban, to wit :

The lots 17 (seventeen), 18 (eighteen) and 19 (nineteen) of the official cadastre for the parish of Notre-Dame-des-Anges, county of Portneuf, being lots of land situated in the second south-west range of the township of Chavigny—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold *en bloc*.

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame-des-Anges, county of Portneuf, on the TWENTY FOURTH day of JANUARY next (1919), at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

Sheriff's office.

Québec, 19th December, 1918. 4672—51-2
[First publication, 21st December, 1918].
[Second publication, 4th January, 1918].

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **LA BANQUE NATIONALE**,
No. 3154. } **a body politic and**
corporate duly incorporated, having its principal place of business in the city of Québec; against **PIERRE GIGUERE**, of Québec, to wit :

The subdivision No. 111 (one hundred and eleven) of lot No. 2098 (two thousand and ninety eight) of the official cadastre for the parish of Saint-Sauveur-de-Québec, being a lot of land on Sainte-Agnès street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the TWENTY FOURTH day of JANUARY next (1919), at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

Sheriff's office.

Québec, 19th December, 1918. 4674—51-2
[First publication, 21st December, 1918].
[Second publication, 4th January, 1919].

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir : } **ERNEST VALLEE**,
No 49. } demandeur; vs
ALBERT ST-ARNAUD, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir :
Un terrain situé en la paroisse de Sainte-Thècle, dans le rang C. sud, étant le lot connu et désigné sous le numéro quarante-neuf (No 49), sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Champlain, pour la dite paroisse de Sainte-Thècle, contenant trois arpents de

THREE RIVERS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit : } **ERNEST VALLEE**,
No. 49. } plaintiff; vs
ALBERT ST-ARNAUD, defendant.

As belonging to said defendant, to wit :
That certain lot of land situate in the parish of Sainte-Thècle, in range C south, being the lot known and designated under the number forty nine (No. 49), on the official cadastral plan and book of reference of the county of Champlain, for said parish of Sainte-Thècle, containing three

largeur sur environ trente-trois arpents de profondeur ; borné en front au chemin public, en profondeur au rang Saint-Thomas, joignant du côté sud-ouest à Alfred Robert, et du côté nord-est à George Groleau—avec une maison dessus construite, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Thècle, le CINQUIÈME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

CHARLES DUMOULIN.

Bureau du shérif.

Trois-Rivières, 31 décembre 1918. 87—1-2
[Première publication, 4 janvier 1919.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cours supérieure.—District de Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } **BUREAU & BIGUÉ,**
No 208. } avocats, de la cité
des Trois-Rivières, demandeurs ; vs J.-MEDARD
PERRON, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir :

Un terrain situé en la ville de Saint-Tite étant le lot numéro deux cent treize-trente-un (213-31) de la subdivision du lot numéro deux cent treize, au cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Tite, contenant quatre perches et huit pieds de largeur sur une profondeur moyenne de quatre perches et onze pieds ; borné en front par le sud au terrain de la compagnie de chemin de fer "Le Grand Nord", en profondeur par le nord à Dame Arthur L'Heureux et François Duchesneau, joignant au nord-est à François-Xavier Neault, et au sud-ouest partie à Joseph Asselin et partie à Dame J.-Alfred Dessureault—avec une maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. A distraire cependant du dit immeuble un terrain ou emplacement faisant partie du susdit lot, mesurant vingt-deux pieds de largeur sur cinquante pieds de profondeur—avec une maison dessus construite, et appartenant à Dame J.-Alfred Dessureault ; à la charge et sujet au droit de passage mitoyen établi par titre enregistré entre le terrain présentement vendu et l'emplacement ci-dessus décrit comme distrair appartenant à Dame A. Dessureault.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Tite, en la ville de Saint-Tite, le QUINZIÈME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

CHARLES DUMOULIN.

Bureau du shérif,

Trois-Rivières, 11 décembre 1918. 4541—50-2
[Première publication, 14 décembre 1918.]

arpents in width by about thirty three arpents in width by about thirty three arpents in depth ; bounded in front by the public road, in rear by Saint-Thomas range, on the southwest side by Alfred Robert, and on the northeast side by George Grosleau—with a house thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Thècle, on the FIFTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff.

Sheriff's office.

Three Rivers, 31st December, 1918. 88—1-2
[First publication, 4th January, 1919.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } **BUREAU & BIGUÉ,**
No. 208. } advocates, of the
city of Three Rivers, plaintiffs ; vs J.-MEDARD
PERRON, defendant.

As belonging to said defendant, to wit :

That certain parcel of land situate in the town of Saint-Tite, being the lot number two hundred and thirteen—thirty-one (213-31) of the subdivision of lot number two hundred and thirteen, on the official cadastre for the parish of Saint-Tite, containing four perches and eight feet in width by all average depth of four perches and eleven feet ; bounded in front on the south by the land of the Great Northern Railway Co., in rear on the north by Dame Arthur L'Heureux and François Duchesneau, on the northeast by François-Xavier Neault and on the southwest partly by Joseph Asselin and partly by Dame J.-Alfred Dessureault—with a house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies. To be deducted however from said immoveable a piece of land or emplacement forming part of the aforesaid lot, measuring twenty two feet in width by fifty feet in depth,—with a house thereon erected and belonging to Dame J.-Alfred Dessureault ; subject to a mitoyen right of way established by registered title between the land presently sold and the emplacement hereabove described as deducted belonging to Dame A. Dessureault.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Tite, in the town of Saint-Tite, on the FIFTEENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff.

Sheriff's office,

Three Rivers, 11th December, 1918. 4542—50-2
[First publication, 14th December, 1918.]

Lettres patentes

"Montreal Butcher's Supply Company".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingtième jour de décembre 1918, constituant en corporation M.M. Aldéric Cloutier, Lorenzon Parenteau et Arthur Coupal, voyageurs de commerce, Adélar Dubois, bourgeois, et Elzéar Lapointe, étudiant en chirurgie dentaire, tous de Montréal, dans les buts suivants :

Acquérir, louer ou autrement posséder les biens meubles et immeubles nécessaires à son entreprise, les hypothéquer et les aliéner ;

Faire le commerce en gros et en détail des outil-

Lettres patent

"Montreal Butcher's Supply Company".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of December, 1918, incorporating M.M. Aldéric Cloutier, Lorenzon Parenteau, and Arthur Coupal, commercial travellers, Adélar Dubois, bourgeois, and Elzéar Lapointe, student of dental surgery, all of Montreal, for the following purposes :

To acquire, lease or otherwise hold the moveable and immoveable property necessary for its undertaking, hypothecate and alienate same ;

To deal wholesale and retail in equipment for

lages de boucheries et de salaisons ainsi que de tous accessoires généralement utiles et nécessaires aux bouchers, charcutiers et épiciers ;

Faire le commerce des dits accessoires tant pour leur propre compte que comme facteurs et marchands à commission ;

Acheter, vendre, manufacturer, importer et exporter toutes marchandises ou tout procédé ou dont on peut se servir et qu'on peut vendre dans le cours ordinaire des affaires de la dite compagnie ;

Acquérir par achat ou autrement l'actif mobilier et immobilier de toute personne ou corporation exerçant une industrie similaire ou se rattachant à un des objets que poursuit la compagnie, et donner en paiement des actions libérées de la compagnie suivant que les directeurs le jugeront propos ;

Se joindre avec d'autres compagnies ou sociétés commerciales aux conditions qui pourront être fixées par le bureau de direction ; pour continuer le commerce et l'exercice de ces industries ;

Donner et accepter des bons, billets, lettres de change, chèques ou autres titres ou valeurs notariés ou non, pour le paiement ou pour la garantie de tout argent dû par la compagnie ou à la compagnie ;

Racheter ses propres actions avec son fonds de surplus dans tels cas, et sujet aux conditions imposées par les règlements, sous le nom de "Montreal Butcher's Supply Company", avec un capital social de quarante mille piastres (\$40,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de décembre 1918.

Le sous-secrétaire de la province,
3—1-2 C.-J. SIMARD.

**"The Laval Park Amusement Company,
Limited".**

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20 décembre 1918 constituant en corporation M.M. Lucien-Absolon Paradis, gérant de bureau, Arthur Tetrault, médecin, Lorenzo Camirand, avocat, Dosithée Leduc, marchand, Armand Aubry, industriel, Prime-Janvier Marsan, notaire, tous de Montréal, pour les fins suivantes :

Acquérir et assumer, à titre d'affaire en opération, les propriétés, l'actif, l'achalandage et le commerce ; le tout aux termes et conditions qu'ap prouveront les directeurs et les actionnaires de ladite compagnie, acheter, louer, ou autrement acquérir et posséder des immeubles pour fins d'amusement, vendre, louer, échanger, aliéner ou autrement disposer de ces immeubles d'amusement ou d'aucune portion d'iceux, aussi développer, améliorer et diviser aucune telle propriété en lieux d'amusements, tels que théâtres de vues cinématographiques, de vaudevilles, salles de danses, jardins aériens, cabarets, estaminets, et diverses attractions de la nature de celles que l'on trouve dans un parc d'amusement avec attractions en plein air ;

Bâtir, posséder et exploiter des hôtels, théâtres de vues animées et de vaudeville, salles de danse, jardins aériens, estaminets et divers amusements de nature de ceux d'un parc avec attractions en plein air, et généralement bâtir, posséder, louer, entretenir et exploiter toutes sortes de bâtisses devant servir aux seules fins d'amusement, avec toutes les descriptions commodités utiles, néces-

the butchery and salt provision trade and in any accessories generally useful and necessary for butchers, pork dealers and grocers ;

To deal in the said accessories both on their own account and as factors and commission merchants ;

To purchase, sell, manufacture, import and export any merchandise or any process that may be made use of and sold in the ordinary course of business of the said company ;

To acquire by purchase or otherwise the moveable and immoveable assets of any person or corporation carrying on any similar business or connected with any object pursued by the company and give in payment therefor paid up shares of the company as the directors may deem fit ;

To join with other companies or commercial firms on the conditions that may be fixed by the board of directors for to continue the business and exercise of such industries ;

To give and accept bonds, notes, bills of exchange, cheques or other notarial titles or securities, or otherwise, for the payment or security of any money due by or to the company ;

To redeem the company's shares with its surplus funds in such case, and subject to the conditions imposed by the by-laws, under the name of "Montreal Butcher's Supply Company", with a capital stock of forty thousand dollars (\$40,000.00) divided into four hundred (400) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of December, 1918.

C.-J. SIMARD,
4—1-2 Assistant Provincial Secretary.

**"The Laval Park Amusement Company,
Limited".**

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 20th day of December, 1918, incorporating Messrs. Lucien-Absolon Paradis, office manager, Arthur Tetrault, physician, Lorenzo Camirand, advocate, Dosithée Leduc, merchant, Armand Aubry, industrial, Prime-Janvier Marsan, notary, all of Montreal, for the following purposes :

To acquire and take over as a going concern properties, assets, good-will and business ; the whole on such terms and conditions as may be approved by the directors and shareholders of said company, to purchase, lease, or otherwise acquire and to own real estate pertaining to amusement, to sell, lease, exchange, dispose of or otherwise deal with such real estate pertaining to the company or any portion thereof and to develop, improve and lay out any such property in amusement buildings, such as moving picture theatre, vaudeville theatre, danse hall, roof garden, cabaret, hotels, and various amusements pertaining to a park for amusement with open air attractions ;

To issue, own and operate hotels, moving picture theatre, vaudeville theatre, danse hall, roof garden, cabaret and various amusements pertaining to a park with open air attractions and generally to build, own, lease, maintain and operate all kinds for buildings to be used for amusements purposes only, together with all forms of conveniences usual or necessary usual or necessary or

saies, d'usage, indispensables, ou que l'on peut avantageusement fournir ou procurer en rapport avec ces amusements ;

Construire, bâtir, réparer, altérer et aménager des bâtisses et des parcs se rattachant à divers amusements ;

Faire aucunes conventions relatives au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque conjoint, à la concession réciproque ou autrement, avec aucun gouvernement, aucun pouvoir municipal ou local, ou avec aucune personne, société ou compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires que la présente compagnie est autorisée à exercer ou auquel elle peut se livrer, ou aucun commerce ou genre d'affaires susceptible d'être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la présente corporation, garantir aussi les contrats, avec ou sans cautionnement, prêter de l'argent à, ou autrement aider aucune telle personne, société ou compagnie, ou aucune personne, société ou compagnie entreprenant de construire ou d'améliorer aucune propriété dans laquelle la compagnie est intéressée, et généralement telles personnes, sociétés ou compagnies, aux termes et conditions que la compagnie jugera convenables ;

Prendre et détenir des mortgages, hypothèques, liens ou charges en garantie du paiement du prix d'achat d'aucune propriété vendue par la compagnie ou somme d'argent à elle due par les acheteurs ou prêteur par la corporation aux acheteurs ou autres, pour fins de construction ou d'autres améliorations se rattachant aux amusements ;

Garantir le paiement des deniers garantis par, ou payables en vertu de bons, débentures, actions, contrats, hypothèques, charges, obligations ou autres valeurs d'aucune compagnie ou entreprise dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie ;

Acquérir par achat, bail ou autrement, ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la franchise, de la propriété, des droits ou du passif d'aucune personne, société ou compagnie exerçant aucun commerce que la présente corporation est autorisée à exercer ou en possession de biens convenant aux fins de la présente compagnie ;

Acheter, acquérir, détenir, transférer, vendre et disposer des parts, du capital, des débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente corporation, ou exerçant un commerce susceptible d'être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie ;

Emettre des actions entièrement libérées et non-sujettes à appel, des obligations ou d'autres valeurs de la compagnie en paiement intégral ou partiel d'aucune propriété foncière ou personnelle, des droits ou des autres biens acquis par la compagnie en vertu d'aucun titre, ou des services rendus dans l'organisation ou autrement ;

Vendre, louer, ou autrement disposer de la propriété et de l'entreprise de la compagnie, ou d'aucune partie d'icelles, pour le prix que la corporation trouvera convenable, et accepter du numéraire, des actions, des obligations, débentures, du capital ou des valeurs d'aucune autre compagnie en paiement intégral ou partiel de ces acquisitions ;

S'unir ou s'associer à aucune personne, société ou corporation exerçant un commerce dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, aux termes et conditions jugés convenables, sous le nom de "The Laval Park Amusement Company, Limited", avec un fonds social de cent mille piastres (\$100,-

which can be advantageously furnished or supplied in connection therewith ;

To construct, build, repair, alter and equip buildings and parks pertaining to various amusements ;

To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any government, municipal or local authority, or with any person, firm or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to guarantee contracts of, either with or without security and to lend money to or otherwise assist any such person, firm or company or any person, firm or company, undertaking to build on or improve any property in which the company is interested, and generally to such persons, firms or companies and upon such terms and conditions as the company may think fit ;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens or charges to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company or any money due to the company from purchasers or advanced by the company to purchasers or others for building purposes or other improvements pertaining to amusement ;

To guarantee the payment of money secured by or payable under or in respect of bonds, debentures, shares, contracts, mortgages, charges, obligations or other securities of any company or undertaking having objects altogether or in part similar to those of this company ;

To acquire by purchase, lease or otherwise or undertake the whole or any part of the business, franchise, property, rights or liabilities of any person, firm or company carrying on any business which this company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of this company ;

To purchase, acquire, hold, transfer, sell and dispose of shares, stock, debentures or securities in any other company having objects similar in whole or in part to those of this company or carrying on business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company ;

To issue fully paid up and non assessable shares, bonds, or other securities of the company in payment for any real or personal property, rights or other assets acquired by the company by any title or for services rendered by way of promotion or otherwise ;

To sell, lease, or otherwise dispose of the property and undertaking of the company or any part thereof for such considerations as the company shall see fit, and to accept cash, shares, bonds, debentures, stock or securities of any other company in payment or part payment therefor ;

To unite or consolidate with any individual firm or corporation carrying on business with objects together or in part similar to those of this company on such terms and conditions as may be deemed advisable, under the name of "The Laval Park Amusement Company, Limited", with a capital stock of one hundred thousand

000.00), divisé en cinq mille (5000) parts de vingt piastres (\$20.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Laval, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 20 décembre 1918.

Le sous-secrétaire de la province,
27—1-2 C.-J. SIMARD.

"Canadian Oléomargarine, Limited"

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-septième jour de décembre 1918, constituant en corporation M.M. Adolphe Dombrowski, gérant, Dame Annie Bergeron, épouse séparée de biens du dit Adolphe Dombrowski, de Loretteville, comté de Québec, Eugène Leclerc, agent d'assurance, Anny Voyer, épouse séparée de biens du dit Eugène Leclerc, Georges Dubois, fabricant d'oléomargarine, L.-Alfred Gaucher, gérant de banque, Québec, dans les buts suivants :

Manufacturer, acheter, vendre l'oléomargarine et tout commerce compatible avec cet objet, sous le nom de "Canadian Oléomargarine, Limited", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de décembre 1918.

Le sous-secrétaire de la province,
29—1-2 C.-J. SIMARD.

"H. Villeneuve & Cie limitée".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingtième jour de décembre 1918, constituant en corporation M.M. Hubert Villeneuve, agent ; Joseph Sauvé, notaire ; Yvonne Robert, sténographe ; H.-Eugène Laliberté, commis et Dame A. Lamoureux, sténographe de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire le commerce en gros et en détail des fruits, légumes, beurre, articles d'épicerie et d'approvisionnement en général ;

Acquérir et disposer de tous biens, meubles et immeubles ;

Promouvoir et développer toute corporation ou compagnie ;

Se joindre avec toute autre compagnie ;

Emprunter sur hypothèque ou par l'émission de bons ou obligations, sur la garantie des biens de la compagnie en tout ou en partie, y compris son capital non-appelé ; à racheter et acquitter ces valeurs ;

Acquérir toute entreprise semblable, en tout ou en partie, à celle de la compagnie, et en payer le prix en deniers comptant, en actions ou obligations ou autrement ;

Emettre des actions acquittées, des actions de la compagnie en paiement parfait ou partiel de tout bien acquis par la compagnie, payer de même façon tous services rendus ;

Distribuer en nature entre les actionnaires toute propriété de la compagnie, et en particulier des actions obligations ou autres valeurs d'autres compagnies appartenant à la compagnie, ou dont elle a la faculté de disposer ;

Chaque article ci-dessus sera interprété de manière à étendre et non à restreindre les pouvoirs

dollars (\$100,000.00), divided into five thousand (5000) shares of twenty dollars (\$20.00) each.

The principal place of business of the corporation, at the city of Laval, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this 20th day of December, 1918.

C.-J. SIMARD,
28—1-2 Assistant Provincial Secretary.

"Canadian Oléomargarine, Limited"

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of December, 1918, incorporating Adolphe Dombrowski, manager, Annie Bergeron, wife separated as to property of said Adolphe Dombrowski, of Loretteville, county of Quebec, Eugène Leclerc, insurance agent, Anny Voyer, wife separated as to property of said Eugène Leclerc, Georges Dubois, maker of oleomargarine, L.-Alfred Gaucher, bank manager, of Quebec, for the following purposes :

To manufacture, buy, sell oleomargarine and all products incidental thereto, under the name of "Canadian Oléomargarine, Limited" with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated this twenty seventh day of December, 1918.

C.-J. SIMARD,
30—1-2 Assistant Provincial Secretary.

"H. Villeneuve & Cie limitée".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of December, 1918, incorporating Hubert Villeneuve, agent ; Joseph Sauvé, notary ; Yvonne Robert, stenographer ; H.-Eugène Laliberté, clerk ; and Dame A. Lamoureux, stenographer, of the city of Montreal, for the following purposes :

To wholesale and retail fruit, vegetables, butter, groceries and foodstuffs generally ;

To acquire and dispose of any property, moveable and immoveable ;

To promote and develop any corporation or company ;

To amalgamate which any other company ;

To borrow on hypothecs or through the issue of bonds or debentures, bearing a hypothec on the whole or part of the company's property, including unpaid capital stock ; to redeem and pay up such securities ;

To acquire any undertaking, in whole or in part similar to that of the company and to pay for same in cash or in shares, bonds or otherwise ;

To issue paid up shares of the company in full or part payment of any property acquired by the company, and to pay in a similar manner for any services rendered ;

To distribute in kind among the shareholders, any property of the company and in particular shares, bonds or other securities of other companies belonging to this company or which it may have the power to dispose of ;

Each paragraph hereof to be construed so as to extend and not restrict the powers of the

de la compagnie, sous le nom de "H. Villeneuve & Cie, limitée", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de décembre 1918.

Le sous-secrétaire de la province,
1-1-2 C.-J. SIMARD.

company, under the name of "H. Villeneuve, & Cie limitée" with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00) divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be at Montreal, district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of December, 1918.

C.-J. SIMARD,
2-1-2 Assistant Provincial Secretary.

"Prima Skirt Company, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingtième jour de décembre 1918, constituant en corporation M.M. Maurice Rosen, M.-James Morrison, avocat; Octave Meunier, agent d'assurance, Cécile Fontaine et Fabiola Perron, sténographes, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes :

Exercer le commerce et le négoce de fabricants et marchands de vêtements de toute nature et description ;

A cette fin, acquérir aucun fonds de commerce, société, nom et raison sociale sous lesquels aucunes entreprises sont mises à exécution, l'achalandage, les dettes de livres de ces commerces ou entreprises ;

Emettre des actions libérées de la compagnie en paiement d'aucune propriété mobilière ou immobilière, que la compagnie possèdera ou pourra posséder des services rendus ou à être rendus sous le nom de "Prima Skirt Company, Limited" avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00) divisé en deux mille (2000) parts de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de décembre 1918.

Le sous-secrétaire de la province,
31-1-2 C.-J. SIMARD.

"Prima Skirt Company, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of December, 1918, incorporating M.M. Maurice Rosen, agent; M.-James Morrison, advocate, Octave Meunier, insurance agent, Cecile Fontaine and Fabiola Perron, stenographers, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To carry on the trade and business of manufacturers of and dealers in garments of every kind and description ;

To acquire for that purpose any stock in trade, firm, name and style under which any undertakings are carried on, goodwill, book debts of any such business and undertakings ;

To issue paid up shares of the company in payment of any property moveable or immovable, services rendered or to be rendered, which the company may or will hold, under the name of "Prima Skirt Company, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of December, 1918.

32-1-2 C.-J. SIMARD.

"The Gaspé Fish Products Company".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingtième jour de décembre 1918, constituant en corporation M.M. Maurice Brasset, avocat, de Percé, comté de Gaspé ; P.-R. Bradley, courtier, Montréal, Qué. ; A. Kennedy, banquier, et A.-J. Arnold, marchand, les deux de Chandler, Qué. ; Grégoire Chapados, marchand-général, Newport, pour les fins suivantes.

Exercer le commerce de pêcheries, faire aussi l'achat et la vente du poisson ;

Mettre en boîtes, fumer, emmagasiner, mettre en conserves, saler et exporter aucune sorte de poisson et de produits des pêcheries, préparations du poisson, déchets et huiles du poisson, pour la consommation domestique ou étrangère, agir aussi comme agents et courtiers pour l'achat et la vente du poisson ;

Construire et entretenir des locaux pour la mise en conserve, des réfrigérateurs, des entrepôts, établissements de pisciculture, et tout genre d'installation pour la culture et la préparation du poisson et du homard ;

Exercer le négoce de marchands généraux, exportateurs et importateurs, faire le commerce des agrès de pêche, de la gasoline et autres engins, des bateaux, chalutiers, de toute sorte

"The Gaspé Fish Products Company".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of December, 1918, incorporating M.M. Maurice Brasset, advocate, of Percé, county of Gaspé ; P.-R. Bradley, broker, Montreal, Que. ; A. Kennedy, banker and A.-J. Arnold, merchant, both of Chandler, Que. ; Grégoire Chapados, general merchant, Newport, for the following purposes :

To carry on the business of fishing, also the buying and selling ;

For the purpose of sacking, smoking, storing, canning, pickling, and exporting any kind of fish and fish products, and fish preparation, also fish waste, fish oils ; either for domestic or foreign consumption, and also to act as agents and brokers for the buying and sale of fish ;

To erect and maintain conneries, cold-storage plant, ware-houses, hatcheries, and any kind of plant in connection with the curing and preparation of fish and lobster ;

To carry on the business of general merchants, exporters and importers, and to deal in fishing gear and tackle, gasoline and other engines, boats, trawlers, and in any kind of merchandise, goods,

de marchandises, denrées et instruments nécessaires ou utiles à l'exercice du commerce de ladite compagnie ;

Acquérir, détenir, vendre, grever et hypothéquer les biens immeubles de ladite compagnie, acquérir aussi des patentes et brevets d'invention et en disposer ;

Emprunter de l'argent sur les biens meubles et immeubles de ladite compagnie, et s'unir à aucune autre corporation, acquérir le négoce d'aucune autre compagnie ;

Acquérir, construire, entretenir, et exploiter des fabriques et entrepôts ainsi que d'autres outillages et installations nécessaires ou utiles aux fins de ladite corporation ;

Aliéner la propriété mobilière et immobilière de ladite compagnie, recevoir en paiement des actions ou du capital dans d'autres compagnies au lieu du numéraire, ou accepter des paiements en espèces d'aucunes personnes ou corporations ;

Payer toutes les dépenses d'organisation et de construction en corporation soit en numéraire soit par paiement en actions ;

Exercer de plus tous les pouvoirs qui sont nécessaires ou utiles à la conduite du commerce de ladite compagnie ; les pouvoirs sollicités aux présentes ne seront pas limités par référence aux termes d'aucun autre paragraphe, en autant que la loi des compagnies de la province de Québec les autorise, sous le nom de "The Gaspé Fish Products Company", avec un fond social de quarante-huit mille piastres (\$48,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt (480) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Chandler, dans le district de Gaspé, P. Q.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de décembre 1918.

Le sous-secrétaire de la province,

47—1-2

C.-J. SIMARD.

and implements necessary or useful for the carrying out of the business of the said company ;

To acquire, hold, sell, mortgage and hypothecate the real-estate of the said company, and also to acquire patents and brevets d'invention and dispose of the same ;

To borrow money on the assets real and personal of the said company and to join any other company, acquire the business of any other company ;

To acquire, erect, maintain, and operate, factories and warehouses and other plant and equipment necessary or useful for the purpose of the said company ;

To dispose of the property moveable and immoveable of the said company ; and to accept in payment shares or stock of other companies in lieu of cash, or to accept cash payment from any persons or corporations ;

To defray all expenses of promotion and incorporation either by cash or stock payments ;

And further to exercise all such powers as are necessary or useful for the carrying out of the business of the said company, the powers herein applied for not to be limited by reference to the terms of any other paragraph, in as much as the same are allowed by the companies act of the Province of Quebec, under the name of "The Gaspé Fish Products Company", with a capital stock of forty-eight thousand dollars (\$48,000.00), divided into four hundred and eighty (480) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be Chandler, in the district of Gaspé, P. Q.

Dated from the office of the provincial Secretary, this twentieth day of December, 1918.

C.-J. SIMARD,

48—1-2

Assistant provincial secretary.

"Motor Salvage & Accessories, Limited"

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingtième jour de décembre 1918, constituant en corporation M.M. Emile Schwartz, marchand ; François-Philippe Brais, avocat ; Thomas-Bernard Gould, comptable ; Jules Bruneau, étudiant, et Lily Copping, commis, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes :

Acheter, vendre, échanger, posséder, détenir, bâtir, louer, céder à bail, échanger, manufacturer, rebâtir, réparer, faire le renflouage et le sauvetage, l'entretien, le négoce et le commerce, disposer de, et agir généralement comme marchands en gros et au détail, comme négociants, fabricants, agents des manufacturiers, marchands à commission, agents, importateurs, exportateurs, ou autrement faire le commerce et disposer de toutes les sortes d'automobiles de fabrication récente et ancienne, des cycles, bicyclettes, tricycles, des engins à la vapeur, au gaz, à la gazoline, à l'huile, à l'électricité ainsi que toutes les sortes d'engins, moteurs, appareils électriques, des huiles, graisses, pneus, uniformes de chauffeurs, des gants, chapeaux, paletots, robes, outils, nécessaires de réparations, outillages de métallurgie et de charpenterie, des machines, bouilloires, quincaillerie de toute nature et description, de tous et de chacun des divers accessoires de moteurs, des accessoires, sections, inventions, spécialités, articles et fournitures servant dans la construction, la fabrication, l'altération, l'opé-

"Motor Salvage & Accessories, Limited"

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of December, 1918, incorporating M.M. Emile Schwartz, merchant ; François-Philippe Brais, advocate ; Thomas-Bernard Gould, accountant ; Jules Bruneau, student, and Lily Copping, clerk, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes :

To buy, sell, exchange, own, hold, build, hire, lease, convert, manufacture, rebuild, repair, wreck, salvage, maintain, store, trade and deal in and with and generally act as wholesale and retail merchants, and dealers, manufacturers, manufacturers' agents, commission merchants, agents importers and exporters of, or otherwise deal in and with all kinds of new and old automobiles, cycles, bicycles, tricycles, steam, gas, gasoline, oil, electric and all other kinds of engines, motors, electrical apparatus, oils, greases, tires, drivers' uniforms, gloves, hats, ulsters, robes, tools, repair kits, iron and wood-working tools, machinery, boilers, hardware of every kind and description, and any and all sundry motor equipment, accessories, parts, novelties, specialties, and articles and supplies used in the construction, manufacture, conversion, operation or repairing of any of the foregoing ; to buy, sell, exchange, lease, hold, own and otherwise deal in and with new and old bridges, locomotives, viaducts, buildings, old and new iron, iron ore, steel, metals, new and old building materials,

ration ou la réparation d'aucun des objets précités ; acheter, vendre, échanger, louer, détenir, posséder et autrement trafiquer et disposer des ponts neufs et vieux, de locomotives, viaducs, bâtisses, du vieux fer et du fer neuf, du minéral de fer, de l'acier, des métaux, des matériaux de construction usagés et nouveaux, des barres de fer anciennes et de fabrication récente, d'outillage de construction ancien et nouveau, des déchets de matériaux de construction anciens et nouveaux, de l'outillage de renflouage ancien et nouveau ; renflouer, démolir, bâtir, rebâtir, réparer les ponts neufs et vieux, les viaducs, usines, maisons, structures de toute espèce, bateaux, navires à vapeur, moulins, et faire le sauvetage, enlever et prendre toutes les sortes de barres de fer, les matériaux et l'outillage de construction et autres, aussi acheter, vendre, fabriquer, préparer, convertir ou autrement trafiquer et disposer de tous les matériaux dont on aura fait le sauvetage dans l'exécution des susdites opérations, et exercer sous toutes ses formes l'industrie qui consiste à renflouer, sauver, bâtir et entreprendre, posséder aussi, contrôler et exploiter des fabriques, fonderies et usines à machineries, et faire toutes les opérations et choses qui se rattachent à ladite industrie ou qui découlent naturellement et logiquement de la nature des opérations entreprises ;

Acheter, vendre, faire le négoce et le commerce du bois de construction et du bois, et se livrer à l'industrie forestière sous toutes ses formes, y compris la coupe des billes, le sciage, la fabrication et l'expédition des bois de charpente, de construction et du bois de toute catégorie et description ainsi que de leurs sous-produits ; acquérir et aliéner par vente, louage, échange, permis, octroi, ou autrement, des moulins à scie, des fabriques, terres boisées, concessions forestières, forêts, droits de coupe, de flottage, cours d'eau, forces hydrauliques, chutes, barrages, droits miniers, ainsi que tous les autres droits, privilèges et franchises, les posséder, contrôler et en disposer ;

Acquérir par achat, bail ou autrement, et détenir les propriétés mobilières et immobilières qui seront jugées nécessaires et indispensables aux fins de l'industrie de la corporation, y compris les bureaux, usines, magasins, entrepôts, et les autres établissements, aussi les vendre, louer, aliéner, échanger ou remplacer ;

Acheter ou autrement acquérir la totalité ou aucune partie de l'actif, du commerce, de la propriété, des privilèges, contrats, droits, obligations et du passif d'aucune personne ou compagnie exerçant aucune industrie que la présente corporation est autorisée à exercer, ou aucune industrie semblable à icelle, ou qui possède des biens appropriés à ses fins, ou que la corporation pourra, en vertu des présentes, acheter, louer ou autrement acquérir, et payer ces acquisitions en actions, débetures, obligations ou valeurs corporatives ;

Louer, vendre, administrer, améliorer, développer, échanger, faire valoir, ou autrement aliéner ou disposer de la propriété et de l'actif de la corporation, ou d'aucune partie d'iceux, pour le prix que la compagnie jugera convenable, y compris des actions, débetures ou valeurs d'aucune corporation ;

Faire tous les actes, exercer tous les pouvoirs ainsi que toutes les industries qui se rattachent à l'accomplissement des objets pour lesquels la compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "Motor Salvage & Accessories, Limited", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

and waste materials of every kind and description, new and old rails, new and old contracting equipment, new and old wrecking equipment ; to wreck, demolish, build, rebuild, repair old and new bridges, viaducts, plants, houses, buildings of all kinds, boats, steamers, and mills, and salvage, take away and remove all kinds of iron bearing, building and other materials and equipment, and to buy, sell, manufacture, treat, convert or otherwise deal in and with all such materials as may be salvaged in the execution of the aforesaid operations, and to carry on in all its branches, the business of wrecking, salvaging, building and contracting, and to own, control and operate factories, foundries and machine shops, and do all matters and things incidental to the said business or which naturally or conveniently flow from the nature of any business carried on ;

To buy, sell, trade and deal in lumber, wood and to carry on a general lumber business in all its branches, including logging, sawing, manufacturing and shipping of lumber, timber and wood of every kind and description and their by-products, to acquire and dispose of by sale, lease, exchange, license, grant or otherwise, saw mills, factories, timber lands, timber limits, standing timber, cutting rights, waterways, river rights, water power, water falls, dams, mines, mining rights, and all other rights, privileges, and franchises, and to own, control and operate same ;

To acquire by purchase, lease or otherwise, and to hold such property moveable and immovable as may be deemed necessary and requisite for the purposes of the company's business, including offices, factories, stores, warehouses, and other establishments, and to sell, lease, dispose of, exchange or replace the same ;

To purchase or otherwise acquire and undertake all or any part of the assets, business, property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any person or company carrying on any business which this company is authorized to carry on, or any business similar thereto, or possessed of property suitable for the purposes thereof, or which the company may be hereby empowered to purchase, lease or otherwise acquire, and to pay for the same in shares, bonds, debentures or securities of the company ;

To lease, sell, manage, improve, develop, exchange, turn to account, or otherwise dispose of or deal with the property and assets of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may deem fit, including shares, debentures, or securities of any company ;

To do all acts and exercise all the powers and carry on all business incidental to the carrying out of the objects for which the company is incorporated, under the name of "Motor Salvage & Accessories, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de décembre 1918.

Le sous-secrétaire de la province,
49—1-2 C.-J. SIMARD.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of December, 1918.

C.-J. SIMARD,
50—1-2 Assistant Provincial Secretary.

"Resida Mining & Exploration Company, Limited".

"Resida Mining & Exploration Company, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 20 décembre 1918, constituant en corporation MM. Andrew-Ross McMaster, avocat et conseil du roi, de la cité de Westmount, Auguste Angers, avocat, Albertine Fontaine, sténographe, Delle Minnie Bradley, secrétaire, tous de la cité et du district de Montréal, et Delle Dorothy-Eva Vipond, teneur de livres, de la ville d'Outremont, province de Québec, pour les fins suivantes :

Se livrer à l'industrie minière et à celle de la fonte des métaux, aussi acheter, louer ou autrement acquérir, et posséder, développer, exploiter, vendre, trafiquer ou disposer de mines et terrains miniers, fondeurs, carrières, sablonnières et lits de graviers, et trafiquer, manufacturer, traiter, fondre ou affiner et autrement donner une valeur commerciale à, et faire valoir des minerais, métaux, de la pierre, du sable et du ciment, ainsi que leurs produits et sous-produits ;

Exercer l'industrie forestière sous toutes ses formes, et fabriquer, acheter, vendre et faire le négoce du bois de charpente et de construction, du bois, de la pulpe et du papier, acquérir aussi, en vertu d'aucun titre, des moulins à scie, d'autres moulins et fabriques, et acheter, louer, ou autrement acquérir et exploiter, détenir, vendre et faire le commerce des terrains forestiers, terres et concessions forestières ;

Faire affaires comme marchands, négociants et manufacturiers, et fabriquer, acheter, vendre, troquer et trafiquer de marchandises et effets, provisions, instruments, denrées, fournitures et matériaux de toute catégorie et description ;

Acquérir en vertu d'aucun titre quelconque, posséder aussi et exploiter tous moyens de transports, posséder et exploiter toutes les commodités inhérentes à la conduite des opérations de transport ;

Acheter ou autrement acquérir, et solliciter, détenir, développer, manufacturer, posséder, trafiquer ou disposer des brevets d'invention, marques de commerce, plans, licences et franchises ;

Souscrire, acheter ou acquérir, et accepter, détenir, négocier et aliéner aucunes parts, actions, obligations, débetures ou valeurs d'aucune compagnie ou corporation dont les objets sont semblables ou connexes à ceux de la présente compagnie, nonobstant toute disposition légale à ce contraire ;

Se fusionner, s'unir ou se joindre à aucune autre personne, société ou corporation exerçant un genre d'affaires semblable ou connexe ;

Vendre, louer, transférer ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de l'industrie et de l'entreprise de la compagnie en faveur d'aucune autre personne, société, compagnie ou corporation, et accepter, comme prix de cette vente, de ce louage ou de ce transfert, du numéraire, ou aucunes parts, actions, débetures, obligations ou valeurs d'aucune autre compagnie ou corporation ;

Faire aucune société ou conclure aucun arrangement, pour le partage des bénéfices, la coopération ou l'union, avec aucune autre personne, société ou compagnie ;

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 20th day of December, 1918, incorporating Messrs. Andrew-Ross McMaster, advocate and King's Counsel, of the city of Westmount, August Angers, advocate, Albertine Fontaine, stenographer, Miss Minnie Bradley, secretary, all of the city and district of Montreal, and Miss Dorothy-Eva Vipond, book-keeper, of the town of Outremont, Province of Quebec, for the following purposes :

To carry on the business of mining and smelting and to buy, lease or otherwise acquire, and to own, develop, operate, sell, deal in or dispose of mines and mineral lands, smelters, quarries, sand pits and gravel-beds, and to trade in, manufacture, treat, smelt or refine and otherwise make marketable and turn to account minerals, metals, stone, sand and cement, and their products and by-products ;

To carry on the business of lumbermen in all branches, and to manufacture, buy, sell and deal in timber, lumber, wood, pulp and paper, and to acquire by any title saw-mills and other mills and factories, and to purchase, lease, or otherwise, acquire and to operate, hold, sell and deal in forest and timber lands and limits ;

To carry on the business of merchants traders and manufacturers, and to manufacture, buy, sell, barter and deal in merchandise, goods, stores, implements, provisions, supplies and materials of every kind and description ;

To acquire by any title whatsoever, and to own and operate all means of transportation, and to own and operate all facilities for conducting transportation operations ;

To purchase or otherwise acquire, and to apply for, hold, develop, manufacture, own, deal in or dispose of patents of invention, trademarks, designs, licenses and franchises ;

To subscribe for, purchase or acquire, and to accept, hold, deal in and dispose of any shares, stocks, bonds, debentures or securities of any company or corporation having objects similar to or allied with those of this company, any provisions of law to the contrary notwithstanding ;

To consolidate, unite or join with any other person, company or corporation carrying on any similar or allied business ;

To sell, lease, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of the business and undertaking of the company to any other person, firm, company or corporation, and to accept by way of consideration for such sale, lease or transfer, moneys, or any shares, stock debentures, bonds or securities of any other company or corporation ;

To enter into any partnership or any agreement for sharing profits, co-operation or amalgamation with any other person, partnership or company ;

Emettre, soit comme entièrement libérées soit comme partiellement acquittées, des parts, actions, obligations ou débetures de la compagnie en faveur d'aucune personne, société ou corporation pour aucune propriété ou aucuns droits acquis par la corporation, et rémunérer soit en argent ou en capital, obligations ou débetures, tel que susdit, aucune personne, société ou corporation pour services rendus ou à être rendus à la compagnie en rapport avec sa constitution, son organisation ou avancement, ou dans la gestion des affaires de la corporation ;

Distribuer, en espèces ou nature, de temps à autre, aux actionnaires de la compagnie, aucune propriété, aucuns biens ou droits de la corporation ;

Aucun des pouvoirs précités peut être étendu mais nul ne sera limité par référence à aucun autre pouvoir ou déduction d'icelui ;

Exercer aucune autre industrie ou conduire aucune autre entreprise que la compagnie jugera propre à être convenablement exercée ou conduite en rapport avec aucune partie de l'industrie de la compagnie, ou susceptible directement ou indirectement de promouvoir les intérêts de la corporation, sous le nom de "Resida Mining & Exploration Company, Limited", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux mille (2000) parts de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 20 décembre 1918.

Le sous-secrétaire de la province,
55-1-2 C.-J. SIMARD.

To issue either fully paid up or partly paid up stock, shares, bonds or debentures of the company to any person, firm or corporation for any property or rights acquired by the company, and to remunerate either in cash or in stock, bonds or debentures as aforesaid, any person, firm or corporation for services rendered or to be rendered to the company in connection with its incorporation, promotion or organization, or in connection with the conduct of the company's business ;

To distribute in specie or kind from time to time among the shareholders of the company, any property, assets or rights of the company ;

Any of the above powers may be extended but shall not be limited by reference to or implication from any other power ;

To carry on any other business or undertaking which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with any portion of the company's business, or calculated directly or indirectly to advance the company's interest, under the name of "Resida Mining & Exploration Company, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal

Dated from the office of the Provincial Secretary, this 20th day of December, 1918.

C. J. SIMARD,
56-1-2 Assistant Provincial Secretary.

Demandes à la Législature

Avis est donné que les héritiers de feu Victor Beaudry, en son vivant de la cité de Montréal, gentilhomme, présenteront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, un projet de loi autorisant les exécuteurs testamentaires et administrateurs fiduciaires du dit feu Victor Beaudry à leur payer tous les revenus des sommes capitalisées au profit de chacun d'eux pendant leur minorité ; augmentant la rémunération des administrateurs de la dite succession, et contenant d'autres dispositions nécessaires.

Les procureurs des requérants,
DESSAULLES, GARNEAU & VANIER.
Montréal, 31 décembre 1918. 61-1-4

Avis public est par le présent donné que la cité de Fraserville s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi changeant le nom actuel de la dite cité en y substituant celui de "Rivière-du-Loup".

Le greffier de la cité,
EVARISTE TALBOT.
Fraserville, 31 décembre 1918. 63-1-4

La ville de la Pointe-aux-Trembles donne avis qu'elle s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte sur les sujets suivants :

Finances municipales et leur administration ; pouvoirs d'emprunt, emprunts et application du produit de ces emprunts ; obligations de la ville : directes et en garanties ; compagnies pour la

Applications to the Legislature

Notice is given that the heirs of the late Victor Beaudry, in his lifetime of the city of Montreal, gentleman, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of a bill authorizing the testamentary executors and trustees of the said late Victor Beaudry to pay the said heirs all the revenues of the sums capitalized for each of them during their minority ; increasing the remuneration of the administrators of said estate, and containing all other necessary provisions.

DESSAULLES, GARNEAU & VANIER,
Attorneys for applicants.
Montreal, 31st December, 1918. 62-1-4

Public notice is hereby given that the city of Fraserville will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain a law changing the present name of the said city by substituting thereof the name of "Rivière-du-Loup".

EVARISTE TALBOT,
Clerk of the city.
Fraserville, 31st December, 1918. 64-1-4

The town of La Pointe-aux-Trembles, gives notice that it will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for amendments to the charter of the said town, concerning the following matters :

Municipal finances and administration thereof ; borrowing powers, loans and disposal of the proceeds thereof ; debentures both direct and guaranteed by the town ; companies for the

construction de logements salubres, sociétés de logements ouvriers et leur administration ; taxes : spéciales, municipales, personnelles et fonds d'amortissement ; éclairage de la ville ; méthode, qualification et composition du corps administratif de la ville ; territoire de la ville et annexions ; travaux municipaux et répartition du coût de ces travaux ; règlements et leur mise en vigueur ; transformation en boulevard du parc que la ville possède, et pouvoir de vendre le résidu en lots à bâtir ; ratification des règlements Nos 74, 75 et 76, et pour divers autres objets.

LA VILLE DE LA POINTE-AUX-TREMBLES,

Par le secrétaire-trésorier,

J.-C.-V. ROY, N. P.

Pointe-aux-Trembles, 26 décembre 1918.

65—1-5

Avis public est par le présent donné que la cité de Québec s'adressera à la Législature de cette province, à sa prochaine session pour demander certains amendements à sa charte d'incorporation, et pour demander d'être autorisée à emprunter une somme de deux cent soixante-dix-neuf mille sept cent deux piastres et soixante-trois centins (\$279,702.63) pour payer le coût des travaux permanents dans les rues et places publiques de la cité, pour payer le coût des dommages causés par les émeutes, les dépenses occasionnées par l'épidémie de la grippe, et pour différents travaux pour le Département de l'Aqueduc, pour obliger les établissements vendant des produits alimentaires de fournir des certificats de médecin pour leurs employés, pour faire l'affichage des logements insalubres et dangereux pour la santé, pour obliger les propriétaires qui louent des immeubles à donner un avis à la cité de tout bail verbal ou écrit consenti par eux, pour obliger le propriétaire de toute construction à poser une soupape automatique sur son drain privé, pour obliger les propriétaires d'autos-taxis de louer de munir leurs voitures de taximètres, pour faire payer par la municipalité d'où vient un enfant qui est condamné à une école d'industrie, les frais d'internement du dit enfant, ainsi que les frais de transport, pour réclamer de l'occupant ou du possesseur subséquent d'un terrain, les taxes imposées sur le dit terrain bien qu'il ne soit pas inscrit au rôle d'évaluation, pour exiger un rapport annuel des compagnies d'assurance sur le feu, pour passer des règlements destinés à encourager l'établissement de nouvelles industries dans la cité, et accorder des boni ou procurer des terrains à cette fin, pour prélever sur toute personne occupant un immeuble ou partie d'immeuble dans la cité une taxe annuelle n'excédant pas trois pour cent, pour étendre la durée du terme d'office du maire et des échevins à quatre ans, pour exiger la taxe personnelle de toute personne gagnant un salaire dans les limites de la cité bien que n'y résidant pas, et pour autres fins.

Le greffier de la cité,

93—1-4

H.-J.-B. CHOUINARD.

construction of dwelling houses and their administration by the town or otherwise ; taxes : special, municipal, personal and sinking fund ; municipal lighting ; method, qualification and composition of the administrative body ; territory of the town and annexations ; municipal works and apportionment of the costs thereof ; by-laws and their enforcement ; the change of the park which the city owns into a boulevard, and the power to sell the residue as building lots ; ratification of by-laws Nos. 74, 75 and 76, and for other purposes.

THE TOWN OF POINTE-AUX-TREMBLES,

J.-C.-V. ROY, N. P.

Secretary treasurer.

Pointe-aux-Trembles, 26th December, 1918.

66—1-5

Public notice is hereby given that the City of Quebec will apply to the Legislature of this Province, at its next session for certain amendments to its charter of incorporation and authorization to borrow a sum of two hundred and seventy nine thousand seven hundred and two dollars and sixty three cents (\$279,702.63) to pay for permanent works in the streets and public places of the city, the damages caused by the riots, expenses caused by the epidemic of grippe, and for different works for the Department of Waterworks, to compel establishments selling food stuffs to have doctor's certificates for their employees, to placard unsanitary and unhealthy houses, to compel proprietors renting moveables to notify the city of any verbal or written lease made by them, to compel the proprietors of any building to install an automatic valve for his private drainage, to compel proprietors of auto-taxis to install taximeters in their vehicles, to have the costs of confinement, together with transportation costs, of a child sent to an industrial school paid by the municipality where such child resided before coming to this city, to collect from the subsequent occupant or owner of land, the taxes on said land notwithstanding his name do not appear on the valuation roll, to exact an annual report from fire insurance companies, to pass by-laws with a view to encouraging the establishment of new industries in the city and grant bonuses or procure land for that purpose, to collect from every occupant of an immovable or part of an immovable an annual tax not exceeding three per cent, to extend the term of office of the mayor and aldermen to four years, to collect a personal tax from every person earning a salary within the limits of the city although not a resident of the city, and for other purposes.

H. J. B. CHOUINARD,

City clerk.

94—1-4.

Ministère de l'agriculture

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, monsieur Cyrille Larochelle, cultivateur, de la paroisse de Saint-Prospère-de-Dorchester, comté de Dorchester et autres, ont formé une société coopérative agricole sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Saint-Prospère-de-

Department of Agriculture

Notice is hereby given that under the act respecting co-operative agricultural associations, 1908, Mr. Cyrille Larochelle, farmer, of the parish of Saint Prosper-de-Dorchester, county of Dorchester, and others, have formed a co-operative agricultural association under the name of "Société Co-opérative Agricole de St-Prospère-

Dorchester", avec sa principale place d'affaires dans la municipalité du canton Watford-Ouest, dans le comté de Dorchester.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont : l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

Daté à Québec, le 31 décembre 1918.

Le ministre de l'agriculture,
95 JOS. E. CARON,

de-Dorchester", with its chief place of business in the municipality of the township of Watford-West, in the county of Dorchester.

The objects for which the association is formed are : the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese, or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The Minister of Agriculture of the Province of Quebec authorises the formation of the said association.

Dated at Quebec, the 31st December, 1918.

JOS.-ED. CARON,
96 Minister of Agriculture

Faillite—avis de

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 428. Dans l'affaire de I.-S. Goldenstein, société dissoute, et R.-E. Hart, requérant.

Avis est par le présent donné que le 24 décembre 1918, j'ai été nommé liquidateur officiel des biens de la société autrefois existante entre I.-S. Goldenstein et R. E. Hart, dans la cité et le district de Montréal, sous les nom et raison sociale de "I. S. Goldenstein".

Le liquidateur officiel,
89 A.-E. MURRAY.

En vertu de la loi des liquidations.

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 196. Dans l'affaire de : John McDougall Caledonian Iron Works Company, Limited, (En liquidation).

Avis est par le présent donné que les soussignés ont été nommés liquidateurs conjoints de la susdite compagnie en liquidation, par jugement rendu le 29 novembre 1918.

Les créanciers de ladite compagnie en liquidation ainsi que toutes les personnes qui ont des réclamations contre elle doivent les produire, assermentées, chez les liquidateurs, à leurs bureaux, No. 924 immeuble "Power", 83 rue Craig Ouest, à Montréal, le ou avant le 19 janvier prochain, 1919.

Les liquidateurs conjoints,
W.-G. FINLAYSON,
GEO. GARDINER.
Montréal, le 20 décembre 1918. 91

Bankrupt Notices

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 428. In the matter of I. S. Goldenstein, dissolved partnership, and R. E. Hart, petitioner.

Notice is hereby given that, by judgment of the 24th day of December, 1918, I was named official liquidator of the assets of the partnership formerly carried on by I.-S. Goldenstein and R.-E. Hart, in the city and district of Montreal, under the firm name and style of "I. S. Goldenstein".

A. E. MURRAY,
90 Official liquidator.

Under the Winding up Act.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 196. In the matter of John McDougall Caledonian Iron Works Company, Limited, (In liquidation).

Notice is hereby given that the undersigned were appointed joint liquidators of the above company in liquidation, by judgment rendered on the 29th day of November, 1918.

The creditors of the said Company in liquidation and all parties having claims against it must file their sworn claims with the liquidators at their office, No 24 Power building, 83 Craig street West, at Montreal, on or before the 19th day of January next 1919.

W. G. FINLAYSON,
GEO. GARDINER,
Joint liquidators.
Montreal, 20th December, 1918. 92

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE OFFICIELLE

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous :

1. Adresser "Gazette Officielle", Québec.
2. Indiquer le nombre d'insertions.

3. TRANSMETTRE INVARIABLEMENT LE PRIX DE L'ANNONCE AINSI QUE LE PRIX D'UN EXEMPLAIRE DE LA GAZETTE TELS QUE DONNES PLUS BAS ; SI CES CONDITIONS NE SONT PAS REMPLIES, L'ANNONCE NE SERA PAS PUBLIEE.

Tarif des annonces :

TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules :

1. Address "The Official Gazette", Quebec.
2. Indicate the number of insertions required.

3. INVARIABLY REMIT THE FEES FOR SUCH ADVERTISEMENTS, TOGETHER WITH THE PRICE OF THE GAZETTE AS BELOW ; OTHERWISE THEY WILL NOT BE INSERTED.

The rates are :

Première insertion, 10c par ligne (mesure agate)
Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Traduction, 40c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemp., 25c.

Feuilles volantes, 65c par douzaine.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N.-B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante :

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre ; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion ; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'imprimeur du Roi,

E.-E. CINQ-MARS

Hôtel du gouvernement.
Québec, 4 avril 1914.

4385

First insertion, 10 cents per line (agate measure.)

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Translation, 40 cents per 100 words.

Official Gazette, 25 cents per single number.

Slips, 65 cents per dozen.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$5. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning :

The first number is our document number ; the second number, the *Gazette* number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

E.-E. CINQ-MARS,

King's Printer.

Government House.
Quebec, 4th April, 1914.

4386

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 1.

ACTIONS EN SÉPARATIONS DE BIENS :—

Dme Beaugrand dit Champagne vs Gosselin.	17
" Beaulieu vs Gendron.	17
" Bell vs Knott.	18
" Cardamone vs Talarico.	18
" Carrier vs Côté.	17
" Garnier vs Briquet.	18
" Pauzé vs Turgeon.	17
" Rocheleau vs Charbonneau.	18
" Seager vs Paul.	17
" Silverman vs Goldman.	18

ANNONCEURS, avis aux.— 45

BILLS PRIVÉS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE :—

AVIS. 2

BILLS PRIVÉS, PARLEMENT FÉDÉRAL:—AVIS :—

Chambre des Communes. 3

COMPAGNIE DISSOUTE :—

La Cie Langevin. 18

DEMÂNDÉS A LA LÉGISLATURE :—

Canadian Reduction Coy.	5
Cie de chemin de fer de la Rivière-Rouge.	9
Cité de Fraserville.	43
Cité de Hull.	15
Cité de Maisonneuve.	5
Cité de Québec.	44
Cité de Sorel.	16
Commission des écoles catholiques de Montréal.	10
Corporation du comté de Québec.	12
Corporation de la cité des Trois-Rivières.	15
Corporation du Séminaire de Saint-Hyacinthe et autres.	14

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—

Dme Beaugrand dit Champagne vs Gosselin.	17
" Beaulieu vs Gendron.	17
" Bell vs Knott.	18
" Cardamone vs Talarico.	18
" Carrier vs Côté.	17
" Garnier vs Briquet.	18
" Pauzé vs Turgeon.	17
" Rocheleau vs Charbonneau.	18
" Seager vs Paul.	17
" Silverman vs Goldman.	18

ADVERTISERS, notice to. 45

PRIVATE BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY :—

NOTICE. 2

PRIVATE BILLS, FEDERAL PARLIAMENT:—NOTICE:

House of Commons. 3

COMPANY DISSOLVED :—

La Cie Langevin. 18

APPLICATIONS TO PARLIAMENT :—

Canadian Reduction Coy.	5
Cie de chemin de fer de la Rivière-Rouge.	9
City of Fraserville.	43
City of Hull.	15
City of Maisonneuve.	5
City of Quebec.	44
City of Sorel.	16
Catholic School Commission of Montreal.	10
Corporation of the county of Quebec.	12
Corporation of the city of Three Rivers.	15
Corporation of the Seminary of Saint-Hyacinthe and others.	14

Corporation de la cité de Granby.....	6	Corporation of the city of Granby.....	8
Héritiers Beaudry.....	43	Heirs Beaudry.....	43
L'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec.....	12	The Association of Optometrists and Opticians of the Province of Quebec.....	12
Le Club Laval-sur-le-Lac, ltée.....	9	Le Club Laval-sur-le-Lac, ltée.....	9
Les Commissaires d'écoles protestantes de la cité de Montréal.....	7	The Protestant School Commissioners of the city of Montreal.....	7
Le tiers-ordre de Saint-Dominique.....	13	Le tiers-ordre de Saint-Dominique.....	13
Loi amendant le statut 46 Vic., chap. 21, concernant la ville de Richmond.....	9	Act amending the Act 46 Vict., cap. 21, respecting the town of Richmond.....	9
Montréal-Nord.....	13	Montreal-North.....	13
Municipalité de la paroisse Saint-Vincent-de-Paul.....	8	Municipality of the parish of Saint-Vincent-de-Paul.....	8
Papineau, Joseph-Edouard.....	10	Papineau, Joseph-Edouard.....	10
Shefford, Bagot & Missisquoi Railway Co.....	15	Shefford, Bagot & Missisquoi Railway Co.....	15
Succession Isaïe Racine.....	15	Estate Isaïe Racine.....	15
Succession James Ferrier.....	8	Estate James Ferrer.....	8
Succession Parker.....	13	Estate Parker.....	13
Sullivan, Thomas O. <i>et al.</i>	9	Sullivan, Thomas O. <i>et al.</i>	9
The Canada & Gulf Terminal Railway Co.....	7	The Canada & Gulf Terminal Railway Co.....	7
The Montreal Technical Institute.....	6	The Montreal Technical Institute.....	6
The Standard Church of America, Incorp.....	13	The Standard Church of America, Incorp.....	13
Thompson, Morris-Alf.....	6	Thompson, Morris-Alf.....	6
Village du Petit-Lac-Magog.....	14	Village of Petit-Lac-Magog.....	14
Ville de Bedford.....	12	Town of Bedford.....	12
Ville de Chicoutimi.....	10	Town of Chicoutimi.....	10
Ville de Grand'Mère.....	5	Town of Grand'Mère.....	5
Ville de Montmagny.....	7	Town of Montmagny.....	7
Ville Laval-des-Rapides.....	11	Town Laval-des-Rapides.....	11
Ville Laval-de-Montréal.....	11	Town Laval-de-Montréal.....	11
Ville de Montréal-Est.....	10	Town of Montreal-East.....	10
Ville de la Pointe-aux-Trembles.....	43	Town of Pointe-aux-Trembles.....	43
Ville de Saint-Michel.....	15	Town of Saint-Michel.....	15

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR :—

TREASURY DEPARTEMENT :—

Car & General Insurance Corporation Co, Ltd.....	16	Car & General Insurance Corporation Co, Ltd.....	16
--	----	--	----

EXAMENS DU BARREAU :—

BAR EXAMINATIONS :—

Montréal.....	19	Montreal.....	19
Montréal.....	21	Montreal.....	21
Québec.....	20	Quebec.....	20
Saint-François.....	20	Saint Francis.....	20
Trois-Rivières.....	19	Three Rivers.....	19

FAILLITE—AVIS DE :—

BANKRUPT NOTICES :—

Barry, nom. curateurs.....	21	Barry, curators' appt.....	21
Carrier, dividende.....	22	Carrier, dividend.....	22
Faucher, dividende.....	22	Faucher, dividend.....	22
Goldenstein, nom. liquidateur.....	45	Goldenstein, liquidator's appt.....	45
Jean, cession.....	23	Jean, assignment.....	23
John McDougall Caledonian Iron Works Coy, Ltd, nom. liquidateurs.....	45	John McDougall Caledonian Iron Works Coy, Ltd, liquidator's appt.....	45
Sawyer, cession.....	23	Sawyer, assignment.....	23
Schaffer, nom. curateurs.....	22	Schaffer, curators' appt.....	22
Scheffer, nom. curateurs.....	22	Scheffer, curators' appt.....	22
Thomas, cession.....	22	Thomas, assignment.....	22

LETTRES PATENTES :—

LETTERS PATENT :—

Canadian Oleomargarine, Ltd.....	38	Canadian Oleomargarine, Ltd.....	38
H. Villeneuve, ltée.....	38	H. Villeneuve, ltée.....	38
Montreal Butchers' Supply Coy.....	35	Montreal Butchers' Supply Coy.....	35
Motor Salvage & Accessories, Ltd.....	40	Motor Salvage & Accessories, Ltd.....	40
Prima Skirt Coy, Ltd.....	39	Prima Skirt Coy, Ltd.....	39
Resida Mining Exploration Coy, Ltd.....	42	Resida Mining Exploration Coy, Ltd.....	42
The Gaspé Fish Products Coy.....	39	The Gaspé Fish Products Coy.....	39
The Laval Park Amusement Company, Ltd.....	36	The Laval Park Amusement Company, Ltd.....	36
The Victoriaville Furniture Coy.....	4	The Victoriaville Furniture Coy.....	4

LIQUIDATION—AVIS DE :—

WINDING UP NOTICE :—

Southern Counties Realty Coy, Ltd.....	23	Southern Counties Realty Coy, Ltd.....	23
--	----	--	----

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE :—

DEPARTMENT OF AGRICULTURE :—

Saint-Prosper-de-Dorchester.....	44	Saint-Prosper-de-Dorchester.....	44
----------------------------------	----	----------------------------------	----

MINUTES DE NOTAIRE :—

Demande par M. Herb. Meredith Marler.

NOMINATIONS :—

Juges de paix:—District de Montréal;
Rimouski; Ottawa.....
Régistrateur, comté d'Ottawa.....

PROCLAMATION :—

Convocation des Chambres.....

VENTES PAR LES SHÉRIFS :—

ARTHABASKA :—

Côté *et al* vs Chauvette.....
La Banque d'Hochelaga vs Dme Carreau
et vir.....
The Molson Bank vs McDonald.....

BEAUCE :—

Carette vs Berberi.....

BEDFORD :—

Fisher Son & Co. vs Turner.....

IBERVILLE :—

L. Chaput, fils & Cie, ltée vs Dme Boucher

JOLIETTE :—

Katz vs Klaiman.....
Venne *et al* vs Racette.....

MONTMAGNY :—

Marceau vs Turgeon.....

MONTREAL :—

Bessette vs Dme Lepellée dit Labrie.....
Boutgouin vs Tremblay.....
Deniger vs Lemieux.....
Gauthier (Dme) vs Montgrain *et al*.....
La cité de Maisonneuve.....
Lavoie (Dme) vs The Verdun Coal and
Feed Coy.....
Lombardi, failli.....
Pigeon vs Dme David *et vir*.....
Rivet (Delle) vs Rivet *et al*.....
Sanders vs Riopel.....

PONTIAC :—

Verhelst vs Pichie.....

QUÉBEC :—

Corporation de la paroisse Notre-Dame
des-Anges-de-Montauban vs Naud.....
Langlois vs Robitaille.....
La Banque Nationale vs Giguère.....
La cité de Québec vs Rousseau.....

TROIS-RIVIÈRES :—

Bureau & Bigué vs Perron.....
Vallée vs St. Arnaud.....

NOTARIAL MINUTES :—

Application by Mr. Meredith Marler.....

APPOINTMENTS :—

Justices of the peace : district of: Mon-
tréal; Rimouski; Ottawa.....
Registrar, county of Ottawa.....

PROCLAMATION :—

Parliament convoked.....

SHERIFFS' SALES :—

ARTHABASKA :—

Côté *et al* vs Chauvette.....
La Banque d'Hochelaga vs Dme Carreau
et vir.....
The Molson Bank vs McDonald.....

BEAUCE :—

Carette vs Berberi.....

BEDFOR :—

Fisher Son & Co. vs Turner.....

IBERVILLE :—

L. Chaput, fils & Cie, ltée vs Dme Boucher

JOLIETTE :—

Katz vs Klaiman.....
Venne *et al* vs Racette.....

MONTMAGNY :—

Marceau vs Turgeon.....

MONTREAL :—

Bessette vs Dme Lepellée dit Labrie.....
Bourgouin vs Tremblay.....
Deniger vs Lemieux.....
Gauthier (Dme) vs Montgrain *et al*.....
The city of Maisonneuve.....
Lavoie (Dme) vs The Verdun Coal and
Feed Coy.....
Lombardi, insolvent.....
Pigeon vs Dme David *et vir*.....
Rivet (Delle) vs Rivet *et al*.....
Sanders vs Riopel.....

PONTIAC :—

Verhelst vs Pichie.....

QUÉBEC :—

Corporation of the parish of Notre-Dame-
des-Anges-de-Montauban vs Naud.....
Langlois vs Robitaille.....
La Banque Nationale vs Giguère.....
The city of Quebec vs Rousseau.....

THREE RIVERS :—

Bureau & Bigué vs Perron.....
Vallée vs St. Arnaud.....